



Francophonie économique

Août 2024 • Halifax

La francophonie au service
du développement économique :
Le rôle des gouvernements

Conseil des ministres
sur la francophonie
canadienne



Ministers' Council
on the Canadian
Francophonie

Table des matières

3	Introduction
4	Le CMFC et la francophonie économique
5	Allocutions d'ouverture
6	Le bilinguisme : une compétence rentable!
10	Le français, une langue qui voyage
14	La culture et le PIB
17	Les compétences du futur
18	Accroître le bassin de main-d'œuvre dans les secteurs névralgiques
22	L'entrepreneuriat francophone au féminin
23	La Stratégie de développement économique francophone du gouvernement de l'Ontario
24	L'Alliance de la francophonie économique canadienne
25	Promouvoir et appuyer l'entrepreneuriat francophone
28	Miser sur les relations avec le Québec
32	Le français, une voie d'accès à de nouveaux marchés
35	Réflexions du Grand rapporteur
36	Conclusion
37	Annexes
38	Rapport du Grand Rapporteur
75	Présentation
	La démographie et l'économie de la francophonie canadienne — Josée Bégin
	Le bilinguisme : Une compétence rentable ! — Pierre-Marcel Desjardins
	Le tourisme touche tout le monde et peut transformer les communautés — Isabelle de Bruyn
	Le français, une langue qui voyage — Angela Cassie
	Investir dans l'imaginaire — Anne-Marie Jean
	Les compétences du futur et l'avantage du bilinguisme — El Iza Mohamedou
	Stratégie de développement économique francophone de l'Ontario — Roda Muse
	Le potentiel de la francophonie économique — Karl Blackburn
	Francophonie des Amériques — Sylvain Lavoie

Sa première édition a eu lieu les 9 et 10 août 2024, à Halifax, sur le thème du développement économique. L'exercice visait à définir des pistes à explorer pour mieux appuyer la contribution de la francophonie à la prospérité du Canada.

The image shows the top portion of a presentation slide. At the top, the text 'Conseil des ministres sur la francophonie canadienne' is on the left and 'Ministers' Council on the Canadian Francophonie' is on the right, separated by a colorful circular logo. Below this, a large blue play button icon is centered within a light blue circle, with the word 'Agora' in a large, light blue sans-serif font. The background is dark blue with vertical bars of various colors (green, yellow, red, purple) on the left side.



Le CMFC et la francophonie économique

Le CMFC soulève depuis plusieurs années les enjeux liés à la francophonie économique. En juin 2010 à Yellowknife, les ministres ont appuyé l'organisation d'un Forum pancanadien sur le développement économique en matière de francophonie canadienne. Le forum, tenu à Gatineau en 2012, a généré quelques pistes d'actions.

Entre 2014 et 2015, le CMFC a exploré la création d'une chambre de commerce pour la francophonie canadienne. Mais le milieu associatif a préconisé le soutien aux réseaux existants, comme le Réseau de développement économique et d'employabilité du Canada (RDÉE Canada) et ses douze membres nationaux, ainsi que les chambres de commerce francophones.

En parallèle, le CMFC poursuit son action en produisant un inventaire interne des initiatives gouvernementales en matière de développement économique francophone. Plus d'une centaine d'initiatives ont ainsi été répertoriées et leur analyse a permis d'identifier trois domaines d'intervention récurrents : le tourisme, l'immigration et le soutien aux entreprises. Cet inventaire a fourni aux gouvernements des exemples de bonnes pratiques desquelles s'inspirer.

Lors de la conférence ministérielle de juin 2016 à St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador, les décisions prises par les ministres dans les domaines du tourisme et de l'immigration furent orientées vers un résultat concret en matière de développement économique. L'Ontario a développé alors la Route Champlain et le gouvernement du Canada a annoncé la création d'un corridor touristique francophone, aujourd'hui désigné sous l'appellation Salut Canada¹.

En 2022, lors de leur réunion annuelle, les ministres se sont engagés à saisir les occasions de promouvoir la francophonie canadienne en tant que composante dynamique des économies canadiennes et internationales. Depuis, le CMFC participe à plusieurs événements à caractère économique, au pays comme à l'étranger.

Les discussions tenues lors de la réunion ministérielle de 2023 ont conduit à l'organisation de l'Agora sur la francophonie économique (Agora) qui s'est tenue les 9 et 10 août 2024 à Halifax, et lors de laquelle les ministres ont joué un rôle actif. Ce compte-rendu de l'événement répond directement à leur volonté d'en dégager des pistes à explorer.

1 [Site Internet de Salut Canada](#)



Allocutions d'ouverture

Les coprésidents du CMFC, l'honorable Colton LeBlanc, du gouvernement de la Nouvelle-Écosse, et l'honorable Randy Boissonnault du gouvernement du Canada, ont tous deux offert aux participants et participantes de l'Agora un message axé sur l'importance du développement économique pour les membres du CMFC.

Le ministre LeBlanc a souligné combien ce dossier est crucial pour les communautés acadiennes et francophones. Le 30^e anniversaire du CMFC représente selon lui un moment idéal pour se rassembler et explorer les manières de maximiser l'impact économique de la francophonie sur le plan régional, national et international.

« L'Agora permettra d'explorer les mesures qui peuvent être prises par les gouvernements provinciaux, territoriaux et fédéral pour favoriser le développement de l'économie francophone. Ces mesures devront tenir compte des responsabilités de chaque gouvernement qui pourraient collaborer avec des partenaires-entrepreneurs, des chercheurs, ou des intervenants en développement économique au sein des gouvernements et des organismes communautaires ».

Le ministre Boissonnault avait quant à lui une question pour l'auditoire : « Qu'est-ce que le gouvernement du Canada peut faire pour favoriser davantage l'écosystème de l'entrepreneuriat francophone? ». Il a souligné que le Plan d'action pour les langues officielles 2023-2028, un investissement de 4,1 milliards de dollars sur 5 ans, ajoute 20,5 millions au Fonds d'habilitation qui soutient le développement économique et le développement des ressources humaines dans les communautés de langue officielle en situation minoritaire.

L'importance d'intégrer les nouveaux entrepreneurs qui arrivent au pays a été soulignée par le ministre. Il a aussi précisé que les entreprises canadiennes investissent peu dans le développement de leurs propres effectifs que les entreprises des États-Unis, de l'Allemagne ou du Japon, et qu'elles souffrent également d'une carence en recherche et développement, ce qui contribuerait l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis. Pour le ministre, des collaborations notamment dans les

secteurs du tourisme, de la culture, de l'intelligence artificielle et de la cybersécurité, seraient souhaitables.

Heureux que cette première édition de l'Agora se tienne en Nouvelle-Écosse, le ministre LeBlanc a indiqué que les membres du CMFC étaient impatients de partager les pistes de réflexion issues de cet exercice, avec leurs collègues ministériels responsables du développement économique.

En souhaitant à tous et à toutes, des discussions productives, les coprésident ont dit souhaiter que l'Agora du CMFC sur la francophonie économique permette de mieux documenter l'appui offert par les gouvernements à cet écosystème si important pour la prospérité du Canada.

Josée Bégin



L'honorable Glen Savoie



Le bilinguisme : une compétence rentable!

Le français est un véritable levier économique dont le réel potentiel demeure méconnu. Pourtant, avoir du personnel bilingue est un avantage qui semble rapporter aux entreprises. Les chiffres parlent. Pour tracer le portrait statistique de la francophonie économique au Canada, Josée Bégin, statisticienne en chef adjointe à Statistique Canada, a présenté quelques données à l'auditoire². Selon les chiffres de 2022, une entreprise privée sur quatre offre un service ou une activité dans les deux langues officielles. Cette proportion grimpe à une sur deux parmi celles comptant plus de 100 employés. Le bilinguisme est donc une dimension importante de l'activité économique au Canada.

2 [La démographie et l'économie de la francophonie canadienne — Statistique Canada](#)

Selon le recensement 2021, le marché du travail à l'extérieur du Québec compte environ 440 000 personnes ayant le français comme première langue officielle. Mais le potentiel du bilinguisme va bien au-delà de la francophonie de longues racines. En Nouvelle-Écosse par exemple, on compte 30 000 francophones, mais plus de 100 000 personnes sont en mesure de communiquer en français. Ce bassin de Canadiens bilingues constitue un potentiel de croissance pour l'économie canadienne et c'est ce dont les panélistes ont témoigné.

L'honorable Glen Savoie, alors ministre responsable de la Francophonie au Nouveau-Brunswick, seule province bilingue au Canada, a démarré la séance en saluant la résilience et la volonté des entrepreneurs francophones de participer au développement économique, tant au niveau provincial, national que mondial. Pour lui, le caractère bilingue de sa province est un atout majeur pour attirer des investissements et soutenir l'immigration francophone.

Le ministre a mentionné l'importance de démontrer aux anglophones du pays que le français est aussi une langue d'affaires et qu'elle constitue un avantage concurrentiel précieux pour le Canada. Le bilinguisme doit être présenté comme un investissement qui bénéficie à l'ensemble de la société canadienne.

Il a ajouté la nécessité de prendre conscience du potentiel économique de la francophonie mondiale. En se basant sur les projections démographiques de l'ONU et de l'Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone, il a noté le besoin de se positionner sur le marché africain qui devrait recenser 85 % de la population francophone mondiale d'ici 2060.

En conclusion, le ministre Savoie a fait valoir que les gouvernements détiennent des outils et des leviers pour stimuler l'économie et qu'à ce titre, ils se doivent d'être des agents de liaison pour guider les entrepreneurs et les gens d'affaires dans les bonnes directions.

Le panel animé par le journaliste économique René Vézina comptait sur la participation de :

- **Pierre-Marcel Desjardins**, économiste,
Université de Moncton
- **Justin Johnson**, chef de direction,
Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM)
- **Suzanne Guèvremont**, commissaire et présidente,
Office national du film du Canada (ONF)
- **Ali Massoudi**, vice-président,
Gestion des risques de crédit commercial, Banque TD



La discussion a notamment mis en lumière les avantages générés par le bilinguisme :

- **Amélioration de la productivité grâce à une diminution des coûts de transaction commerciale** : La maîtrise de plusieurs langues améliore la communication, renforçant ainsi les relations de confiance avec les partenaires commerciaux. Les négociations mènent alors plus rapidement à des accords.
- **Contribution à la croissance économique** : L'exemple offert par l'industrie des centres d'appels est éloquent. Bien établi au Nouveau-Brunswick, qui possède le bassin de main-d'œuvre bilingue nécessaire pour servir la clientèle, ce secteur emploie plus de 15 000 personnes et génère des retombées annuelles de 1,5 milliard de dollars³. Même si tous les postes créés n'exigent pas la maîtrise des deux langues officielles, le bilinguisme favorise une diversification économique qui stimule la création d'emplois. Pour preuve, la Banque TD dispose maintenant de centres opérationnels au Canada Atlantique pour son secteur des assurances et une partie significative de ses services financiers.
- **Opportunités d'emploi pour les anglophones** : Les entreprises misant sur le bilinguisme génèrent aussi des emplois qui ne requièrent pas nécessairement de compétences dans les deux langues officielles⁴. Chaque poste bilingue dans le secteur des centres d'appel génère deux emplois dont l'anglais est la langue de travail.
- **Avantages individuels** : Les études montrent que le bilinguisme favorise un revenu d'emploi plus élevé⁵. Le bilinguisme procure aussi une plus grande mobilité et favorise la progression d'une carrière.
- **Effet de levier dans divers domaines** : Le bilinguisme est un avantage concurrentiel qui ouvre des marchés. Dans l'industrie de l'audiovisuel notamment, l'Office national du film du Canada (ONF) estime que ses productions atteignent un public beaucoup plus large grâce à la multiplication des marchés. Pour chaque cinéaste embauché, de 5 à 10 emplois seraient créés. L'organisme

3 Référence de PM Desjardins

4 Références de PM Desjardins

5 [Le bilinguisme anglais-français hors Québec : un portrait économique des bilingues au Canada — The Conference Board of Canada](#)

estime générer ainsi plus de 3 000 contrats d'emploi favorisant le bilinguisme à travers le pays, puisque ses productions sont tournées dans les deux langues officielles sur l'ensemble du territoire. En ce moment, 60 % du personnel de l'ONF a le français comme langue première et 80 % des postes supérieurs sont bilingues.

- **Innovation** : La francophonie canadienne est constituée de multiples réseaux qui ont en commun le sens de l'innovation. L'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM) constitue un bon exemple avec la création, en 2008, d'un organisme dédié au développement durable des municipalités. Éco-Ouest effectue la planification et la mise en œuvre de projets d'infrastructure liés à l'économie verte. Ce service, disponible en anglais et en français, touche les transports, le traitement des eaux usées, l'efficacité énergétique et la gestion des déchets.

La discussion a permis de dégager quelques pistes pour multiplier les effets bénéfiques du bilinguisme sur l'économie canadienne.

- **Mieux comprendre l'impact du bilinguisme** : L'impact positif du bilinguisme sur l'économie est méconnu et il serait opportun de mieux documenter sa contribution à la prospérité de la société canadienne.
- **Investissement en éducation** : La capacité d'offrir des programmes d'enseignement secondaire et postsecondaire qui favorisent la maîtrise du français et de l'anglais est un atout de taille pour le développement économique du Canada. Les programmes d'immersion en français, très populaires auprès des parents, favorisent le développement d'une main-d'œuvre bilingue concurrentielle, et ceci est d'autant plus important que la proportion de francophones au pays est en diminution⁶.
- **Soutien aux municipalités** : Plusieurs études⁷ attestent que les municipalités jouent un grand rôle dans le dynamisme économique. Elles gèrent la majorité des infrastructures publiques, développent des zones industrielles, créent des environnements propices aux investissements et des milieux de vie attractifs pour la main-d'œuvre. Les programmes gouvernementaux d'appui à l'offre de services en français pourraient être examinés en considérant les retombées potentiellement générées par les administrations municipales.
- **Appui au bilinguisme en entreprise** : Offrir un accès à des programmes encourageant le bilinguisme en entreprise peut aider les entrepreneurs à miser sur une compétence clé pour s'ouvrir à de nouveaux marchés.

6 [Le français est la première langue officielle parlée d'un nombre croissant de Canadiens et Canadiennes, mais la proportion représentée a diminué de 2016 \(22,2 %\) à 2021 \(21,4 %\) — Statistique Canada, recensement 2021](#)

7 [Les villes : moteur économique du Québec, du Canada et du monde ! — Association des économistes québécois](#)

De gauche à droite :
René Vézina,
Isabelle de Bruyn,
Monique Poirier,
Peggy Somers Feehan et
Angela Cassie



Le français, une langue qui voyage

Ce panel animé par le journaliste économique René Vézina comptait sur la participation de :

- **Isabelle de Bruyn**, vice-présidente, RH Tourisme Canada
- **Monique Poirier**, directrice générale et artistique, Le Pays de la Sagouine, Nouveau-Brunswick
- **Peggy Somers Feehan**, directrice, Council For The Development Of French In Louisiana (Codofil)
- **Angela Cassie**, directrice des opérations, Voyage Manitoba

Au Canada, le tourisme génère près de 300 millions de dollars de recettes par jour⁸. Le secteur est en pleine expansion, avec une croissance annuelle supérieure à celle de l'économie globale du pays. La présence de travailleurs bilingues est un avantage pour cette industrie dont la croissance post-COVID confirme une solide reprise. Pour plusieurs acteurs, le français est un axe de développement stratégique.

En Ontario, on dénombre 11 000 travailleurs et travailleuses francophones dans ce secteur. Au Nouveau-Brunswick, les francophones représentent 22 % de la main-d'œuvre en tourisme. Plusieurs institutions postsecondaires francophones hors Québec offrent des programmes d'étude en gestion touristique.

Les panélistes ont présenté des exemples d'initiatives en lien avec la francophonie ou des stratégies dédiées au marché francophone, qui s'avèrent être rentables pour l'ensemble de la collectivité dans laquelle elles s'inscrivent.

8 [Le rétablissement en 2023 : la renaissance du tourisme au Canada — Rapport annuel 2023 de Destination Canada](#)

Au Nouveau-Brunswick

Des campagnes de promotion misant sur le statut bilingue du Nouveau-Brunswick et sur sa capacité d'accueil des touristes en français permettent à la province d'attirer sa clientèle québécoise limitrophe. En 2022, 1,5 million de voyageurs ont visité la province et les autorités affirment qu'une grande proportion provenait du Québec⁹. Le marché franco-ontarien a également été convoité en misant sur la beauté des plages et le sens de l'accueil acadien.

Plusieurs exemples d'investissements en provenance des trois ordres de gouvernements dans l'industrie du tourisme ont eu des résultats fructueux. L'exemple de l'attraction touristique Le Pays de la Sagouine est présenté.

Le Pays de la Sagouine est un village touristique basé sur l'imaginaire de l'auteure à succès Antonine Maillet. En 1992, l'exploitation était limitée à 10 semaines par année avec 50 employés. En 2024, cet opérateur génère 142 emplois, 9 mois par année.

Les retombées économiques pour les entreprises de la région sont majeures, alors que des dizaines de commerçants de la région profitent de l'apport économique généré par 60 000 visiteurs annuellement. Depuis son ouverture en 1992, le site a accueilli plus de 1,5 million de visiteurs qui ont généré des retombées économiques importantes pour la région.

On note que la capacité de l'opérateur à accueillir les visiteurs dans les deux langues officielles contribue à faire connaître aux anglophones comme aux francophones, l'histoire, la culture et les aspirations du peuple acadien.

Au Manitoba

Cette province située au centre du Canada compte 20 000 emplois dans le secteur du tourisme. Cela représente des retombées de plus de 2 milliards de dollars. Les 17 communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) du Manitoba présentent un bon potentiel de développement, ce qui est essentiel pour attirer et retenir les jeunes en milieu rural, car le tourisme est un vecteur d'emplois payants et attrayants.

Persuadé que la mise en valeur de son héritage francophone et métis peut contribuer à l'atteinte de ses objectifs en matière de développement économique, le Manitoba a intégré une Stratégie touristique francophone¹⁰ à sa stratégie provinciale.

⁹ Rapport annuel 2021-2022 — Tourisme, Patrimoine et Culture du Nouveau-Brunswick

¹⁰ Stratégie touristique francophone du Manitoba — Travel Manitoba

Voyage Manitoba (Travel Manitoba en anglais), la société d'État responsable du développement d'initiatives dans cette industrie, a impliqué les organismes de la communauté dans l'élaboration de la stratégie afin de maximiser sa pertinence, sa portée et sa concordance avec la réalité du milieu. Voyage Manitoba entend tirer profit de la mise en valeur de la richesse culturelle de la province pour augmenter le nombre de visiteurs dans la province et augmenter la durée de leur séjour.

Au Manitoba, sur 267 opérateurs, seuls 7 % sont prêts pour l'exportation. Le potentiel de développement est donc énorme. Pour les responsables de Voyage Manitoba, le développement du tourisme francophone, ce n'est pas juste un atout, c'est un véritable moteur qu'on doit mettre en marche.

En Louisiane

Les liens culturels qui unissent la Louisiane à la francophonie appartiennent à l'histoire, mais se comptabilisent aussi au présent. En 2022, l'État a accueilli 42 millions de voyageurs nationaux et internationaux qui ont versé 17 milliards de dollars dans l'économie. Selon l'État, les recettes fiscales générées par l'industrie touristique permettent à chaque ménage du *Pelican State* d'épargner 1 068 \$ d'impôts.

La Louisiane identifie la francophonie internationale comme l'un de ses principaux marchés. À la Plantation Laura, un site touristique historique qui raconte l'histoire de l'esclavage, les visites guidées en français attire une clientèle qui représente 28 % des revenus.

En 1999, la Louisiane a accueilli le Congrès mondial acadien. L'événement d'envergure internationale a rassemblé plus de 200 000 personnes. Les leaders locaux ont réalisé le potentiel de leur appartenance à la francophonie pour se connecter à l'économie mondiale, inscrivant ainsi la francophonie parmi les axes de développement économique louisianais. Depuis, l'héritage français de la Louisiane, la valorisation de la culture cajun, le retour du français dans l'univers scolaire grâce aux programmes d'immersion et les champs d'études que les universités louisianaises y consacrent, sont des atouts que l'organisme *Louisiana Economic Development* n'hésite pas à avancer pour attirer les investisseurs. Depuis 2003, l'organisme a ainsi attiré 10 projets majeurs d'entreprises ayant leur siège social en France. Air Liquide, Axa Advisors et SNF Holding figurent parmi les investisseurs français dont le total a atteint 926,8 millions de dollars et créé 1 778 emplois. La Louisiane occupe maintenant un siège d'observateur à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), à l'instar des gouvernements de l'Ontario et, depuis octobre 2024, de la Nouvelle-Écosse.

Pour cet État américain, la francophonie est une ressource renouvelable à exploiter. Le budget du Conseil pour le développement du français en Louisiane (CODOFIL) a été bonifié de 100 000 \$ pour appuyer le développement économique francophone. L'un des objectifs est d'aider les petits commerçants à prendre la pleine mesure de leur clientèle francophone. Parmi les initiatives en ce sens, les menus d'une vingtaine

de restaurants ont été traduits dans la ville de Lafayette. Les restaurateurs ont été surpris par la proportion de leur clientèle qui s'avérait être francophone, ce qu'une simple traduction a permis de révéler.

Les échanges entre les panélistes ont permis de dégager quelques pistes à étudier pour un apport accru de la francophonie au développement économique dans le secteur du tourisme :

- **De meilleures données** : Contribuer à la production de données sur la clientèle touristique francophone et sur la main-d'œuvre bilingue, afin de fournir aux opérateurs touristiques des informations fiables sur lesquelles baser leurs décisions stratégiques.
- **Promotion du tourisme francophone** : Inclure une dimension francophone aux campagnes de marketing gouvernementales qui font la promotion de l'offre de tourisme de leur province ou territoire, et du Canada.
- **Informar les communautés d'affaires** : Contribuer à mieux informer les communautés d'affaires locales, quant au potentiel de développement économique que recèle le tourisme francophone. Le développement d'une offre touristique solide nécessite des activités de concertation, car l'attrait est généré par l'écosystème d'une région et non seulement par les produits d'appel.
- **Promouvoir les carrières en tourisme** : Appuyer les initiatives visant à promouvoir les carrières en tourisme. En 2023, le secteur du tourisme faisait face à une pénurie de main-d'œuvre avec un déficit de 170 000 personnes. Selon les prévisions, les besoins en main-d'œuvre devraient augmenter de 26 % d'ici 2040¹¹. Le secteur du tourisme n'est pas valorisé auprès de la clientèle jeunesse, spécialement par les parents qui peinent à y voir un avenir prometteur. Les possibilités de carrière ainsi que la variété des spécialités recherchées par cette industrie sont peu connues (comptabilité, marketing, gestion de projet, coordination d'événement, etc.).

11 [Analyse de l'offre et de la demande de main-d'œuvre : l'avenir du secteur du tourisme au Canada](#) — RH Tourisme Canada

De gauche à droite :
l'honorable Glen Simard,
Marie-Christine Morin,
Anne-Marie Jean,
Blanche Israël et
Darrel Nadeau



La culture et le PIB

Ce panel était animé par Glen Simard, ministre du Sport, de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme et ministre responsable des Affaires francophones au gouvernement du Manitoba. Il comptait sur la participation de :

- **Marie-Christine Morin**, directrice générale, Fédération culturelle canadienne-française
- **Anne-Marie Jean**, présidente-directrice générale, Conseil des arts et des lettres du Québec
- **Blanche Israël**, directrice générale, Association de la musique de la Côte Est
- **Darrel Nadeau**, vice-président expérience visiteur, Musée canadien pour les droits de la personne

Sans compter le Québec, les industries culturelles francophones contribuent au PIB du Canada à hauteur de 5,63 milliards de dollars¹². Bien qu'ils ne constituent que 3,5 % de la population, les francophones hors Québec représentent 5,2 % de la main-d'œuvre du secteur culturel qui est en croissance continue.

La culture est un vecteur de développement qui mérite l'attention des intervenants en matière de politique économique. En considérant le rôle de la culture dans l'attraction et la rétention des personnes dans les communautés¹³, notamment dans les milieux ruraux, on constate que le secteur culturel et les industries créatives sont des domaines sur lesquels il est pertinent de miser.

¹² [Analyse de l'impact économique de la communauté culturelle canadienne-française en 2021 — Hill Strategies](#)
[Visualiseur de données sur les arts et la culture — Statistique Canada](#)

¹³ [La culture, un élément clé pour le développement rural et urbain des villes historiques — UNESCO](#)

Au niveau mondial, les exportations de biens créatifs ont augmenté de 19 % depuis 2017. Au cours de la dernière décennie, la part des services créatifs dans l'ensemble des exportations de services est passée de 12 % à 19 %¹⁴, tandis que la part des biens créatifs dans l'ensemble des exportations de biens est restée stable autour de 3 % depuis 2002.

Pourtant, les entrepreneurs culturels ont un accès limité aux instruments traditionnels de développement économique. À l'exception du Québec, une large part des investissements gouvernementaux semble axée vers les événements à grand déploiement. Peut-on élargir la portée des programmes d'appui à la culture ? Quelles sont les approches novatrices pour maximiser la valeur économique de cette richesse culturelle ?

Les panélistes ont mis en lumière l'importance économique et sociale des industries culturelles et créatives, leur croissance continue, le rôle crucial du soutien gouvernemental, l'impact économique des événements culturels, ainsi que le rôle de la culture comme vecteur d'intégration sociale et élément distinctif dans un contexte de mondialisation.

- **Impact économique des événements culturels** : Dans sa présentation, le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) a démontré que chaque dollar investi génère des retombées économiques de 7,55 \$. Cela explique pourquoi plusieurs ministères du gouvernement du Québec comptent dans leur budget des investissements en culture (Éducation, Tourisme, Économie et Innovation, etc.).

Au Manitoba, le Festival du Voyageur a un budget de 6 millions de dollars, dont 500 000 \$ de fonds publics. L'événement génère 16 millions de dollars de retombées économiques. Même si c'est un festival francophone, l'ensemble de la collectivité en bénéficie.

- **Soutien gouvernemental à la création et à la diffusion** : L'aide gouvernementale est fondamentale pour le démarrage de projets qui vont éventuellement générer des revenus autonomes. L'aide gouvernementale permet aussi d'allonger la durée de vie d'une œuvre, d'améliorer les conditions socioéconomiques des artistes et d'aller à la rencontre de nouveaux publics.
- **La culture comme élément distinctif** : Avec la mondialisation, la culture est un moyen de se distinguer et de conserver un avantage compétitif, tant en matière touristique qu'en matière de la qualité de vie, pour augmenter l'attractivité des régions en matière de main-d'œuvre, d'investissement et de développement des affaires.

14 [Perspectives de l'économie créative 2024 – ONU commerce et développement](#)

- **La culture comme liant social** : La culture est un vecteur d'intégration et de cohésion sociale, notamment dans les milieux scolaires et les communautés cosmopolites. Les artistes jouent un grand rôle pour interpeller le public sur des enjeux sociaux et environnementaux.

Cette discussion a apporté un éclairage économique qui a rarement été discuté dans le passé. En francophonie canadienne, le secteur de la culture était soulevé presque exclusivement sous l'angle identitaire. L'application d'une perspective économique fait émerger des chiffres qui surprennent et incitent à regarder de plus près des pistes d'action ayant jusqu'ici retenu peu d'attention.

- **Soutien à l'innovation** : Augmenter les investissements en culture pour les projets innovants et numériques qui renforceront la compétitivité des artistes francophones.
- **Collaboration avec le milieu des affaires** : S'inspirer des initiatives menées par certaines chambres de commerce qui misent sur le milieu culturel pour revitaliser les centres-villes et créer des incitatifs pour encourager des partenariats entre le secteur des arts et le milieu des affaires.
- **Développement des réseaux de diffusion** : Appuyer le réseautage des circuits de diffusion francophone à l'échelle du Canada pour favoriser l'amortissement des coûts et favoriser le rayonnement des artistes.
- **Miser sur les réseaux d'exportation internationaux** : Faciliter l'exportation culturelle en appuyant le renouvellement des réseaux existants et en développant de nouveaux circuits internationaux pour la francophonie.
- **Soutien aux artistes et aux événements** : Fournir un soutien accru aux artistes et aux événements culturels, en portant une attention particulière aux différentes composantes de la francophonie, comme les communautés LGBTQ+ et les francophones d'origine africaine.
- **Promotion de la culture** : Valoriser la culture dans les programmes scolaires pour sensibiliser les jeunes à son importance. Si la culture décline le sport en matière de PIB¹⁵, le sport l'emporte dans les budgets alloués aux programmes scolaires. Pourtant, nombre de compétences cruciales pour le développement des individus peuvent s'acquérir dans les arts tout autant que dans les activités sportives, avec un pronostic d'impact positif sur le PIB.

¹⁵ PIB de la culture et du sport en proportion de l'ensemble de l'économie, 2021 — Statistique Canada



Les compétences du futur

El-Iza Mohamedou, cheffe du Centre pour les compétences de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a offert aux participants une présentation sur les courants actuels qui façonnent les compétences de demain¹⁶. Les avantages spécifiques du Canada selon l'OCDE sont synthétisés ci-dessous.

En résumé, le Canada bénéficie de son engagement envers le bilinguisme, de son adaptation aux mégatendances mondiales, de son investissement dans la formation continue, et de son soutien au développement des compétences socioémotionnelles. Ces avantages positionnent le pays pour répondre efficacement aux défis futurs et promouvoir une main-d'œuvre compétente et adaptable.

Le bilinguisme est vu comme une compétence essentielle pour l'intégration sociale et professionnelle. La connaissance de plusieurs langues améliore les chances d'accès à l'enseignement supérieur et au marché du travail, tant au niveau national qu'international. Les langues servent de passerelles vers d'autres cultures, favorisant le respect et l'intégration. Elles sont un véhicule pour promouvoir la diversité.

Huit Canadiens sur dix estiment qu'il faut faire plus pour que les jeunes deviennent bilingues.

Le Canada, comme d'autres pays, doit adapter ses secteurs de la santé, des transports, du logement et de l'urbanisme pour répondre aux besoins d'une population vieillissante. Cela inclut le développement de nouvelles compétences et technologies et la transition vers des emplois verts, nécessitant des compétences techniques et transversales. Le marché du travail canadien démontre une demande croissante pour des compétences en intelligence artificielle et en informatique, avec une augmentation notable des postes nécessitant ces compétences.

¹⁶ [Les compétences du futur et l'avantage du bilinguisme — OCDE](#)

Il y a un discours autour de l'intelligence artificielle qui prétend que l'apprentissage des langues ne sera bientôt plus nécessaire. L'OCDE n'y adhère pas.

Parce que les compétences techniques évolueront très rapidement, les compétences socioémotionnelles seront cruciales pour l'avenir du marché du travail. Et l'apprentissage d'une deuxième langue en fait partie. Cela augmente les capacités cognitives, telles que la flexibilité, la résolution de problèmes, la pensée abstraite et créative.

La formation continue est essentielle pour maintenir les qualifications de la main-d'œuvre en adéquation avec les besoins du marché. Les établissements postsecondaires francophones jouent donc un rôle crucial. Ils génèrent les compétences linguistiques et professionnelles requises pour le marché du travail local. Il reste beaucoup à faire pour sensibiliser les employeurs aux formations nécessaires pour que leurs employés développent graduellement les compétences du futur.

De gauche à droite :
Catherine Clark,
Aurélie Lacassagne,
Rose Cathy Handy,
Isabelle Doucet et
Alain Dupuis.



Accroître le bassin de main-d'œuvre dans les secteurs névralgiques

Ce panel était animé par Catherine Clark et comptait sur la participation de :

- **Aurélie Lacassagne**, rectrice, Université de Hearst
- **Rose Cathy Handy**, présidente, Bilingual Link
- **Alain Dupuis**, directeur général, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)
- **Isabelle Doucet**, directrice de la Francophonie, gouvernement du Nouveau-Brunswick.

Le capital humain est un élément critique du développement économique. Cela est encore plus marqué dans les communautés francophones en situation minoritaire (CFSM) où le manque de main-d'œuvre qualifiée peut rapidement devenir un enjeu vital. Quelques exemples :

- Le manque criant de personnel enseignant ou en petite-enfance peut favoriser un mouvement vers les services anglophones et favoriser l'assimilation. Il manque 10 000 places en garderie, et plus de 12 000 postes en enseignement de langue française et de langue seconde sont vacants¹⁷.
- La difficulté de trouver du personnel capable d'offrir des services en français et en anglais peut inciter les employeurs à ne plus rechercher le bilinguisme dans les candidatures.
- Le manque de services en français dans une communauté nuit à la rétention des familles et peut donc avoir un impact négatif important sur sa démographie.

Le vieillissement des sociétés souligne l'urgence d'investir dans les compétences dans tous les secteurs. C'est une réalité à l'échelle mondiale. Pour illustrer l'ampleur de l'urgence, l'OCDE estime qu'à la fin des années 2070, les personnes âgées de plus de 65 ans seront plus nombreuses que les moins de 18 ans.

Pour pourvoir les postes dans les communautés francophones, l'immigration francophone est une voie incontournable. Si plusieurs emplois exigent le bilinguisme, un bon nombre d'employeurs peuvent également accueillir des candidatures unilingues francophones, l'anglais étant une compétence pouvant être acquise par la suite. Les francophones qui souhaitent s'installer au Canada proviennent principalement de l'Afrique subsaharienne. Selon plusieurs intervenants, les voies d'immigration qui ont leur source en Afrique ne sont pas aussi aisées à emprunter que les voies d'immigration asiatiques ou européennes.

Voici quelques éléments relatés par les panélistes :

- **Une stratégie gouvernementale de recrutement :** Pour élaborer sa stratégie de recrutement à l'international, le Nouveau-Brunswick a mené une vaste consultation au sein du gouvernement et des parties prenantes du marché du travail. Un des constats fut la nécessité de briser les silos, y compris entre les différents ministères. Les établissements postsecondaires et les associations professionnelles jouent un rôle important dans la réponse aux besoins en main-d'œuvre. La reconnaissance des acquis, les besoins des milieux ruraux (comparés à ceux des régions urbaines), la promotion de l'importance de maîtriser les deux langues, même dans une province bilingue, sont autant de réalités qui sont prises en compte dans l'élaboration de la stratégie de recrutement qui contient des mesures à court et à long terme. Sur le court terme, les missions de recrutement comptent maintenant des délégations conjointes entre les ministères et les établissements postsecondaires.

17 [La pénurie du personnel enseignant en immersion française et en français de langue seconde — Socius](#)

Dans la stratégie à long terme, le gouvernement a décidé d'ouvrir des écoles privées à l'étranger, en établissant des partenariats locaux. Le curriculum de la province y est enseigné et la direction des établissements est canadienne. Il y aurait donc des opportunités de promouvoir les besoins en main-d'œuvre de la province durant ce parcours. On espère ainsi créer un bassin d'étudiants qui souhaiteront poursuivre des études postsecondaires au Canada, dont plusieurs feront carrière au pays.

- **L'apport des étudiants étrangers** : Ces derniers participent déjà à l'économie puisqu'ils occupent souvent un emploi durant leurs études, tout en acquérant une expérience et des diplômes canadiens, reconnus sur le marché du travail. Selon un rapport de DPM Research publié en 2020¹⁸, 19 % d'entre eux choisissent de rester au Canada après leurs études. Il est cependant nécessaire de leur permettre d'acquérir les compétences linguistiques requises par le marché du travail de leur région d'adoption, si celles-ci ne font pas déjà partie de leurs compétences. En revanche, leur taux de bilinguisme serait généralement plus élevé que celui des immigrants économiques.
- **Reconnaissance des diplômes étrangers** : En juillet 2024, le taux de chômage des immigrants arrivés depuis moins de cinq ans était de 12,6 %, tandis que celui des immigrants établis depuis plus longtemps était de 6,3 % à l'échelle nationale¹⁹. En comparaison, le taux de chômage des personnes nées au Canada était de 5,6 %. La non-reconnaissance des qualifications est parmi les causes de cette disparité. La barrière linguistique serait la deuxième cause, suivi de la discrimination basée sur l'origine ethnique.
- **Recrutement éthique** : Le recrutement international doit être effectué de manière éthique, notamment dans le domaine de la santé. Il est important d'adopter une approche donnant-donnant, d'offrir des avantages pour la région dans laquelle la main-d'œuvre est recrutée. Des opportunités d'éducation et de formation sont une solution gagnante. Elles peuvent être offertes par des établissements d'enseignement, ou par des employeurs. Si une partie des gens formés viennent travailler au Canada, une autre partie restera toutefois dans le pays d'origine qui profitera alors des compétences acquises.
- **La perspective du chercheur d'emploi** : Le marché du travail est toujours analysé du point de vue des employeurs. Un regard du point de vue des employés suggère des impératifs distincts. La gestion de conflits, le rapport à la hiérarchie et l'interprétation de textes sont trop souvent des points d'achoppement pour les candidats issus de l'immigration. On remet en question l'orientation des ressources financières dont un fort pourcentage est

18 [Projet de priorité à la recherche et à l'analyse portant sur l'établissement des étudiants internationaux sélectionnés dans les communautés francophones en situation minoritaire – DPM Research](#)

19 [Le taux de chômage des immigrants récents affiche une plus forte hausse en juillet par rapport à 12 mois plus tôt – Statistique Canada](#)

attribué à la recherche d'emploi au lieu de servir à la préparation au marché du travail dans lequel le candidat doit se tailler une place.

- **Le manque d'accès à l'information** est aussi évoqué. Les chercheurs d'emploi francophones n'ont pas facilement accès aux données nationales qui leur permettraient de se déplacer vers les localités qui auraient besoin de leurs compétences spécifiques.

Voici quelques pistes inspirées des discussions par les panélistes :

- **Partenariats avec les employeurs** : Encourager des partenariats entre les établissements d'enseignement et les employeurs pour améliorer le taux de placement des étudiants et augmenter l'adéquation entre la formation et les besoins du marché.
- **Sensibilisation et formation des employeurs** : Appuyer les employeurs dans l'intégration du personnel issus de l'immigration. Les milieux de travail font partie de l'équation pour une intégration réussie.
- **Mobilité des étudiants** : Faciliter le développement de pôles d'excellence avec la création de programmes encourageant la mobilité étudiante. Dans les CFSM, la clientèle des établissements postsecondaires n'atteint pas toujours la masse critique requise pour qu'un programme puisse être offert en français. Pourtant, ces formations en français réduiraient ce risque et favoriseraient le développement de main-d'œuvre bilingue.
- **Données sur le marché du travail francophone** : Il existe très peu de données disponibles sur le marché du travail qui tiennent compte de la spécificité linguistique des travailleurs ou des emplois comblés ou vacants. Les organisations gouvernementales devraient pouvoir remplir ce vide. Ces informations sont nécessaires pour mieux servir les populations vivant en milieux minoritaires et permettre aux travailleurs francophones d'apporter leur plein potentiel à l'économie canadienne.



L'entrepreneuriat francophone au féminin

Allocution de Danièle Henkel, présidente d'Henkel Média et ambassadrice de la francophonie pour le Conseil du patronat du Québec (CPQ)

Dans son allocution, Danièle Henkel a souligné les défis auxquels sont confrontés les entrepreneurs francophones au Canada, en particulier les femmes.

Madame Henkel a mentionné que l'accès au capital reste un obstacle majeur, avec seulement 4 % du financement en capital de risque accordé aux femmes en 2019²⁰.

Elle a insisté sur la nécessité de créer un écosystème économique équitable, où tous les entrepreneurs, y compris les femmes, les jeunes et les immigrants, peuvent réaliser leurs ambitions grâce à un soutien financier accru et des politiques publiques favorisant l'égalité des chances.

La conférencière a partagé son expérience personnelle en tant qu'immigrante et entrepreneure, décrivant les difficultés rencontrées pour faire reconnaître ses compétences et diplômes. Elle a également souligné que les perceptions et les biais, constituent des obstacles supplémentaires auxquels les femmes sont confrontées, donnant en exemple l'entreprise qu'elle a fondée dans le domaine médico-esthétique, un secteur souvent dévalorisé.

Madame Henkel siège au conseil de gouvernance du Fonds « La Francophonie avec Elles²¹ », un mécanisme de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dédié à l'autonomisation économique et sociale des femmes en situation de vulnérabilité. Dans ce rôle, de même que dans ses activités de conseillère stratégique, elle dit constater que l'environnement social demeure inéquitable pour les femmes.

²⁰ La ministre Ng lance un appel de propositions pour la mise en œuvre de l'Initiative pour l'inclusion des femmes dans le secteur du capital de risque — Innovation, Sciences et Développement économique Canada

²¹ Site Internet du Fonds « La Francophonie avec Elles »

Elle a souligné l'importance de l'accès à l'information et de l'enseignement, en particulier pour les femmes, et selon la diversité dans les régions.

Elle a souligné le rôle des politiques publiques dans le développement de l'entrepreneuriat féminin, citant le récent progrès réalisé aux Émirats arabes unis, où le nombre de femmes entrepreneures a doublé en une décennie grâce à l'accès au capital et aux réformes législatives pour promouvoir l'égalité des sexes.

En conclusion, madame Henkel a encouragé l'auditoire à réfléchir aux actions à entreprendre pour créer un environnement où les rêves des femmes peuvent devenir réalité.

Roda Muse
Sous-ministre des
Affaires francophones
au gouvernement de
l'Ontario



La Stratégie de développement économique francophone du gouvernement de l'Ontario

Plus de la moitié des 30 000 entreprises francophones à l'extérieur du Québec sont situées en Ontario. Elles représentent 4,3 % des PME de la province et génèrent un chiffre d'affaires de 80 milliards de dollars. La *Stratégie de développement économique francophone*²² de l'Ontario est une initiative pangouvernementale visant à soutenir ces entreprises et à promouvoir le développement économique dans la province.

Roda Muse, sous-ministre des Affaires francophones de l'Ontario, a présenté les trois piliers de cette stratégie gouvernementale : 1) Le soutien à l'entrepreneuriat et à l'innovation francophone; 2) Le développement d'une main-d'œuvre bilingue; 3) La promotion de la francophonie ontarienne comme atout économique.

²² [Stratégie de développement économique francophone — Gouvernement de l'Ontario](#)

Bien que les ministères du Développement économique, de l'Immigration et de l'Éducation sont les partenaires clés du ministère des Affaires francophones dans la mise en œuvre de cette stratégie, l'Ontario mise également sur la collaboration intergouvernementale pour favoriser la vitalité économique des Franco-Ontariens. Son appartenance à l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Protocole d'entente avec la Fédération Wallonie-Bruxelles, ainsi que les ententes bilatérales en matière de francophonie s'inscrivent dans cet axe.

Le ministère des Affaires francophones de l'Ontario (MAFO) a défini deux indicateurs pour suivre l'évolution des initiatives : la valeur totale et proportionnalité des projets francophones financés par un programme d'appui à la francophonie ontarienne (PAFO), et le nombre de francophones ou de projets bénéficiaires.

Parmi les quelques leçons apprises durant l'implantation de la stratégie, la sous-ministre a mentionné l'importance de cerner les possibilités offertes par les initiatives des ministères partenaires et de promouvoir leurs programmes auprès des francophones. Elle a également souligné l'importance également de soutenir un organisme fédérateur qui permet au secteur des affaires de parler d'une seule voix.

Dominic Mailloux
Président de la Fédération
des gens d'affaires
francophones de l'Ontario



L'Alliance de la francophonie économique canadienne

Le réseautage est un aspect important pour la prospérité des entreprises. L'appartenance à des associations de gens d'affaires joue un rôle majeur à cet égard. Bien qu'il en existe déjà plusieurs qui regroupent des entreprises francophones, ce n'est que tout récemment qu'une initiative a été mise sur pied pour les rassembler en un Réseau pancanadien. L'Alliance de la francophonie économique canadienne (AFEC) a été fondée le 23 janvier 2023 par des regroupements provenant de quatre provinces : le Conseil économique du Nouveau-Brunswick, la Fédération des chambres de

commerce du Québec, la Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA), et Parallèle Alberta.

L'AFEC souhaite jouer un rôle dans le réseautage des entreprises canadiennes incluant les entreprises québécoises. Durant l'Agora, le président de la FGA, Dominic Mailloux, a annoncé, au nom de l'AFEC l'ajout de deux nouveaux membres : la Chambre de commerce francophone d'Halifax et la Société de développement économique de la Colombie-Britannique. À ce jour, l'AFEC regroupe donc des organisations de six provinces. En plus de développer sa membriété, l'AFEC compte lancer une étude sur la contribution des entreprises francophones au commerce interprovincial.

L'organisme invite également le gouvernement fédéral à développer une stratégie de développement économique francophone qui inclurait notamment la promotion de l'entrepreneuriat, de l'innovation francophone, du développement d'une main-d'œuvre bilingue et enfin, la promotion de la francophonie canadienne comme un atout économique pour le pays.

L'AFEC à l'intention de tenir un premier sommet en avril 2025, en marge du Forum franco-ontarien des affaires qui aura lieu à Sudbury (Ontario).

De gauche à droite :
Catherine Clark,
Paul Muamba,
Étienne Alary,
Julien Geremie et
Miguel Barrieras



Promouvoir et appuyer l'entrepreneuriat francophone

Le panel était animé par Catherine Clark et comptait sur la participation de :

- **Paul Muamba**, gestionnaire en développement économique, RDÉE Canada
- **Étienne Alary**, directeur, Parallèle Alberta

- **Julien Geremie**, directeur général, Impact ON
- **Miguel Barrieras**, chef des services bancaires à la collectivité et de l'impact, BDC

Le soutien aux entreprises est au centre des politiques gouvernementales favorisant le développement économique, qu'il s'exprime via des services-conseils, des prêts à faible taux d'intérêt, des programmes de formation, des crédits d'impôt ou des traitements fiscaux préférentiels en soutien à l'innovation. Mais ces efforts ont-ils les résultats escomptés auprès des entrepreneurs francophones ? Devraient-ils être orientés différemment ?

Les panélistes ont mis en évidence le rôle crucial des entreprises francophones pour la vitalité des CFSM, les défis spécifiques auxquels font face les entrepreneurs francophones et immigrants, ainsi que les difficultés rencontrées par les organismes de soutien.

- **Rôle des entreprises** : Les entreprises francophones offrent des services, procurent des emplois et génèrent un apport positif au maintien des populations locales. Lorsqu'une entreprise ferme ses portes, le service, l'emploi, le client, et toute l'activité économique qu'elle générerait se déplacent vers une autre entreprise où le plus souvent, tout se fera en anglais.
- **Défis des entrepreneurs francophones** : Au Canada, 60 % des entrepreneurs ont plus de 50 ans. On estime qu'au moins 50 % des entreprises auraient une planification successorale déficiente. Les entreprises francophones ne font pas exception. Les mesures de soutien au repreneuriat sont peu nombreuses et demeurent méconnues.
- **Défis des entrepreneurs immigrants** : L'entrepreneur immigrant est confronté à un triple défi : subvenir aux besoins primaires de sa famille, démarrer son projet d'entreprise et apprendre l'anglais. Il est à noter que le Programme de visa pour démarrage d'entreprise du gouvernement fédéral²³ ne comporte pas de lentille francophone. Les communautés francophones sont d'ailleurs peu connues des investisseurs étrangers et des immigrants économiques. Alors ils se lancent donc en affaires sans avoir pris la pleine mesure des avantages qu'un milieu franco-minoritaire aurait pu apporter.
- **Défis pour les organismes de soutien** : Selon la Banque de développement du Canada (BDC), 50 % des entreprises ne survivent pas plus de 5 ans, mais le taux de succès augmente de 70 % avec un accompagnement. Or, la plupart des organismes qui appuient le démarrage d'entreprises en francophonie minoritaire perdent rapidement le contact avec celles-ci, faute de lien de

²³ [Programme de visa pour démarrage d'entreprise — Immigration et citoyenneté Canada](#)

financement. Cela limite la capacité des organismes à colliger des données sur l'efficacité des services offerts.

- **Définition d'une entreprise francophone** : Il est difficile d'identifier les entreprises francophones en milieu minoritaire et par conséquent, de rassembler des données pertinentes. Statistique Canada définit les entreprises francophones comme étant celles dont au moins 50 % de la propriété est détenue par des personnes dont la première langue officielle parlée est le français. Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDC) inclut plus largement les entreprises où le français est la langue majoritairement utilisée dans les affaires. Cela comprend les entreprises où la plupart des interactions internes et externes, telles que la communication avec les clients, les fournisseurs et les employés, se font en français. Définitions trop larges pour certains, trop restrictives pour d'autres, il n'y a pas de consensus. Une entreprise peut utiliser le français pour certains aspects et l'anglais pour d'autres. Une entreprise peut utiliser le français pour certains aspects et l'anglais pour d'autres. Une seule définition peut-elle être utilisée pour identifier une entreprise francophone à Edmundston (NB) et une autre à Edmonton (AB)? Des données plus pointues seraient nécessaires, autant pour les regroupements de gens d'affaires que pour les organismes d'appui et les gestionnaires de politiques publiques.

Voici quelques pistes d'actions soulevées par les panélistes :

- **Fonds d'appui propre aux entreprises francophones** : Il existe des fonds d'appui au démarrage d'entreprise, mais il n'y en a pas spécifiquement pour les entrepreneurs francophones à l'extérieur du Québec. Cette clientèle présente pourtant des défis distincts. Plusieurs intervenants de la francophonie canadienne demandent la création d'un fonds d'appui au démarrage d'entreprises francophones. Cette question mérite d'être étudiée plus à fond.
- **Un rôle accru pour la BDC** : Une nouvelle initiative de la Banque de développement du Canada (BDC) est destinée à servir les clientèles ayant un accès limité à des sources de financement. L'organisation compte travailler avec les organismes de proximité afin de créer des partenariats et du financement collaboratif dans le cadre d'un programme de commerce interentreprises axé sur la communauté. Elle doit déployer ce programme dans le respect de son mandat qui lui impose d'être complémentaire à ce qui existe déjà dans le milieu. Les collaborations avec les organismes francophones seront importantes pour faire connaître cette nouvelle ressource.
- **L'identification des entreprises** : Inciter les entreprises à s'identifier comme partie prenante de l'écosystème entrepreneurial francophone lorsqu'elles offrent des services en français, ou quand le français est l'une des langues de travail utilisées.

- **Développement du réseau d'affaires francophone** : Soutenir les efforts de l'Alliance de la francophonie économique canadienne (AFEC) pour le développement d'un réseau d'affaires francophone pancanadien.
- **Facilitation du repreneuriat** : Multiplier et promouvoir les ressources qui facilitent le maillage entre les entrepreneurs en fin de carrière et les repreneurs potentiels. Par exemple, faciliter l'acquisition d'entreprises existantes par de nouveaux immigrants. Dans les CFSM, le modèle coopératif pourrait être une solution : selon Impact ON, 47 % des coopératives canadiennes seraient exploitées par des francophones.
- **Enseigner l'entrepreneuriat** : Il a été évoqué à quelques reprises que le système éducatif forme de bons employés, mais pas de bons entrepreneurs. Il y a là une invitation à valoriser l'entrepreneuriat dans les programmes scolaires.

Jean-François Roberge
Ministre responsable des
Relations canadiennes
et de la Francophonie
canadienne
au gouvernement du
Québec



Miser sur les relations avec le Québec

Ce segment a été présenté par le ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne au sein du gouvernement du Québec, Jean-François Roberge. Il a mis en avant l'importance du français non seulement comme langue identitaire et culturelle, mais aussi comme un atout économique majeur qui est encore sous-utilisé.

Pour le ministre, le Québec joue un rôle stratégique de passerelle vers la francophonie canadienne et internationale. Il a également souligné l'importance des partenariats avec les provinces et territoires canadiens. Chacun de ces partenariats a généré des succès économiques et des collaborations fructueuses.

Jean-François Roberge a mis l'accent sur la nécessité de célébrer les succès des entreprises francophones pour en inspirer d'autres à suivre le même chemin. Enfin, il

De gauche à droite :
Catherine Clark,
Dominic Mailloux,
Carole Freynet-Gagné,
Robert Manseau et
Florent Favrel



a insisté sur le rôle de l'éducation et du bilinguisme comme ressources renouvelables cruciales pour l'économie canadienne. Il a appelé à un leadership pour promouvoir l'apprentissage des deux langues officielles au secondaire, partout au pays.

Le panel sur cette thématique était animé par Catherine Clark et comptait sur la participation de :

- **Dominic Mailloux**, président,
Fédération des gens d'affaires francophones de l'Ontario (FGA)
- **Carole Freynet-Gagné**, entrepreneure,
Apprentissage Illimité, Manitoba
- **Robert Manseau**, directeur,
Commerce Management Group, Ontario
- **Florent Favrel**, directeur, corridors de commerce,
Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ)

Discussion des panélistes

Comme l'a souligné le ministre Roberge, le Québec partage des liens historiques avec les communautés francophones et acadienne. Il entend jouer un rôle de premier plan au sein de la francophonie canadienne pour démontrer que le français constitue un réel vecteur de développement social et économique. Cet engagement du Québec envers le développement de l'espace économique francophone présente des opportunités pouvant produire des bénéfices mutuels pour les communautés et le Québec. Les panélistes ont tenté d'explorer ces opportunités.

Dans le cadre de sa Politique en matière de francophonie canadienne, le gouvernement du Québec a alloué un budget total de 24,5 millions de dollars sur la période 2022-2025 pour renforcer la valorisation de la langue française et de la culture francophone, préserver la force des communautés francophones hors Québec, et mettre en valeur la contribution des francophones à la société et à l'économie²⁴.

²⁴ [Le gouvernement dévoile sa nouvelle Politique du Québec en matière de francophonie canadienne — Secrétariat du Québec aux relations canadiennes](#)

Neuf millions de dollars sont dédiés à des ententes de collaboration intergouvernementale dont les montants sont investis à parts égales entre le Québec et ses gouvernements partenaires. Ces ententes ne se limitent pas à soutenir des partenariats culturels et communautaires. L'économie est aussi une des thématiques visées par cette initiative.

En 2021, les gouvernements du Québec et de l'Ontario ont lancé le Prix du commerce Québec-Ontario, attribué annuellement à une entreprise de chaque province qui s'est distinguée en matière de commerce interprovincial et de développement des affaires en français. Ce prix est inspiré du Prix en innovation et commercialisation Québec-Nouveau-Brunswick, lancé en 2019 par ces deux gouvernements.

Afin de promouvoir la francophonie économique, Québec a octroyé un financement à la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ) pour qu'elle assure un volet francophone dans les grands événements économiques qui se déroulent au Canada. L'activité Mobilisation Franco²⁵, réalisée en partenariat avec la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, contribue au réseautage d'organismes du Québec avec ceux d'autres provinces et territoires, dont plusieurs sont à vocation économique.

L'entrée sur le marché québécois demeure cependant un défi pour plusieurs entrepreneurs, dont certains peuvent être inconfortables avec l'application du Code civil dans les relations d'affaires. Mais selon un rapport de la Fédération canadienne des entreprises indépendantes (FCEI), c'est la barrière linguistique qui représente le principal frein (47 %)²⁶ aux activités commerciales pour les PME de l'Ontario qui veulent faire des affaires au Québec.

La création d'un réseau pancanadien a certainement un rôle à jouer pour développer des liens d'affaires entre les entreprises francophones du Canada et l'écosystème économique québécois.

Les entreprises québécoises pourront-elles aussi profiter de maillages intéressants : les entrepreneurs de la francophonie canadienne représentent en effet une porte d'entrée hors Québec, vers des milieux anglophones comme francophones.

Enfin, le Québec dispose d'une solide représentation nationale et internationale réseautée entièrement en français. Le Québec n'a cependant pas de rôle à jouer dans l'appui au développement international des entreprises canadiennes. Mais il y a certainement dans cette ressource une source d'entraide potentielle.

²⁵ Page Web de *Mobilisation franco* — Centre de la francophonie des Amériques

²⁶ Québec et Ontario : un couloir économique à exploiter pour l'économie et les PME — FCEI

Les panélistes ont suggéré des pistes à explorer :

- **Intégrer la francophonie hors Québec** : Inviter les ministères et agences gouvernementales du Québec jouant un rôle majeur dans le développement économique à incorporer la francophonie canadienne dans leurs stratégies et activités (Secrétariat du Conseil du trésor, Caisse de dépôt et placement du Québec, Investissement Québec, etc.).
- **Étendre la portée des fonds en capital de développement** : Inviter les institutions québécoises responsables de fonds de travailleurs (ex. : le Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec [FTQ], l'initiative Fondation de la Confédération des syndicats nationaux [CSN]), à inclure des entreprises francophones hors Québec dans leur portefeuille d'investissement.
- **Avantages fiscaux** : Étudier la possibilité de créer un placement financier comportant des avantages fiscaux liés au développement de la francophonie canadienne, sur un modèle similaire à celui du Régime d'épargne-actions (RÉA) créé au Québec en 1979, ou du Plan d'épargne en actions (PEA) instauré en France en 1992. Ce type d'outil, développé pour soutenir l'économie locale, pourrait permettre aux particuliers d'investir dans la francophonie.
- **Offrir des services de traduction** : Mettre en place des cours de langue adaptés aux besoins des entrepreneurs, ainsi que des services de traduction et d'interprétation, comme le suggère la FCEI. Ces mesures favoriseraient le commerce interprovincial en atténuant les barrières linguistiques.
- **Encourager le réseautage** : Augmenter les opportunités de réseautage entre les entrepreneurs francophones pour faciliter l'accès aux marchés québécois et canadien, dans les deux directions.



Le français, une voie d'accès à de nouveaux marchés

Le panel était animé par Catherine Clark et comptait sur la participation de :

- **Karl Blackburn**, président et chef de la direction, Conseil du patronat du Québec
- **Sylvain Lavoie**, président-directeur général, Centre de la francophonie des Amériques
- **Souad Elmallem**, partenaire exécutive, 6temik

Selon l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), la francophonie représente 16 % du PIB mondial et affiche un taux de croissance de 7 % annuellement. À l'échelle mondiale, plus de 20 % du commerce de marchandises et 14 % des ressources minières et énergétiques sont en territoire francophone. Le français se positionne comme la troisième langue d'affaires et d'ici 2050, l'OIF estime que le nombre de francophones passera de 320 millions à plus de 750 millions, dont 85 % résideront en Afrique.

En 2021, 25 organisations patronales de la francophonie mondiale se sont regroupées pour former l'Alliance des patronats francophones²⁷. L'organisme se veut un vecteur de croissance et de prospérité économique. Trois ans plus tard, le réseau rassemble 37 patronats qui totalisent 1 million d'entreprises francophones présentes dans le monde entier. Pour les entreprises de la francophonie mondiale, les réseaux d'affaires de la francophonie canadienne constituent une voie d'accès vers le marché nord-américain. Inversement, les opportunités d'affaires pour les Canadiens peuvent être multipliées à l'international grâce à la francophonie canadienne.

27 [Site Internet de l'Alliance des Patronats Francophones](#)

La francophonie canadienne peut tirer profit non seulement de la diaspora francophone internationale qui a choisi de s'établir au pays, mais aussi des investisseurs internationaux attirés par une main-d'œuvre bilingue qualifiée.

Les gouvernements sont favorables à faciliter les liens commerciaux avec la francophonie mondiale. Plusieurs ont signé des protocoles d'ententes internationales à cet effet, comme l'Ontario et la Belgique, ou le Nouveau-Brunswick et la France. Les organismes représentant les gens d'affaires favorisent aussi la mise en place de partenariats formels pour renforcer les liens commerciaux. L'entente entre le Conseil du patronat du Québec (CPQ) et la Confédération générale des entreprises du Maroc (CGEM) en est un exemple.

L'Association de la francophonie de l'Ontario (AFO) estime que les exportations ontariennes vers les pays francophones auraient été inférieures de 58 M\$ et les importations, de 1,4 G\$ si la province n'avait pas eu d'échanges avec les pays francophones²⁸.

Les panélistes ont discuté de l'importante croissance de la francophonie dans le monde, en mettant l'accent sur les aspects économiques et les possibilité de collaboration.

Les panélistes ont formulé le souhait que les gouvernements jouent un rôle plus fédérateur dans la francophonie économique. Ils ont soulevé quelques pistes.

- **Rôle fédérateur** : Considérer la planification stratégique pour le développement de la francophonie économique. Les gouvernements doivent viser des résultats concrets et mesurables, et non pas se limiter à être des facilitateurs. Cette planification permettrait de définir des objectifs clairs avec des projets précis.
- **Plus d'administrateurs francophones** : Valoriser la présence des francophones dans les conseils d'administration des grandes entreprises pour renforcer le développement de liens économiques avec la francophonie.
- **Collaboration et partenariats** : Soutenir les initiatives visant à fédérer les acteurs publics, privés et institutionnels de la francophonie mondiale. Les relations avec les pays de l'Afrique francophone, de même que les liens avec les francophones et francophiles des Amériques, semblent être porteurs pour créer des partenariats gagnant-gagnant.

28 [L'Ontario, le commerce et les avantages du bilinguisme anglais-français — The Conference Board of Canada](#)

- **Soutien aux missions économiques francophones** : Définir et valoriser les secteurs porteurs comme l'énergie, les industries numériques, les chaînes logistiques et les infrastructures portuaires. Les missions économiques ont besoin de soutien pour la planification et l'opérationnalisation, afin de maximiser leurs retombées. L'appui à la création d'un visa francophone est aussi à promouvoir.
- **Promotion de la francophonie internationale** : Promouvoir, au Canada, la francophonie internationale et les possibilités qu'elle recèle pour répondre à nos enjeux de capacité de production. Il faut notamment dépasser l'idée reçue qui résume l'Afrique à un vaste bassin de main-d'œuvre en y voyant un potentiel de partenariats. Inversement, il faut promouvoir le Canada auprès de la francophonie mondiale en dépassant l'idée reçue qu'il n'est qu'une terre d'accueil. Il peut aussi être un partenaire offrant des possibilités d'échanges commerciaux.
- **Stratégie de coopération économique Canada-Afrique (SCE-CA)** : En 2023, mondiales Canada a mené une vaste consultation devant conduire à l'adoption d'une stratégie de coopération économique avec l'Afrique. Celle-ci cherchera à renforcer les relations de coopération commerciale et économique avec les pays africains et visera à appuyer l'objectif global du Canada d'accroître et de diversifier le commerce, l'investissement et l'innovation avec les partenaires africains. À l'instar des États-Unis, le Canada pourrait joindre à cette stratégie, la création d'un Conseil de la diaspora africaine francophone, afin d'orienter spécifiquement sa stratégie commerciale et économique en Afrique francophone.



■ ■ ■ ■ ■ Réflexions du Grand rapporteur

Pour poser un regard sur la francophonie économique s'inscrit dans la continuité de ses travaux en matière de développement économique, le CMFC a fait appel au professeur Marc Duhamel, professeur agrégé de l'École de gestion de l'UQTR et chercheur à l'Institut de recherche sur les PME. À titre de participant au Forum pancanadien de 2012, et fort d'une quinzaine d'années d'expérience dans la fonction publique fédérale, le professeur Duhamel est particulièrement bien positionné pour jouer le rôle de Grand rapporteur.

À partir des propos tenus lors de l'Agora, monsieur Duhamel avait pour mission d'étayer des pistes pour favoriser la contribution de la francophonie à l'économie canadienne. Ses réflexions sur l'évolution de la francophonie économique sont consignées dans un rapport en annexe.

Posant un regard documenté sur cet enjeu majeur de développement pour la francophonie, il présente des leviers pouvant être activés ainsi que cinq pistes de recherches qui permettraient de mieux cerner les retombées de la francophonie canadienne sur le commerce.



Conclusion

En conclusion, la directrice générale du CMFC, Sylvie Painchaud, a remercié chaleureusement les participants et participantes. Elle a aussi rappelé à l'auditoire les motivations du CMFC pour la tenue de l'Agora et les paramètres qui régissent un organisme de collaboration intergouvernementale.

Les ministres apportent une lentille francophone au sein de leur gouvernement respectif. L'appui à la francophonie est un dossier multisectoriel qui nécessite la mobilisation de plusieurs ministères, tous encadrés par différents régimes linguistiques à travers le pays.

Il est important de multiplier les pistes pour que chacun puisse déterminer celles qui correspondent non seulement à son cadre juridique, mais aussi aux besoins de sa communauté et aux priorités de son gouvernement.

En conclusion, madame Painchaud a salué l'engagement des fonctionnaires qui œuvrent au sein du Réseau intergouvernemental sur la francophonie canadienne. Il a rendu possible la tenue de cette Agora et a assuré que le développement économique demeurerait un dossier prioritaire du CMFC. La prochaine étape est de présenter aux ministres les pistes dégagées durant cet événement.



Annexes

Rapport

La francophonie au service du développement économique : réflexions sur les problématiques et les pistes d'avenir pour mieux cibler les actions gouvernementales

— Marc Duhamel

Présentations

La démographie et l'économie de la francophonie canadienne

— Josée Bégin

Le bilinguisme : Une compétence rentable !

— Pierre-Marcel Desjardins

Le tourisme touche tout le monde et peut transformer les communautés

— Isabelle de Bruyn

Le français, une langue qui voyage

— Angela Cassie

Investir dans l'imaginaire

— Anne-Marie Jean

Les compétences du futur et l'avantage du bilinguisme

— El Iza Mohamedou

Stratégie de développement économique francophone de l'Ontario

— Roda Muse

Le potentiel de la francophonie économique

— Karl Blackburn

Francophonie des Amériques

— Sylvain Lavoie

La francophonie au service du développement économique : réflexions sur les problématiques et les pistes d'avenir pour mieux cibler les actions gouvernementales

Marc Duhamel*

Département de finance et d'économie
Institut de recherche sur les PME
Université du Québec à Trois-Rivières
www.uqtr.ca/marc.duhamel

Rapport final

* Les opinions exprimées sont celles de l'auteur et de l'auteur seul. Elles ne correspondent pas nécessairement à celles du Conseil des ministres sur la francophonie canadienne ou de son Bureau de coordination nationale et elles n'engagent que l'auteur. L'auteur peut être contacté par courriel à marc.duhamel@uqtr.ca pour toutes questions ou tous commentaires. Je tiens à remercier André Brin, Souad Elmallem, Danièle Henkel, Paul Muamba, Sylvie Painchaud et Jean-Pierre Voyer pour des commentaires et des suggestions qui ont amélioré le texte.

SOMMAIRE

Ce rapport a trois objectifs.

- Le premier est d'identifier les principales *problématiques* de développement économique des communautés de la francophonie canadienne soulevées à partir des présentations, des discours, des interventions et des échanges tenus à l'Agora économique organisée en août 2024 à Halifax par le Conseil des ministres sur la francophonie canadienne (CMFC) sous le thème de « La francophonie au service du développement économique : le rôle des gouvernements ».
 - Faisant écho aux enjeux récurrents et persistants de croissance de la prospérité et de la productivité des entreprises au Canada depuis près de quatre décennies, les discussions lors de l'Agora économique visaient les causes, ainsi que les impacts et les retombées des politiques de main-d'œuvre, des politiques industrielles et des politiques commerciales sur le développement économique de la francophonie canadienne.
- Le deuxième objectif est de cerner les leviers de développement économique qui favorisent la contribution économique de la francophonie à l'économie canadienne.
 - L'intérêt persistant des gouvernements à trouver des solutions à ces problèmes depuis près de quarante ans a permis de développer un vaste éventail de leviers pour soutenir la contribution de la francophonie canadienne à l'économie du Canada. Les échanges et les interventions lors de l'Agora économique ont permis d'identifier certaines opportunités pour la francophonie canadienne de soutenir les efforts de réforme à court terme, en particulier en ce qui concerne les politiques commerciales et de mobilité de la main-d'œuvre.
- Finalement, le troisième objectif est d'identifier certains « fruits mûrs » de recherche économique qui permettraient de cibler les actions gouvernementales.
 - En plus de la recension des écrits et d'une analyse comparative des différentes stratégies et plans d'action qui visent le développement économique à travers le Canada, je propose cinq pistes de recherche qui permettraient de mieux cerner les retombées de la proximité linguistique et culturelle de la francophonie canadienne sur le commerce, la mobilité de la main-d'œuvre et la pérennité de la relève entrepreneuriale, en moissonnant les mégadonnées administratives. Ces recherches pourraient contribuer à une meilleure compréhension des problématiques de développement économique de la francophonie canadienne et favoriser une coordination plus efficace des différentes parties prenantes sur ces enjeux économiques.

1. Introduction

L'Agora économique organisée par le Conseil des ministres sur la francophonie canadienne (CMFC) sous le thème de « La francophonie au service du développement économique : le rôle des gouvernements », tenue les 9-10 août 2024 à Halifax, avait pour but de rassembler les perspectives des principaux acteurs de la francophonie canadienne et d'identifier des pistes à explorer afin d'appuyer la contribution de la francophonie au développement économique et à la prospérité du Canada.

Ce rapport rédigé à titre de Grand rapporteur de l'Agora économique a trois objectifs.¹

Premièrement, définir les principales *problématiques* de développement économique des communautés de la francophonie canadienne à partir des présentations, des discours, des échanges et de la conversation générale à l'Agora économique.²

En 2006, une vaste consultation nationale effectuée par le CMFC sur les principaux enjeux et défis communs de la francophonie canadienne soulignait le sentiment d'un avenir démographique précaire et la perception d'une érosion linguistique qui nécessitaient l'aménagement d'espaces dédiés au développement global du français et de secteurs qui seraient porteurs d'identité. Le développement économique se retrouvait à la queue d'une liste contenant les enjeux pressants de l'éducation, de la petite enfance, de la justice, de la santé, de la culture et des communications, et de l'immigration.³

¹ Ce rapport est un complément aux observations, commentaires et réflexions présentés à titre de Grand rapporteur en conclusion de l'Agora économique. Duhamel, Marc (2024). *Réflexions et pistes d'avenir pour mieux cibler les actions gouvernementales*. Conférence faite dans le cadre de l'Agora économique du Conseil des ministres de la francophonie canadienne, « La francophonie au service du développement économique : le rôle des gouvernements », Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières, 24 pages. Halifax (Nouvelle-Écosse). 11 août.

² Par problématique, j'entends ici son sens commun dans le domaine des politiques publiques, soit une lacune au niveau des connaissances qui empêche la mise en place de solutions à un problème de politique publique. Cette notion de problématique est à distinguer d'une problématique de recherche dont la solution ou la réponse s'inscrit dans le cadre d'un paradigme de connaissance établi (ex. Gosselin, 1994).

³ Voir La Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne (2006). *La francophonie canadienne : enjeux, défis et pistes pour l'avenir*. Synthèse des consultations tenues à travers le pays au printemps et à l'été 2006. Octobre 2006. <https://cmfc-mccf.ca/wp-content/uploads/2021/01/La-francophonie-canadienne-enjeux-defis-et-pistes-pour-lavenir.pdf> [Document consulté 5 août 2024]

Grâce à la diversité des perspectives exprimées et à la richesse des pistes exploratoires suggérées lors de l'Agora économique, les enjeux du développement économique se sont vus relativement bien circonscrits : le développement des compétences et du capital humain de la francophonie canadienne, et le potentiel des politiques industrielles et commerciales.

Le deuxième objectif est de cerner les leviers de développement de l'espace économique francophone en regard des problématiques identifiées ci-dessus. Ces problèmes préoccupent les gouvernements au Canada depuis plusieurs décennies. Considérant que la vaste littérature sur ces enjeux demeure fragmentaire ou tout simplement dépassée à cause des changements qui se sont opérés au cours des ans au Canada, j'aborderai la question du rôle des gouvernements dans le développement économique en considérant l'évolution relativement récente de ces problématiques sous l'angle des retombées de la proximité linguistique et culturelle.

Le troisième objectif est d'identifier certains « fruits mûrs » de recherche pour cibler les actions gouvernementales visant le développement économique de la francophonie canadienne. L'expérience montre le rôle de catalyseur que joue la recherche dans les actions gouvernementales, et en particulier de la recherche économique probante fondée sur des données fiables et représentatives des différentes communautés locales. Ces recherches contribuent non seulement à une meilleure compréhension des mécanismes de développement économique dans différentes communautés, mais elles favorisent surtout une coordination plus efficace des différentes organisations de la société civile et des institutions gouvernementales sur les enjeux de développement économique.

La suite de ce rapport est organisée comme suit : premièrement, j'aborde les principales problématiques de développement économique qui ont été abordées lors de l'Agora pour ensuite me concentrer sur les actions concrètes de développement économique. Considérant l'importance récente accordée aux actions gouvernementales visant la relève de l'entrepreneuriat à travers le Canada, je porte une attention particulière à ce facteur déterminant de développement économique à moyen et long termes. Puis, à la section 4, je propose certains « fruits mûrs » de la recherche qui permettraient, à mon avis, de soutenir les actions gouvernementales qui visent le développement économique de la francophonie canadienne. En conclusion, je présente quelques remarques personnelles sur le rôle de coordination et de mobilisation des forces vives du CMFC pour soutenir la recherche et la prise de décision éclairée pour le développement économique de la francophonie canadienne

et de l'ensemble du Canada.

2. Les problématiques du développement économique de la francophonie canadienne

Les problèmes de développement économique sont nombreux et variés au Canada. Depuis 1985, les analyses et diagnostics tendent vers des conclusions s'apparentant à celles de la *Commission royale sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada* (la Commission MacDonald) concernant les principaux déterminants du développement économique : les échanges commerciaux, la croissance de la productivité des entreprises et l'innovation, le développement des compétences et d'une main-d'œuvre qualifiée, le développement des ressources naturelles, et la protection de l'environnement, qui inclut maintenant la lutte aux changements climatiques (ex. Canada. Privy Council Office, 1985; Canada. Science Council of Canada, 1984).

Bien que chaque problématique soulève son propre lot de défis et d'opportunités dans chacune des provinces canadiennes, la plupart des observateurs de l'économie canadienne s'entendent sur la centralité du développement du capital humain, de l'innovation des entreprises et du commerce extérieur comme principaux déterminants de la croissance de la productivité et de la prospérité au Canada (ex. Baldwin et al. 2011; Baldwin et al., 2014; Conseil des académies canadiennes 2009, 2013, 2018; Harris, 2015; Industry Canada and Human Resources and Skills Development Canada, 2008a-d; Lane, 2017; McFetridge, 2008; Schwanen, 2017; Sulzenko, 2016; Trefler, 2008).

Nonobstant l'existence d'un consensus au Canada sur ces problématiques, il n'en demeure pas moins qu'elles s'avèrent particulièrement complexes, persistantes et surtout résistantes aux approches systématiques de développement de politiques publiques. En fait, il serait plus juste de les qualifier de « problèmes vicieux » (ou *wicked problems* en anglais) au Canada, pour emprunter la terminologie de Rittel et Webber (1973) (ex. Head, 2022; Head, 2018; Head et Alford, 2015).

Les discussions lors de l'Agora faisaient largement écho à ces problématiques. Elles étaient regroupées sous trois grands thèmes de politiques publiques (voir Tableau 1) : les politiques de main-d'œuvre, les politiques industrielles et les politiques commerciales.⁴

Tableau 1. Principaux thèmes de l'Agora économique du CMFC

Politiques de main-d'œuvre	Politiques industrielles	Politiques commerciales
Le bilinguisme : une compétence rentable		
	Le français : une langue qui voyage	
	La culture et le PIB	
Accroître le bassin de main-d'œuvre dans les secteurs névralgiques		
Promouvoir et appuyer l'entrepreneuriat francophone		
		Capitaliser sur les relations avec le Québec
		Le français, une voie d'accès à de nouveaux marchés

Force est de constater une progression des discussions quant à l'importance de ces problématiques économiques pour la francophonie canadienne depuis l'exercice de consultation nationale mandaté par la CMFC en 2006, où l'enjeu du développement économique a été abordé généralement, mais non exclusivement, parmi les perspectives démographique, identitaire, sociale ou institutionnelle (ex. Arcand, 2013; Chiasson, 2013; Duhamel et al., 2012; Le Conference Board du Canada, 2012).

Or, on remarque deux choses intéressantes par cette représentation des thèmes de l'Agora économique du CMFC 2024. Premièrement, elles s'arriment aisément

⁴ Les politiques de main-d'œuvre visent généralement à « (...) corriger, de façon préventive et curative, les problèmes, les difficultés de fonctionnement des marchés du travail tels chômage, sous-emploi, discrimination, absentéisme, roulement, etc. » (Sexton et al., 1980). Pour Criscuolo et al. (2022b), les politiques industrielles se limitent « à l'aide gouvernementale aux entreprises pour stimuler ou remodeler des activités économiques spécifiques, en particulier aux entreprises ou aux types d'entreprises en fonction de leur activité, de leur technologie, de leur emplacement, de leur taille ou de leur âge. » Cependant, à partir des discussions tenues à l'Agora, il apparaît que la définition proposée par Juhàz, Lane et Rodrik (2024) semble plus appropriée, soit des politiques qui « visent explicitement la transformation de la structure de l'activité économique dans la poursuite d'un objectif public. » Finalement, DeBlock et Marcoux (1997) rappellent que les politiques commerciales sont « l'ensemble des lois, des règlements, des décisions et politiques s'appliquant aux importations et aux exportations de biens et de services ».

aux visions, aux plans d'action et autres plans stratégiques de développement économique plus généraux du gouvernement fédéral et de certaines provinces canadiennes.⁵

Deuxièmement, ces thèmes trouvent écho dans les impacts anticipés sur la croissance de la productivité, de l'emploi et de la prospérité des communautés de la francophonie qui sont exprimés dans la Stratégie de développement économique francophone du gouvernement de l'Ontario (2021).

2.1 Politiques de main-d'œuvre

Avec une population vieillissante, les enjeux de développement de la main-d'œuvre sont devenus plus pressants et complexes, et ce, particulièrement dans les communautés rurales et excentrées de la francophonie canadienne. Bien que les discussions à l'Agora économique ont effleuré les sujets du vieillissement démographique, de l'éducation des jeunes et du développement de la petite enfance, l'attention de la conversation a clairement été portée sur le développement des compétences de la population active. Elles ont souligné le fait que les problèmes contemporaines de main-d'œuvre dans les communautés francophones interpellent plusieurs acteurs locaux, provinciaux et fédéraux, et qu'ils ne se limitent pas aux participants du marché du travail (employeurs et employés).

En particulier, on pourrait penser que l'immigration serait en mesure de remédier à faible coût au manque de main-d'œuvre qualifiée dans les communautés de la francophonie canadienne. Les discussions ont montré que les besoins de formation et de développement des compétences sont grands. Les politiques de main-d'œuvre nécessitent des investissements complémentaires en santé, en logement et en infrastructures publiques, notamment. En matière d'employabilité de la population active et d'offre de main-d'œuvre hautement qualifiée, bilingue (ex. Desjardins et Campbell, 2015) et de plus en plus polyglotte dans des secteurs névralgiques comme l'éducation, la santé, le tourisme, les industries vertes, durables et créatives, les goulots d'étranglement de l'offre sont nombreux. Les solutions discutées nécessitent une coordination efficace de tous les paliers de gouvernement, du municipal au fédéral, et l'intervention de nombreuses organisations de l'économie sociale pour

⁵ Par exemple, le Gouvernement du Canada annonçait dans son budget de 2017 un [Plan pour l'innovation et les compétences](#) en vue de faire du Canada un pôle de calibre mondial où l'innovation, la formation continue et le soutien aux principaux secteurs de croissance renforcent la création d'emplois bien rémunérés et favorisent la croissance de la prospérité de la classe moyenne. La [Vision économique du Québec \(2021\)](#) cible cinq grands chantiers qui touchent aux mêmes thématiques.

favoriser l'intégration de migrants nationaux et d'immigrants internationaux dans les communautés de la francophonie canadienne.

Bien entendu, le développement de la main-d'œuvre de la francophonie canadienne fait partie d'autres problématiques plus larges de développement du capital humain.

Historiquement, les interventions entourant l'accès à l'éducation, à l'enseignement postsecondaire et aux services de la petite enfance en français témoignent de l'importance accordée au développement du capital humain dans une perspective à long terme pour la francophonie canadienne. Bien que ces enjeux doivent être considérés dans une stratégie de croissance économique à long terme, les discussions tenues lors de l'Agora s'intéressaient principalement aux mesures à prendre pour bonifier les compétences de la population active à court terme — c'est-à-dire, toutes les personnes qui occupent un emploi ou qui exploitent une entreprise.

Les problèmes de développement du capital humain sont complexes, car ils ne se restreignent pas à une simple question d'accès aux services d'éducation et d'enseignement postsecondaire ou de formation professionnelle (ex. OCDE, 2024). En effet, le vieillissement de la population et l'immigration soulèvent de nouveaux enjeux pour l'éducation aux adultes, la formation professionnelle des immigrants et l'apprentissage *tout au long d'une vie adulte et active*, des jeunes aux retraités, à tout le moins dans les établissements d'enseignement postsecondaire traditionnellement voués à une population de jeunes adultes (ex. Adamuti-Trache et al., 2013; Aydede et Dar, 2017; Banerjee et Verma, 2012; Blaxter et Tight, 1994; Girard, 2010; Hori et Cusack, 2006; Hou, Lu et Schimmele, 2021; Linda Morrice et Sprung, 2017; Liu et Guo, 2021; Sloane-Seale et Kops, 2008, 2010; Stromquist et da Costa, 2017; Warman, Sweetman et Goldmann, 2015).

Des programmes et des ressources adaptés à ces populations croissantes d'apprenants sont nécessaires pour favoriser le développement de compétences-clés et d'habiletés liées aux sciences et technologies, à l'ingénierie, et aux mathématiques (STIM). Ces compétences-clés sont notamment la littéracie et la numératie, la pensée critique, les aptitudes logicomathématiques et la créativité d'une main-d'œuvre plus diverse que jamais. À bien considérer ces enjeux, il faut reconnaître que le développement des compétences et de la main-d'œuvre des communautés de la francophonie canadienne soulève des défis bien plus complexes que la simple fixation de cibles d'immigration, dont l'équilibre travail-famille, et ce particulièrement auprès des femmes qui ont des responsabilités

accrues envers les jeunes et les aînés (ex. Benavot et al., 2022; Cruikshank, 2008; Doyle, Skuterud et Worswick, 2023).

Finalement, il faut remarquer que deux problématiques de main-d'œuvre sont à la frontière des politiques industrielles — la main-d'œuvre et les compétences requises dans les secteurs névralgiques au développement économique, et l'entrepreneuriat en général. Cela illustre la complexité croissante des problèmes abordés en ce qui a trait au capital humain dans l'économie du savoir. Je reviendrai plus loin sur le cas particulier de l'entrepreneuriat, car il mérite de s'y attarder plus attentivement à cause du problème de relève entrepreneuriale qui se dessine dans plusieurs communautés de la francophonie canadienne.

2.2 Les politiques industrielles

Les politiques industrielles font partie d'une catégorie particulière de politiques économiques. Concrètement, elles sont un fourre-tout de différentes initiatives avec des objectifs larges. Elles ont été utilisées dans le passé pour soutenir des entreprises des secteurs de l'aluminium, de l'automobile, de la construction navale et de la défense nationale. Elles ont été utilisées également pour justifier d'autres formes ciblées de soutien, telles que des seuils minima de dépenses en recherche et développement du secteur pharmaceutique en contrepartie de prix plafond élevés au Canada. Aujourd'hui, les objectifs comprennent la lutte aux changements climatiques (ex. le développement de ressources énergétiques renouvelables, l'électrification des transports), le développement de la filière technologique, l'entrepreneuriat social, la résilience des chaînes d'approvisionnement ou la sécurité nationale.

Les politiques industrielles visent à transformer la structure d'une économie avec un objectif déclaré de hausser la productivité et la compétitivité des entreprises (Brown et Mason, 2012; Criscuolo et al., 2022a; Greenstone, Hornbeck et Moretti, 2010). Mais elles vont occasionnellement plutôt chercher à freiner une fermeture d'entreprise ou à protéger les emplois d'entreprises improductives ou peu concurrentielles (ex. Criscuolo et al., 2019; Pack et Saggi, 2006). D'où le scepticisme empirique qui est associé aux effets anticipés de ces politiques dans les pays développés, à quelques exceptions près (ex. Criscuolo et al. 2022b; Jenkin, 1983; Kline et Moretti, 2014; Lane, 2020; Warwick, 2013).

Ceci dit, ce scepticisme n'empêchera pas les autorités compétentes de tenter d'encourager la transformation d'industries nationales ou de fleurons locaux en

lançant une nouvelle vague de politiques industrielles en période de perturbations économiques (ex. Hausmann et Rodrik, 2006; Juhasz, 2018; Juhasz et Steinwender, 2024; Lee et al., 2012; Parilla, Haskins et Muro, 2022; PBS News Hour, 2024; ProMarket, 2023). D'ailleurs, de nouvelles moutures de politiques industrielles émergent depuis la pandémie de la COVID-19 (ex. Balawejder et al., 2021; Dean et al., 2021) et elles partageraient deux caractéristiques principales selon Juhasz, Lane et Rodrik (2024). Premièrement, elles sont sélectives : elles ciblent certaines activités économiques, et pas d'autres. Et deuxièmement, elles sont intentionnelles et représentent une volonté explicite de changer la structure économique résultante des forces naturelles (et pas nécessairement concurrentielles) du marché.

Considérant la nature de certaines interventions qui ont été proposées lors de l'Agora économique, il est important de rappeler les trois conditions nécessaires (mais non suffisantes) pour que les politiques industrielles réussissent cette transformation de la structure économique, tout en contribuant positivement au développement économique.

Premièrement, la présence d'externalités positives (ex. économies d'agglomération) ou négatives (ex. les barrières institutionnelles à l'investissement dans des secteurs protégés) implique que le marché ne fournira pas suffisamment d'incitations à cette transformation économique. Des incitations sont donc nécessaires pour faciliter et pour encourager la réorientation des activités des entreprises. Deuxièmement, des problèmes de coordination peuvent empêcher le développement économique lorsqu'une activité n'est pas rentable individuellement, alors qu'elle le serait si un nombre suffisant de partenaires se coordonnaient (ex. la transformation durable des chaînes de valeurs vers une économie verte où les différents tiers d'une chaîne doivent adopter une même technologie verte). Et troisièmement, l'accès à des intrants pour des biens ou services purement publics (c.-à-d. qui possèdent des caractéristiques bien spécifiques de *non-rivalité* dans la consommation et de *non-exclusion* dans l'utilisation).⁶

⁶ Même si on utilise fréquemment des exemples comme la défense nationale et l'éclairage des voies publiques comme exemples de biens publics, bien peu de biens ou services publics remplissent ces deux conditions. Le développement de nouvelles technologies et l'assouplissement de restrictions institutionnelles (ex. libéralisation, privatisation) auront limité ce type de justification au cours des dernières décennies (ex. Internet est accessible uniquement après avoir déboursé des frais d'accès). On désignera alors ces différents types de biens et services comme des biens et services privés (rivalité et exclusion), communs (rivalité et non-exclusion) ou « de club » (non-rivalité et exclusion).

Puisque ces trois conditions sont rarement remplies, il est difficile d'observer un développement économique généralisé à partir d'initiatives particulières (outre que pour les individus et les organisations qui bénéficient directement du soutien de ces politiques industrielles, bien entendu). Les initiatives de soutien à l'entrepreneuriat souffrent également de ce problème, particulièrement dans les cas où le potentiel d'innovation et de ruissellement de technologies de pointe est faible (ex. Brown, Mawson et Mason, 2017; Fairlie, 2021; Fairlie, Karlan et Zinman, 2015; Shane, 2009).

Lors de l'Agora économique, certains intervenants ont rappelé l'importance fondamentale et historique de certains secteurs pour le développement économique de l'économie canadienne et des communautés de la francophonie canadienne (ex. le tourisme, la culture, les industries créatives, la cybersécurité ainsi que les différentes plateformes internationales d'intermédiation et d'échanges de biens et services numériques, qui prennent une importance grandissante). Bien que certains de ces secteurs peuvent faire l'objet de défaillances de marché, il n'est pas certain que les nouvelles politiques industrielles favoriseraient une transformation profonde de la structure économique d'une communauté et de son développement économique.

Dans le secteur du tourisme, par exemple, les impacts de ces politiques peuvent être relativement faibles, même si l'effet multiplicateur est positif. De plus, les bénéfices peuvent se réaliser au détriment d'autres régions périphériques (ex. Castillo et al., 2017; Faber et Gaubert, 2019). Ainsi, il faut s'intéresser aux impacts de ces politiques dans les industries créatives qui possèdent un meilleur potentiel au niveau des retombées de la recherche, de la création et de l'innovation (ex. Florida, 2019; Wilson et Keil, 2008). Il est donc nécessaire que les politiques tiennent compte de facteurs plus fondamentaux que les effets multiplicateurs directs, indirects et induits sur l'emploi pour pouvoir susciter une transformation de la structure économique. De plus, il est nécessaire de considérer l'ensemble des programmes et des politiques complémentaires qui œuvrent tant du côté de la demande que du côté de l'offre (ex. Criscuolo et al., 2022 a,b).

Dans la même veine, la discussion sur l'entrepreneuriat a souligné l'importance d'explorer les pistes les plus aptes à soutenir l'entrepreneuriat des femmes, des jeunes et des nouveaux arrivants. Les interventions qui visent à favoriser un accès plus inclusif et diversifié aux marchés publics et à des contrats d'approvisionnement public des différents paliers du gouvernement à travers le Canada pour les entrepreneurs et les très petites entreprises francophones, soulignent les préoccupations économiques de la francophonie canadienne.

Mais on peut s'interroger des impacts et des retombées à moyen et à long terme de telles initiatives destinées à encourager l'entrepreneuriat auprès de groupes ciblés comme les femmes, les jeunes et les nouveaux arrivants (Fairlie, 2007). Les politiques qui favorisent l'équilibre travail-famille et les attitudes quant à la valorisation de l'entrepreneuriat et l'inclusion de ces groupes ciblés d'entrepreneurs peuvent être des facteurs plus déterminants des motivations à démarrer une entreprise que l'accompagnement et la formation (ex. Dabić et al., 2020; Duhamel et St-Jean, 2021; Patrick, Stephens et Weinstein, 2016; St-Jean et Duhamel, 2020).

En outre, il est bien plus important d'explorer les pistes les plus aptes à soutenir la croissance et la pérennité des entreprises que le soutien au démarrage à court terme (Shane, 2009). J'y reviendrai à la section 2.4.

2.3 Les politiques commerciales

Les politiques commerciales qui favorisent les échanges commerciaux interprovinciaux et internationaux avec la francophonie, et en particulier pour les industries culturelles, ne font qu'une brève apparition parmi les enjeux, défis et pistes d'avenir de la CMFC en 2006 (Labrègue, 2006 à la p. 7). Cet intérêt distant pour les échanges commerciaux en 2006 est un contraste frappant avec son importance à l'Agora économique de 2024.

L'intérêt des intervenants pour les politiques commerciales possède un réel potentiel de transformation de la francophonie économique canadienne. Le partage d'une langue commune recèle un répertoire d'actions possibles mobilisant les avantages les plus reconnus de la proximité culturelle pour le développement économique (ex. Egger et Toubal, 2018). Les effets attendus de la proximité culturelle sur les échanges commerciaux, ainsi que la mobilité de travailleurs qualifiés, de travailleurs étrangers temporaires et d'investisseurs étrangers entre les communautés de la francophonie canadienne, sont importants et les politiques commerciales offrent des opportunités concrètes de favoriser la contribution de la francophonie canadienne à la prospérité du Canada (ex. Egger, Ehrlich et Nelson, 2012; Head et Mayer, 2013; Lazear, 1999; Melitz, 2008; Egger et Lassmann, 2018).

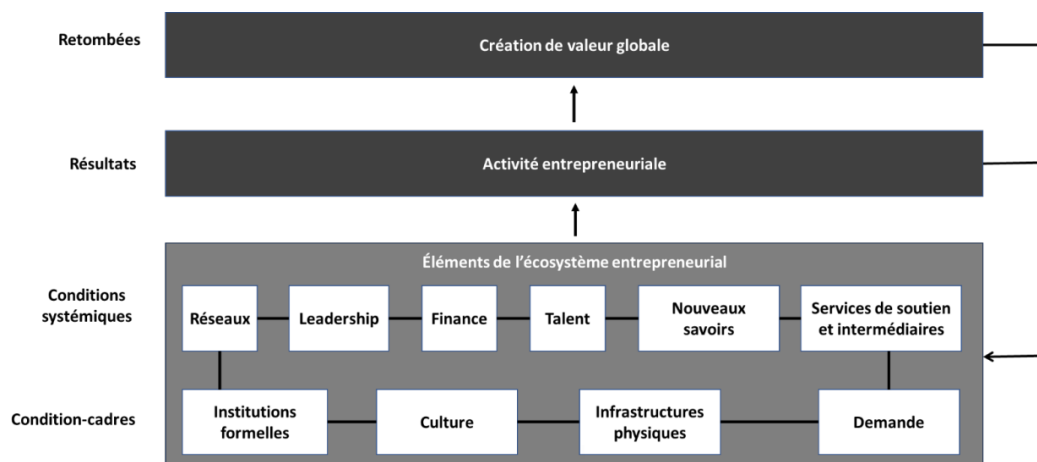
Dans le cas du français, Carrere et Massood (2015) montrent qu'un pays francophone bénéficie d'un supplément de commerce de 22 % en moyenne avec un autre pays de l'espace économique francophone, relativement au commerce qu'il aurait avec ce même pays s'il n'était pas francophone. De plus, les résultats de Carrere et Massood (2018) montrent que le partage d'une langue favorise des échanges commerciaux non seulement plus intenses, mais plus résilients en période de crise de l'ordre de 11 %, comparativement à la situation normale déjà avantageuse. Avec les menaces croissantes de guerres commerciales impliquant le Canada et ses principaux partenaires commerciaux, le partage d'une langue commune contribue non seulement au développement de l'économie canadienne, mais également à une plus grande résilience aux effets adverses de ces guerres commerciales.

Depuis le remplacement de l'Accord sur le commerce intérieur, jugé désuet et inefficace, par l'[Accord de libre-échange canadien \(ALEC\)](#) le 1^{er} juillet 2017, l'élimination des barrières internes au commerce ouvre de nouvelles portes aux communautés de la francophonie canadienne pour contribuer aux échanges commerciaux entre les provinces (Menucha, 2020). Le portail en ligne de la [Table de conciliation et de coopération en matière de réglementation \(TCCR\)](#) lancé en 2023 permet aux communautés de la francophonie canadienne de signaler les obstacles réglementaires au commerce, à l'investissement et à la mobilité de la main-d'œuvre, et d'indiquer d'éventuels domaines de coopération en matière de réglementation qui favoriseraient la résilience du commerce intérieur.

2.4 Les politiques de soutien à l'entrepreneuriat : un cas particulier

Comme mentionné précédemment, les politiques de soutien à l'entrepreneuriat peuvent ne pas atteindre tout leur potentiel de développement économique, surtout lorsqu'elles ne sont pas bien arrimées aux dix éléments de l'écosystème entrepreneurial en amont (ex. Stam, 2015) ou qu'elles ne visent que certaines activités sans se préoccuper des résultats en aval, soit l'activité entrepreneuriale et ses retombées (voir Figure 1).

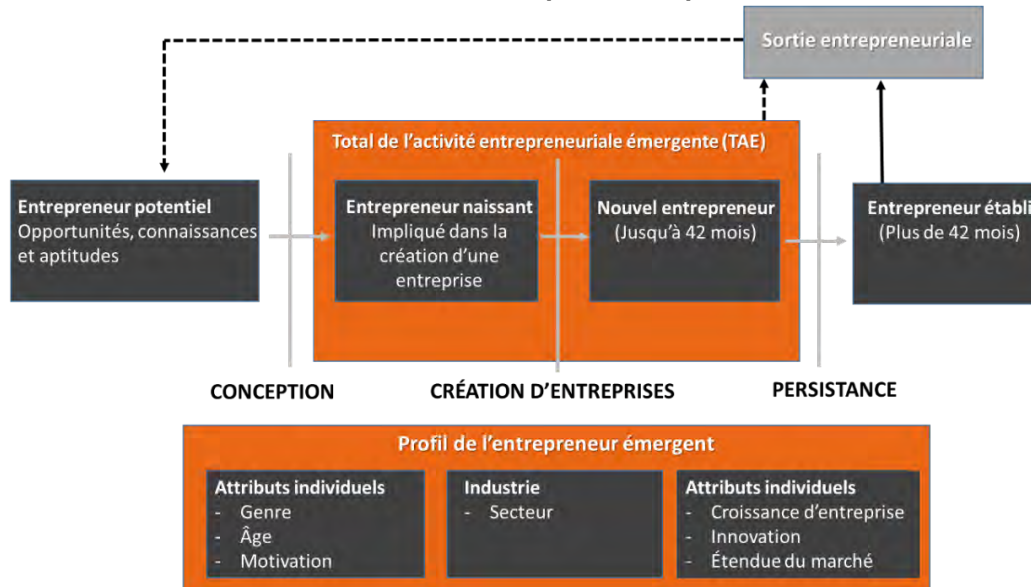
Figure 1. Les dix éléments de l'écosystème entrepreneurial, ses résultats et retombées selon le Global Entrepreneurship Monitor



Source : St-Jean, É., T. Razafindrazaka, S. T. Koropogui et M. Duhamel (2024). *Portrait comparatif de l'indice de l'écosystème entrepreneurial de Montréal*. Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières, Québec.

Comme le montre la Figure 2, il existe plusieurs phases à l'activité entrepreneuriale selon le *Global Entrepreneurship Monitor*, la plus grande étude internationale portant sur le dynamisme entrepreneurial. Contrairement à la croyance populaire, la majorité des bénéfices économiques que retire une économie de l'entrepreneuriat ne résulte pas de la « destruction créatrice de valeur » de l'entrepreneuriat (Schumpeter, 1934) pendant les phases initiales et terminales de l'entrepreneuriat (l'entrepreneuriat potentiel, naissant et nouveau, et la sortie entrepreneuriale), mais plutôt de la phase pérenne de l'entrepreneur établi.

Figure 2. Les phases de l'entrepreneuriat selon le Global Entrepreneurship Monitor



Source : St-Jean, É. et M. Duhamel (2023), « Situation de l'activité entrepreneuriale québécoise : rapport 2022 du Global Entrepreneurship Monitor », Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières (Canada). Note : Le libellé de la case inférieure droite de la figure devrait être « Impacts et retombées ».

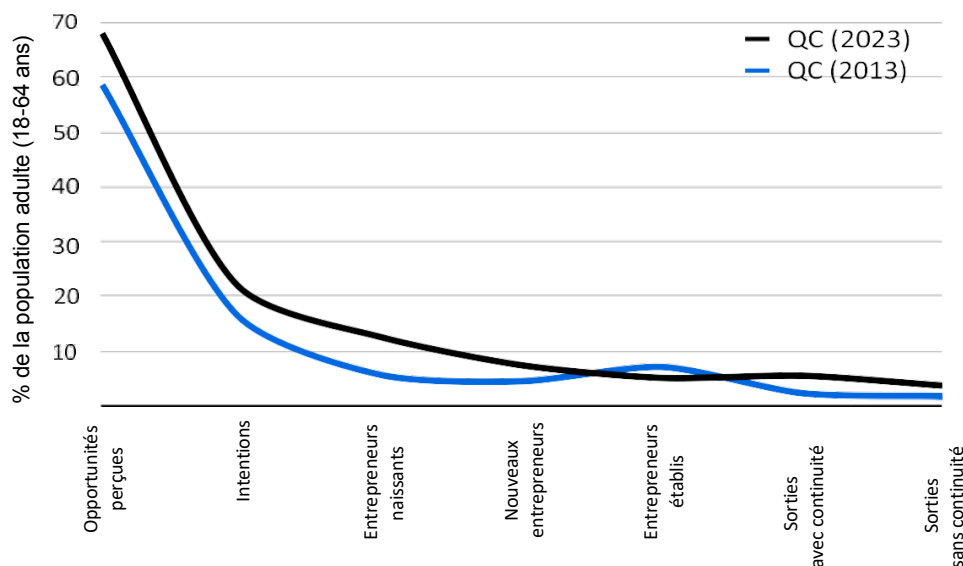
Effectivement, Bérubé, Dostie et Vilhuber (2013) estiment que les entrées nettes (les créations et fermetures d'entreprises) n'apportent pas plus de 15 % aux gains de productivité du secteur manufacturier au Canada au cours de la période 1989-2007. Baldwin et Lafrance (2014) montrent que cette contribution varie substantiellement entre les différentes industries des secteurs manufacturiers et des services au Canada au cours de la courte période de 2000 à 2007. À l'exception des industries de la finance et des assurances et du transport par camion, qui ont connu des taux d'entrées nettes très élevés au cours de cette période, les entrées nettes contribuent à moins de la moitié de la croissance de la productivité. Dans le secteur du détail, la contribution des entrées nettes est négative à cause de l'expansion des chaînes de grande surface au Canada. Dans les secteurs des services d'affaires, du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros, les entrées nettes sont responsables de moins de 41 % de la croissance de la productivité des entreprises.

En d'autres mots, les études empiriques au Canada montrent que la plus grande partie de la croissance de la productivité des entreprises résulte de l'entrepreneuriat établi. Le

problème est que plusieurs des initiatives qui visent le développement économique par l'entrepreneuriat ciblent les phases initiales de l'entrepreneuriat (ex. le démarrage d'entreprise), qui contribuent relativement peu à la croissance de la productivité. De plus, les effets en aval de ces initiatives sur l'entrepreneuriat établi sont mitigés.

La Figure 3 illustre un cas de figure à partir des données du Global Entrepreneurship Monitor pour le Québec, où chaque courbe pleine représente le taux de participation à l'entrepreneuriat de la population adulte à chaque phase subséquente de l'activité entrepreneuriale. Puisque la courbe noire de la situation en 2023 est supérieure à la courbe bleue de 2013 dans les phases initiales et terminales, la figure montre que les politiques mises en place pour favoriser le démarrage d'entreprise depuis 2013 ont porté fruit. Par contre, on observe qu'une plus grande activité entrepreneuriale dans les phases initiales depuis 2013 ne mène pas nécessairement à une augmentation subséquente de l'entrepreneuriat établi en 2023. En fait, un taux plus élevé dans les phases initiales de l'entrepreneuriat est associé à un taux plus élevé de sorties entrepreneuriales avec et sans continuité des activités de l'entreprise, montrant que plusieurs nouvelles entreprises n'ont pas survécu aux intentions de démarrage de leurs fondateurs.

**Figure 3. Évolution de l'activité entrepreneuriale
Québec, 2013 et 2023**



Source : Enquête sur la population adulte, Global Entrepreneurship Monitor, 2013-2023

Ainsi, pour soutenir plus efficacement le développement économique, les politiques sur l'entrepreneuriat doivent cibler les phases les plus productives de l'activité entrepreneuriale et s'attarder aux facteurs qui mènent à l'entrepreneuriat établi, et donc à la pérennité des entreprises. En particulier, en plus des investissements en capital de croissance, l'un des facteurs qui favorisent la pérennité des entreprises est le transfert d'entreprise, soit la phase de la sortie entrepreneuriale avec continuité des activités de l'entreprise, longtemps négligée par les politiques industrielles.

Tableau 2. Impacts financiers et économiques moyens d'un changement de propriétaire primaire de PME au Québec, 2021

	Avec changement de propriétaire primaire	Sans changement de propriétaire primaire	Nouveau propriétaire primaire
	Moyenne par entreprise	Moyenne par entreprise	Moyenne par entreprise
Nombre d'employés	15,8	9,9	4,6
Revenus	4 824 000 \$	2 789 000 \$	525 000 \$
Actifs	3 841 000 \$	2 429 000 \$	453 000 \$
Bénéfices avant impôts	470 000 \$	287 000 \$	79 000 \$
Revenu net après impôts et éléments extraordinaires	404 000 \$	250 000 \$	66 000 \$
Revenu par employé	305 316 \$	281 717 \$	114 130 \$

Source : Observatoire du repreneuriat et du transfert d'entreprise (2024).

Le Tableau 2 montre que les impacts financiers et économiques moyens d'un transfert de la propriété d'entreprise sont supérieurs à ceux de nouvelles entreprises (nouveau propriétaire primaire) et d'entreprises établies qui ne changent pas de propriétaire primaire (principal actionnaire). En particulier, la productivité (revenu moyen par employé) et l'emploi (nombre moyen d'employés) des PME impliquées dans un transfert d'entreprise sont largement supérieurs en moyenne à ceux d'une nouvelle entreprise : + 168 % et + 345 %, respectivement.

Ces résultats montrent que les opportunités de développement économique associées aux transferts d'entreprises en termes de productivité et d'emploi sont plus importantes que celles associées au démarrage d'entreprise. Il est donc important que les politiques de l'entrepreneuriat s'intéressent également aux facteurs qui contribuent aux transferts d'entreprises et qu'elles ne négligent pas cette phase productive de l'activité entrepreneuriale.

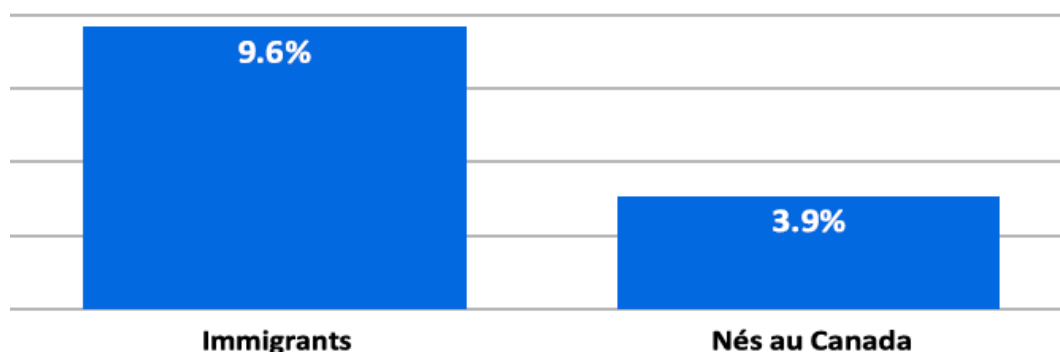
Qu'est-ce que cela peut vouloir dire concrètement pour le développement économique de la francophonie canadienne? Prenons un exemple récent.

Avec le vieillissement de la population et la fragmentation de la structure familiale à

travers le Canada, la transmission de l'entreprise familiale à un membre de la famille est devenue plus difficile pour de nombreux propriétaires d'entreprise. En 2020, la transmission de l'entreprise à un membre de la famille représente moins du tiers des intentions de transfert d'entreprise au Canada selon l'*Enquête sur le financement et la croissance des PME* de Statistique Canada. Sans successeur ou sans repreneurs, les deux seules options qui s'offrent aux propriétaires de PME familiales à travers le Canada sont de liquider les actifs tangibles de l'entreprise ou de fusionner les activités de l'entreprise avec celles d'une autre. Ces deux options réduisent le potentiel de développement économique de l'entrepreneuriat, puisqu'elles mènent, respectivement, soit à une destruction du capital intangible de l'entreprise, soit à une perte d'efficacité allocative.

Comment favoriser la pérennité de ces PME? Puisque les jeunes immigrants représentent une forte proportion des jeunes entrepreneurs au Canada, les politiques qui les encouragent à devenir les nouveaux propriétaires primaires de ces entreprises établies contribuent à la pérennité des entreprises, et par conséquent au développement économique. Effectivement, le potentiel réel de ces politiques est non négligeable. Au Québec, on observe une croissance annuelle moyenne du nombre de repreneurs immigrants de 9,6 % au cours de la période 2015-2021, soit 5,7 points de pourcentage de plus que pour les repreneurs nés au Canada (voir la Figure 4). Ceci représente plus de 1 535 repreneurs immigrants en 2021, une augmentation de 73,4 % par rapport à 2015. En se fiant au Tableau 2, l'impact de ces repreneurs immigrants est quantitativement supérieur à celui des nouveaux entrepreneurs immigrants.

Figure 4. Croissance annuelle moyenne des changements de propriétaire dirigeant primaire, par statut d'immigrant ou non du repreneur Québec, 2015-2021



Or, le Programme des entrepreneurs du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration du Québec ne considérait, jusqu'à tout récemment, que les projets d'entreprise innovante ou de démarrage d'entreprise pour accorder un Certificat de sélection du Québec aux immigrants. Puisque le repreneuriat représente un meilleur potentiel de développement économique que le démarrage d'entreprise, un volet « repreneuriat » s'est ajouté le 1^{er} janvier 2024 à ce programme.

Considérant la croissance du nombre de repreneurs immigrants, le cas du Québec illustre bien comment les politiques qui ciblent l'entrepreneuriat peuvent être adaptées aux circonstances particulières de la francophonie canadienne, et comment la modulation des politiques existantes peut offrir un potentiel de développement économique encore inexploité. Considérant l'importance relative des transferts d'entreprises à travers le Canada (voir l'annexe A), la mise en place d'un volet « repreneur » à travers le Canada devrait favoriser la pérennité des entreprises de la francophonie canadienne.

3. Cerner les leviers des gouvernements dans le développement économique de la francophonie canadienne

Le développement économique découle de l'ensemble des gains d'échanges économiques libres et mutuellement avantageux.

Comme le rappelle Jean Tirole, Prix Nobel d'économie en 2014, dans *l'Économie du bien commun* publié en 2016 : « (...) *le marché a besoin de l'État : non seulement pour protéger la liberté d'entreprendre et sécuriser les contrats au travers du système juridique, mais aussi pour corriger ses défaillances.* ».

En d'autres mots, le développement économique de la francophonie canadienne ne repose pas exclusivement sur les marchés, ni sur l'intervention de l'État, mais bien sur leurs *complémentarités*. Les gouvernements interviennent lorsque le potentiel de gains d'échanges est entravé par les défaillances de marché. Cette perspective ne se limite pas qu'aux objectifs strictement économiques des gouvernements. Elle cadre aussi avec la pensée d'autres économistes, qui s'intéressent aux sources du progrès social au sens large (ex. Acemoglu et Robinson, 2012; Fleurbaey, 2019; Stiglitz, 2024).

Les contextes économiques sont très différents entre les diverses communautés de la francophonie canadienne. Cette complémentarité s'exerce donc de façon fort différente d'une communauté à l'autre à travers le Canada, en raison de la variabilité des opportunités offertes par : la taille et la proximité des marchés (ex. industries culturelles et du tourisme); la quantité et la qualité de la main-d'œuvre (ex. bilinguisme, formation,

compétences, employabilité, immigration); l'importance des industries créatives et innovantes (ex. culture, enseignement postsecondaire); ainsi que la présence de secteurs névralgiques historiques et la vigueur de l'entrepreneuriat et du repreneuriat francophone.

Dans une économie de marché, cette diversité des contextes économiques favorise la réalisation de gains à l'échange à travers le Canada et dans le monde. En plus des leviers souvent oubliés qui assurent la saine concurrence des marchés (ex. lois-cadres du marché, réduction du fardeau réglementaire et bureaucratique), les leviers de développement économique sont principalement les politiques commerciales qui favorisent le commerce interprovincial et international, la mobilité de la main-d'œuvre et la migration.

Considérant les avantages concurrentiels qui sont associés à la proximité culturelle du français au français et au bilinguisme, le soutien aux politiques commerciales et de mobilité de la main-d'œuvre entre les provinces peut contribuer au développement des communautés de la francophonie canadienne et à la prospérité du Canada.

Bien qu'on peut être sceptique quant à l'efficacité des politiques industrielles en général associées à l'utilisation de la langue française et du bilinguisme au Canada, il y a lieu d'être mieux avisé sur le rôle de ces politiques considérant les effets insoupçonnés et mal compris de la langue et de la culture sur l'activité économique (ex. Bourcheix-Laporte, 2019; Galloway et Dunlop, 2007).

Un nombre croissant de recherches empiriques s'intéressent aux effets mal compris de la structure de la langue et de la culture sur la cognition, le jugement et la prise de décision des acteurs économiques (ex. Casasanto et Boroditsky, 2008; Evans et Levinson, 2009; Slobin, 2003). Un pan de recherches empiriques révèle des retombées économiques inattendues de la relativité linguistique, de la diversité et de la proximité culturelle sur les comportements, l'activité économique et les institutions, incluant sur la santé, l'investissement, l'entrepreneuriat et la diffusion de produits culturels sur les plateformes numériques mondiales (ex. Alesina et Giuliano, 2015; Alesina, Harnoss et Rapoport, 2016; Chen, 2013; Duhamel, Zeghaida et St-Jean, 2023; Egger et Toubal, 2018; Guiso, Sapienza et Zingales, 2006; Mavisakalyan et Weber, 2018; Melitz, 2018; Orefice et Santoni, 2018; Otmazgin, 2011; Park, Kim et Lee, 2023; Flew, 2011).

À terme, la recherche devrait permettre de mieux comprendre ces phénomènes linguistiques et culturels, afin de déterminer si le niveau d'activité économique de la francophonie canadienne est inférieur à ce qu'il serait préférable pour l'économie canadienne. Nonobstant ces réserves, l'intuition que ces facteurs sont importants aura

justifié un nombre important de politiques industrielles dans les secteurs des industries créatives, de la radiodiffusion et des télécommunications, où l'innovation et la diffusion de technologies de pointe justifient l'intervention des gouvernements, comme la protection contre la concurrence étrangère, des incitations financières et fiscales à la production des industries créatives, des programmes de marchés publics réservés et autres pratiques d'approvisionnement social, et différents programmes qui visent à encourager l'offre de produits et services linguistiques et culturels (ex. Bahkshi et al., 2015; Flew et Cunningham, 2010; [Le cadre stratégique du Canada créatif](#)).

Par contre, les défaillances du marché doivent être suffisamment importantes pour que les gains anticipés des politiques industrielles utilisées soient en mesure de neutraliser et de surpasser les asymétries d'information quant à l'étendue de la demande de marché et des technologies qui soutiennent l'offre de marché. Les coûts économiques de capture du bien commun par des groupes d'intérêts particuliers et les failles à l'intégrité des marchés publics sont notoires. Sachant que les défaillances de marché évoluent avec l'évolution de la demande (ex. vieillissement de la population, immigration) et de l'offre de marché (ex. nouvelles technologies, nouvelles plateformes d'intermédiation et de services numériques), les politiques industrielles d'hier ne sont plus nécessairement adaptées aux défaillances de marché d'aujourd'hui. Malgré toute la bonne volonté des exercices récurrents de revues stratégiques de ces politiques, les délais d'évaluation et de correction des politiques industrielles imposent des coûts économiques supplémentaires qui freinent le développement économique à moyen et long termes.

Pour résumer, les gouvernements possèdent donc un vaste éventail de leviers pour soutenir le développement économique de la francophonie canadienne qui, à son tour, favorisera le développement économique de l'économie canadienne. À la lumière des échanges tenus lors de l'Agora économique, de nombreuses opportunités existent et justifient d'explorer comment la francophonie canadienne peut soutenir les efforts de réforme de ces politiques, en particulier les politiques commerciales et de mobilité de la main-d'œuvre.

La contribution de la francophonie canadienne à ces efforts de réforme ne peut être négligée. Qu'il s'agisse de réduire les barrières au commerce interprovincial ou de faciliter la reconnaissance des formations postsecondaires, des compétences ou des accréditations professionnelles, augmenter la mobilité des travailleurs qualifiés, des immigrants et des travailleurs temporaires devrait favoriser le développement économique des communautés de la francophonie canadienne et la croissance de la prospérité au Canada.

En ce qui a trait aux politiques industrielles dans les secteurs névralgiques comme la culture et les industries créatives, incluant celles qui visent l'essor et le renouvellement entrepreneurial, elles doivent s'assurer qu'elles sont en mesure de neutraliser et de surpasser les coûts économiques des défaillances de l'intervention de l'État à court, moyen et long termes, et clairement viser la croissance de la productivité des entreprises de la francophonie canadienne.

En période de turbulences économiques où la diffusion de technologies d'application générale telles que l'intelligence artificielle générative pèsera dans la balance des avantages comparatifs de la francophonie économique et du bilinguisme, il sera important que les leviers publics ne deviennent pas des barrières au développement économique de la francophonie canadienne.

4. Réflexions personnelles sur les pistes de recherche

La transformation économique de la francophonie canadienne a été remarquée par plusieurs intervenants lors de l'Agora économique. Les commentaires faisaient état d'une évolution ou d'une progression d'une francophonie canadienne identitaire et culturelle à une francophonie économique qui contribue tant au développement culturel et social des communautés de la francophonie canadienne, qu'au développement économique et à la prospérité canadienne.

Comment le CMFC peut-il soutenir et favoriser cette transformation, progression ou évolution de la francophonie canadienne? L'expérience montre le rôle de catalyseur que joue la recherche dans les actions gouvernementales, et en particulier la recherche quantitative probante fondée sur des données représentatives.

La recherche probante contribue non seulement à une meilleure compréhension partagée des problématiques de développement économique, mais elle favorise également une coordination plus efficace des actions des différentes parties prenantes sur les enjeux économiques. En facilitant des conversations plus enrichissantes et fondées sur des connaissances partagées de problématiques complexes, la recherche permet d'établir des diagnostics qui mobilisent l'intérêt des parties prenantes et contribuent au développement de stratégies et de plans d'action individuels, collectifs et gouvernementaux.

Considérant la nature et la vaste étendue des problématiques discutées précédemment, les opportunités de recherche économique sont nombreuses en ce qui concerne les leviers d'actions gouvernementales les plus aptes à soutenir le développement économique de la francophonie canadienne. Chaque problématique peut mener à une panoplie de recherches conséquentes, toutes plus intéressantes les unes que les autres,

22

qui justifieraient au moins une action gouvernementale. Dans un contexte aussi riche de problématiques et de leviers d'actions économiques, il est donc important de cibler certains « fruits mûrs » de la recherche. Ces fruits mûrs viendront cibler et appuyer la coordination des efforts des parties prenantes de la francophonie canadienne.

Le défi est donc de déterminer quelles pistes de recherche seront les plus aptes à illustrer, démontrer, quantifier et canaliser les avantages économiques et concurrentiels de la francophonie et du bilinguisme au Canada, afin de les arrimer à celles qui sont déjà en place.

Avant toutes choses, il m'apparaît particulièrement pertinent de réaliser une analyse comparative des différents plans d'action et stratégies économiques à partir d'un inventaire des différents programmes de développement économique du fédéral et des provinces et territoires au Canada. Les changements technologiques et les réaménagements géopolitiques auront des effets concrets sur les opportunités et les défis de développement économique au Canada, où chaque province et territoire devra réagir stratégiquement et mettre en place les conditions gagnantes d'une transformation structurelle de l'économie canadienne (ex. Agrawal et al., 2018; Bennett, 2023; Kissinger et al., 2021). Une meilleure compréhension de l'ensemble des leviers d'actions à travers le Canada permettra de révéler les leviers communs à l'ensemble de la francophonie canadienne et favorisera les initiatives les plus efficaces, incluant l'intelligence artificielle (ex. Akhmetova et Harris, 2021; Charles et al., 2022). Bien que l'OCDE effectue régulièrement de telles analyses au niveau international, les analyses comparatives des programmes, plans d'action et stratégies d'intervention dans le domaine du développement économique sont rares au Canada, à ma connaissance.

Deuxièmement, il m'apparaît important d'actualiser la recension des écrits sur les politiques de main-d'œuvre, industrielles et de commerce interne et international au Canada, qui bénéficieraient d'être assujetties aux problématiques économiques de la francophonie canadienne. Les effets perturbateurs du développement et de la diffusion de technologies numériques, des changements climatiques et des migrations ont profondément modifié le contexte de récentes réformes dans ces domaines économiques d'intervention. Les revues de littérature récentes sur ces enjeux au Canada sont dépassées, tant par les événements récents que par l'intérêt porté sur ces enjeux dans les autres pays de l'OCDE.

Troisièmement, puisque peu de participants ont soulevé des pistes concrètes de recherche économique lors de l'Agora, je propose ci-dessous une liste de recherches qui est le fruit d'une réflexion personnelle inspirée des analyses et des résultats de recherches qui sont mentionnées précédemment.

4.1 Moissonner les données administratives de la francophonie canadienne et développer des infrastructures de mégadonnées sur la francophonie économique au Canada.

Les besoins de données fiables sur la francophonie économique canadienne sont omniprésents et multiples. Les sondages auprès de la population et des entreprises ont largement contribué à améliorer la connaissance de l'étendue et de la diversité des problématiques de la francophonie canadienne. Bien que cette approche a permis d'établir plusieurs constats pertinents et utiles au cours des années, elle s'avère limitée et exorbitante lorsqu'il est question de problématiques plus complexes et localisées comme la mobilité de la main-d'œuvre, l'essor et la relève entrepreneuriale, à cause du coût démesuré d'obtenir des échantillons représentatifs suffisamment grands pour les communautés de la francophonie canadienne. Il est donc important d'investir dans des projets qui visent à moissonner les données administratives de la francophonie canadienne et d'établir une infrastructure de données de recherche qui servira de fondation pour de nombreuses recherches sur la francophonie économique canadienne. Le développement de technologies numériques a facilité le développement et l'accès à diverses infrastructures de données massives depuis la pandémie de la COVID-19. Le développement et l'accès à de telles infrastructures qui mobilisent les données administratives sur la francophonie canadienne devraient être une priorité.

4.2 Étudier les profils de migration de la francophonie canadienne, les impacts économiques des barrières à la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée, et les impacts positifs des compétences clés comme le bilinguisme des diplômés en sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STIM) pour les industries culturelles et créatives, innovantes et du tourisme.

Puisque ces compétences clés contribuent à la croissance de la productivité des entreprises, les politiques de main-d'œuvre doivent favoriser le développement et l'employabilité d'une main-d'œuvre bilingue hautement qualifiée et réduire les barrières à la mobilité de cette main-d'œuvre dans les communautés de la francophonie canadienne.

4.3 Étudier les impacts de la proximité culturelle sur les échanges commerciaux des communautés de la francophonie canadienne.

La recherche montre que les pays qui partagent une même langue échangent davantage entre eux, qu'il s'agisse de flux commerciaux, d'investissements étrangers directs, ou de migrations. En particulier, Carrere et Massood (2015) montrent que le partage de la langue française permet d'augmenter de 22 % le commerce de marchandises entre une trentaine de pays francophones et ajoute 6 % en moyenne à la richesse par habitant de ces pays sur la période 1995-2013. Est-ce le cas pour les échanges commerciaux entre les communautés de la francophonie canadienne? Il serait important de quantifier l'apport de la proximité culturelle aux échanges commerciaux entre les communautés de la francophonie canadienne en termes de flux commerciaux, d'investissements et de migrations sur un horizon de temps le plus long possible, pour être en mesure d'évaluer la contribution du français et du bilinguisme sur la création de richesse et l'emploi des provinces canadiennes.

4.4 Étudier l'apport de l'entrepreneuriat, et en particulier de la relève entrepreneuriale et des transferts d'entreprises, à la diversité, la pérennité et la productivité des entreprises de la francophonie canadienne.

Avec le vieillissement des propriétaires, chefs et dirigeants d'entreprises, la pérennité de milliers d'entreprises est menacée par un manque de relève entrepreneuriale à travers la francophonie canadienne. Le manque de relève entrepreneuriale dans les communautés francophones peut mener à la perte de la propriété et du contrôle de fleurons locaux, à la liquidation des actifs tangibles et intangibles ou à la délocalisation des activités d'entreprises. Il est donc nécessaire que le soutien à l'entrepreneuriat s'intéresse à mieux comprendre le rôle de la relève entrepreneuriale sous toutes ses formes (ex. interne, externe, collective, coopérative et mixte), et en particulier le rôle de la diversité et de la proximité culturelle, afin de soutenir la croissance économique et favoriser la pérennité des entreprises au cours des quinze prochaines années.

4.5 Étudier le rôle et l'efficacité des politiques industrielles sur la croissance de la productivité des entreprises de la francophonie économique canadienne.

Alors que les politiques industrielles reviennent au goût du jour dans des domaines comme l'énergie verte et les chaînes d'approvisionnement des secteurs névralgiques, ces politiques restent controversées à cause du scepticisme quant à leur efficacité à promouvoir la productivité des entreprises. Ce scepticisme est une barrière importante

à la mise en œuvre de politiques et de programmes ciblés qui visent à accroître la performance des entreprises de la francophonie économique canadienne, tels que des programmes de marchés publics réservés aux PME de la francophonie canadienne et des programmes d'approvisionnement social. Des recherches descriptives sur l'utilisation des politiques industrielles par les entreprises de la francophonie canadienne (comparativement aux autres entreprises) et des recherches analytiques sur l'impact de ces programmes sur la productivité et l'innovation des entreprises de la francophonie canadienne seraient en mesure de déterminer si ce scepticisme est justifié.

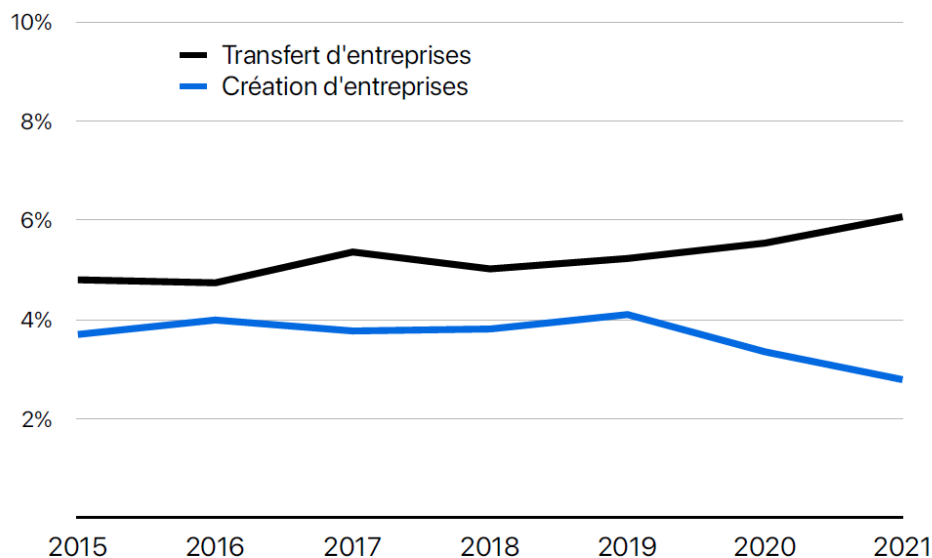
5. Conclusions

La transformation d'une francophonie identitaire et sociale en une francophonie économique aura une influence importante sur les besoins de données fiables et de recherches probantes sur les problématiques de la francophonie. L'analyse des problématiques économiques requiert de nouvelles infrastructures d'analyse et de recherche adaptées à la nature et à la complexité des problématiques du marché du travail, des échanges commerciaux et de l'investissement, de l'innovation et de la croissance de la productivité des entreprises.

En tant qu'observateur privilégié des institutions de la francophonie canadienne sur ces enjeux de développement économique, le CMFC joue un rôle de premier plan dans la capacité des parties prenantes de la francophonie économique canadienne de prendre des décisions éclairées qui favorisent leur développement économique de la francophonie canadienne et celui de l'ensemble des Canadiens. Le soutien à la prise de décision éclairée par le développement d'infrastructures de données fiables et par les recherches probantes passées nécessite également le développement et la mise à jour de produits d'intelligence d'affaires et de recherches à court, moyen et long termes pour s'attaquer aux problématiques du développement économique de la francophonie canadienne. S'il existe bien une défaillance de marché qui justifie les actions gouvernementales, c'est précisément dans ce domaine.

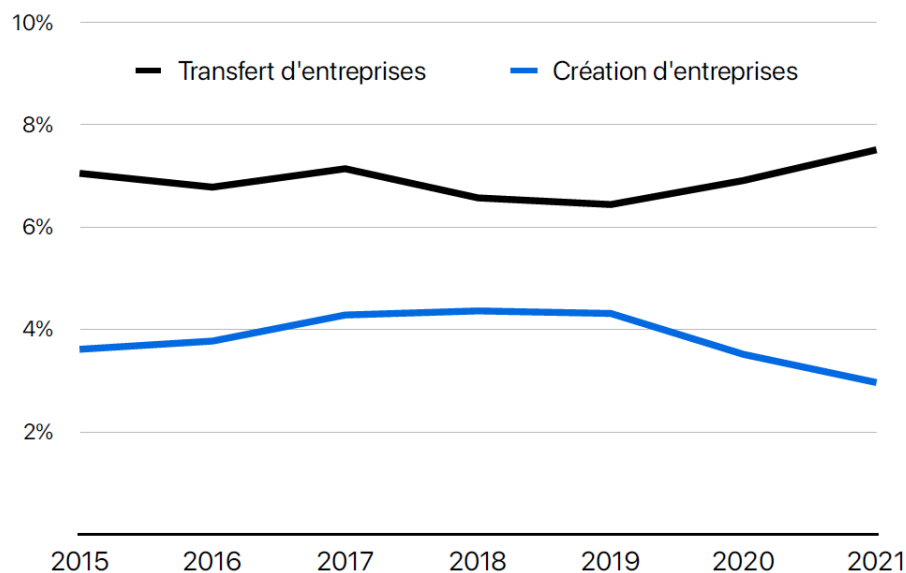
Annexe A : Taux de transfert et de création d'entreprises au Canada

Région de l'Atlantique



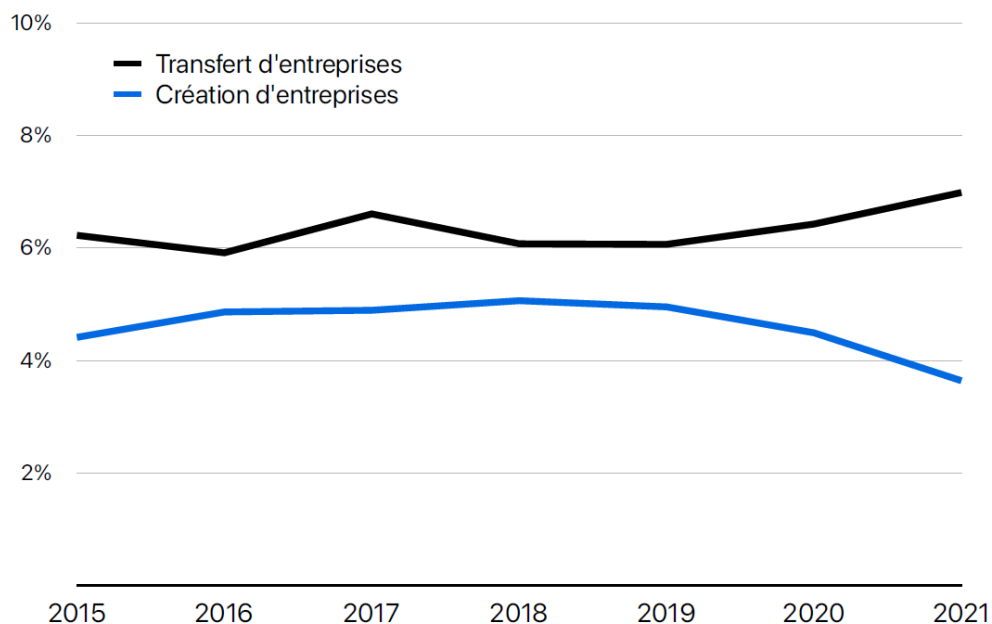
Source: Observatoire du repreneuriat et du transfert d'entreprise (2024).

Région des Prairies



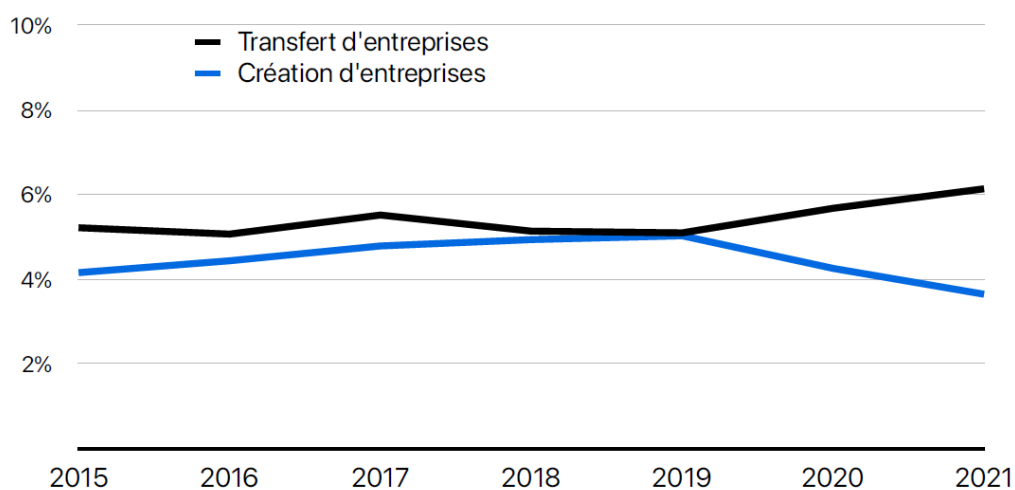
Source: Observatoire du repreneuriat et du transfert d'entreprise (2024).

Région de C.-B. & Territoires

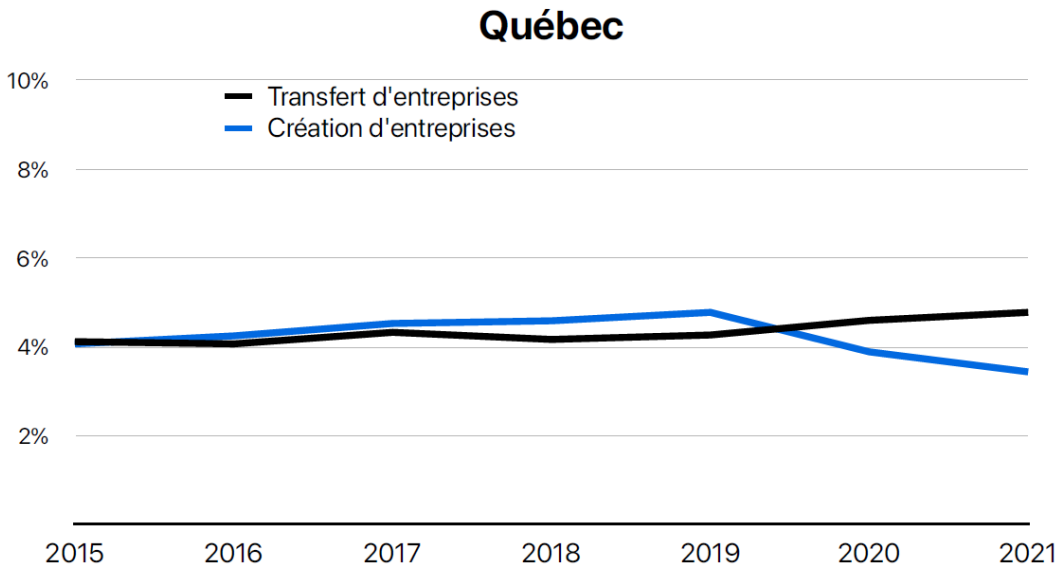


Source: Observatoire du repreneuriat et du transfert d'entreprise (2024).

Ontario



Source: Observatoire du repreneuriat et du transfert d'entreprise (2024).



Source: Observatoire du repreneuriat et du transfert d'entreprise (2024).

Références

- Acemoglu, D. and Robinson, J. A. (2012). *Why Nations Fail : Origins of Power, Poverty and Prosperity*. Crown Publishers (Random House), New York, NY.
- Adamuti-Trache, M., Anisef, P., Sweet, R., and Walters, D. (2013). Enriching foreign qualifications through canadian post-secondary education : Who participates and why ? *Journal of International Migration and Integration*, 14(1) :139–156.
- Agrawal, A., Gans, J. et Goldfarb, A. (2018). *Prediction Machines : The Simple Economics of Artificial Intelligence*. Harvard Business Review Press, Boston, MA.
- Akhmetova, R. et Harris, E. (2021). Politics of technology : the use of artificial intelligence by US and Canadian immigration agencies and their impacts on human rights. Dans Korkmaz, E. E., Éditeur, *Digital Identity, Virtual Borders and Social Media : A Panacea for Migration Governance?*, Chapitre 4, pages 52–72. Edward Elgar Publishing.
- Alesina, A. et P. Giuliano (2015). Culture and Institutions. *Journal of Economic Literature*, 53 (4): 898–944.DOI: 10.1257/jel.53.4.898
- Alesina, A., Harnoss, J. et Rapoport, H. (2016). Birthplace diversity and economic prosperity. *Journal of Economic Growth*, 21 :101–138.
- Arcand, A. (2013). *Le Canada, le bilinguisme et le commerce*. Rapport présenté au RDÉE Canada, à la CEDEC, et à Industrie Canada par Le Conference Board du Canada, Ottawa (ON).
- Aydede, Y. and Dar, A. (2017). Is the lower return to immigrants' foreign schooling a postarrival problem in canada ? *IZA Journal of Migration*, 6(1) :4.
- Bakhshi, H., Cunningham, S. et Mateos-Garcia, J. (2015). Public Policy for the Creative Industries. Dans Jones, C., Lorezen, M., et Sapsed, J., Éd., *The Oxford Handbook of Creative Industries*, The Oxford Handbook, chapitre 25, pages 465–485. Oxford University Press.
- Baldwin, J. R., Gu, W., Macdonald, R., and Yan, B. (2014). Productivity : What is it ? how is it measured ? what has Canada's performance been over the period 1961 to 2012 ? The Canadian Productivity Review 15-206-X, Statistics Canada, Ottawa (ON).
- Baldwin, J. R. and Lafrance, A. (2014). Firm turnover and productivity growth in canadian manufacturing and services industries, 2000 to 2007. *Journal of Industry, Competition and Trade*, 14(2) :173–205.
- Baldwin, J. R., Leung, D., and Rispoli, L. (2011). Productivité du travail des entreprises individuelles et des sociétés de personnes non constituées : incidence sur l'écart de productivité entre le Canada et les États-Unis. Document de recherche 11F0027M-No.071, Statistique Canada, Ottawa (ON).
- Banerjee, R. and Verma, A. (2012). Post-migration education among recent adult immigrants to Canada. *Journal of International Migration and Integration*, 13(1) :59–82
- Benavot, A., Hoppers, C. O., Lockhart, A. S., and Hinzen, H. (2022). Reimagining adult education and lifelong learning for all : Historical and critical perspectives. *International Review of Education*, 68(2) :165– 194.
- Bennett, M. S. (2023). *A Brief History of Intelligence : Evolution, AI and the Five Breakthroughs that Made Our Brains*. HarperCollins Publishers, New York, NY.

- Bérubé, C., Dostie, B., and Vilhuber, L. (2013). Estimation de la contribution de la réallocation de la main-d'œuvre à la croissance de la productivité au Canada. Centre sur la productivité et la prospérité, HEC Montréal, Montréal (QC), Canada.
- Blaxter, L., & Tight, M. (1994). Juggling with Time: How Adults Manage their Time for Lifelong Education. *Studies in the Education of Adults*, 26(2), 162–179.
<https://doi.org/10.1080/02660830.1994.1173060>
- Bourcheix-Laporte, M. (2019). *Canada créatif : Regard critique sur un « nouveau » cadre de politique culturelle*. Article gagnant de 2019, prix d'excellence du CRTC en recherche sur les politiques, conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes, School of Communication, Simon Fraser University.
- Brown, R., Mawson, S., and Mason, C. (2017). Myth-busting and entrepreneurship policy : the case of high growth firms. *Entrepreneurship & Regional Development*, 29(5-6) :414–443.
- Canada. Industry Canada and Human Resources and Skills Development Canada (2008a). Adjustments in markets for skilled workers in Canada : A synthesis of key findings and policy implications. Skills Research Initiative, Ottawa (ON).
- Canada. Industry Canada and Human Resources and Skills Development Canada (2008b). International mobility of highly skilled workers : A synthesis of key findings and policy implications. Skills Research Initiative, Ottawa (ON).
- Canada. Industry Canada and Human Resources and Skills Development Canada (2008c). The labour market and skills implications of population aging in Canada : A synthesis of key findings and policy implications. Skills Research Initiative, Ottawa (ON).
- Canada. Industry Canada and Human Resources and Skills Development Canada (2008d). Skills for innovation and growth – overview of key findings and policy implications of the skills research initiative. Skills Research Initiative, Ottawa (ON).
- Canada. Patrimoine canadien (2017). *Le cadre stratégique du Canada créatif*. Ottawa (ON).
- Canada. Privy Council Office (1985). *Industrial policy*. Dans Report - Royal Commission on the Economic Union and Development Prospects for Canada. Volume 2, Historical publication digitized in 2008 by Privy Council Office of Canada. Number 9, pages 133–266. Ottawa (ON).
- Canada. Science Council of Canada (1984). Canadian industrial development : Some policy directions. Report 37, Science Council of Canada / Conseil des sciences du Canada, Ottawa (ON).
- Carrère, C. et Masood, M. (2015). Poids économique de la francophonie : impact via l'ouverture commerciale. *Revue d'économie du développement*, 23(2) :5–30.
- Carrère, C. et Masood, M. (2018). Cultural proximity : A source of trade flow resilience? *The World Economy*, 41(7) :1812–1832.
- Casasanto, D. and Boroditsky, L. (2008). Time in the mind : Using space to think about time. *Cognition*, 106(2) :579–593.
- Castillo, V., Garone, L. F., Maffioli, A., and Salazar, L. (2017). The causal effects of regional industrial policies on employment : A synthetic control approach. *Regional Science and Urban Economics*, 67 :25 – 41.

- Charles, V., Rana, N. P., et Carter, L. (2022). Artificial intelligence for data-driven decisionmaking and governance in public affairs. *Government Information Quarterly*, 39(4) :101742.
- Chen, M. K. (2013). The effect of language on economic behavior : Evidence from savings rates, health behaviors, and retirement assets. *American Economic Review*, 103(2) :690–731.
- Chiasson, M. (2013). francophonie économique au Canada. Rapport final pour Industrie Canada préparé par MC Consultants enr., Beaconsfield, Quebec.
- Conseil des académies canadiennes (2018). Rivaliser dans une économie mondiale axée sur l'innovation : l'état de la R-D au Canada. Rapport du Comité d'experts sur l'état de la science et de la technologie et de la recherche-développement industrielle au Canada. Ottawa, ON.
- Conseil des académies canadiennes (2013). L'état de la R-D industrielle au Canada. Rapport du Comité d'experts sur l'état de la R-D industrielle au Canada. Ottawa, ON.
- Conseil des académies canadiennes (2009). Innovation et stratégies d'entreprise : pourquoi le Canada n'est pas à la hauteur. Rapport du Comité d'experts sur l'innovation dans les entreprises au Canada. Ottawa, ON.
- Criscuolo, C., Gonne, N., Kitazawa, K. et Lalanne, G. (2022a). *Are industrial policy instruments effective? : A review of the evidence in OECD countries*. OECD Science, Technology and Industry Policy Papers 128, OECD Publishing, Paris.
- Criscuolo, C., Gonne, N., Kitazawa, K. et Lalanne, G. (2022b). *An industrial policy framework for OECD countries : Old debates, new perspectives*. OECD Science, Technology and Industry Policy Papers 127, OECD Publishing, Paris, France.
- Criscuolo, C., Martin, R., Overman, H. G., and Van Reenen, J. (2019). Some causal effects of an industrial policy. *American Economic Review*, 109(1) :48–85.
- Cruikshank, J. (2008). Lifelong learning and the new economy : Limitations of a market model. *International Journal of Lifelong Education*, 27(1) :51–69.
- Dabić, M., Vlačić, B., Paul, J., Dana, L.-P., Sahasranamam, S., and Glinka, B. (2020). Immigrant entrepreneurship : A review and research agenda. *Journal of Business Research*, 113 :25–38.
- Davydov, D., Shapoval, A. et Weber, S. (2018). Linguistic equilibrium with local and world languages : Challenges of globalisation. *The World Economy*, 41(7) :1790–1811.
- Dean, M., Rainnie, A., Stanford, J., and Nahum, D. (2021). Industrial policy-making after covid-19 : Manufacturing, innovation and sustainability. *The Economic and Labour Relations Review*, 32(2) :283–303.
- Deblock, C. et Marcoux, F. (1997). La politique commerciale du Canada : Orientations générales et principaux instruments. Groupe de recherche sur l'intégration continentale, Institut d'études internationales de Montréal, Université du Québec à Montréal.
- Desjardins, P.-M. et Campbell, D. (2015). *Deux langues, c'est bon pour les affaires : Étude sur les avantages et le potentiel économiques du bilinguisme au Nouveau-Brunswick*. Étude réalisée pour le Commissariat aux langues officielles du Nouveau-Brunswick, Moncton (NB).
- Doyle, M., Skuterud, M. et Worswick, C. (2023). *The economics of Canadian immigration levels*. Working Paper Series 58, Canadian Labour Economics Forum.

- Duhamel, Marc (2024). *Réflexions et pistes d'avenir pour mieux cibler les actions gouvernementales*. Conférence faite dans le cadre de l'Agora économique du Conseil des ministres de la francophonie canadienne, «La francophonie au service du développement économique : le rôle des gouvernements,», 11 août. 24 pages. Halifax (Nouvelle-Écosse).
- Duhamel, M., Z. Hind et St-Jean (2023). The influence of language and institutions on entrepreneurship start-ups: an empirical test of the Sapir-Whorf hypothesis. Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières, QC.
- Duhamel, M., Mbaïro, E., Forgues, E. et Guignard Noel, J. (2012). *Mesurer l'espace économique francophone des entreprises et des entrepreneurs : Estimations à partir des données probantes disponibles*. Rapport d'étude, Institut canadien de recherche sur l'administration et les politiques publiques, Moncton (NB).
- Duhamel, M. (2024). Le rôle des femmes dans le repreneuriat : où en sommes-nous au Québec ? Conférence Prestige, Réseau des femmes d'affaires du Québec, Institut de recherche sur les PME, Montréal (Qc), Canada.
- Duhamel, M. and St-Jean, E. (2021). Explaining the performance of immigrant entrepreneurship in market economies : Empirical evidence of technology signaling. In Laveren, E., Ben-Hafaïedh, C., Kurczewska, A., and Jiang, Y. D., editors, Contextual Heterogeneity in Entrepreneurship Research, Frontiers in European Entrepreneurship Research, chapter 9, pages 155–173. Edward Elgar Publishing.
- Duhamel, M. and St-Jean, E. (2023). The rise of hybrid entrepreneurs : A cross-country empirical analysis. *Academy of Management Proceedings*, 2023(1) :16031.
- Egger, P. H. et Lassmann, A. (2018). The impact of common native language and immigration on imports. *The World Economy*, 41(7) :1903–1916.
- Egger, P. H. et Toubal, F. (2018). Special issue on the economics of common language and culture. *The World Economy*, 41(7) :1748–1749.
- Egger, P. H., Ehrlich, M., and Nelson, D. R. (2012). Migration and trade. *The World Economy*, 35.
- Evans N and S.C. Levinson (2009). The myth of language universals: Language diversity and its importance for cognitive science. *Behavioral and Brain Sciences*.32(5):429-448. doi:10.1017/S0140525X0999094X
- Faber, B. and C. Gaubert (2019). Tourism and Economic Development Evidence from Mexico's Coastline. *The American Economic Review*, 109(6) :2245–2293.
- Fairlie, R. W. (2007). Entrepreneurship among disadvantaged groups : Women, minorities and the less educated. In Parker, S., editor, *The Life Cycle of Entrepreneurial Ventures*, chapter 15, pages 437–475. Springer US, Boston, MA.
- Fairlie, R. W. (2021). Evaluating entrepreneurship training : How important are field experiments for estimating impacts ? *Journal of Economics & Management Strategy*.
- Fairlie, R. W., Karlan, D., and Zinman, J. (2015). Behind the GATE experiment : Evidence on effects of and rationales for subsidized entrepreneurship training. *American Economic Journal : Economic Policy*, 7(2) :125–61.

- Fairlie, R. W. and Lofstrom, M. (2015). Immigration and entrepreneurship. In Chiswick, B. R. and Miller, P. W., editors, *Handbook of the Economics of International Migration*, volume 1 of *Handbook of the Economics of International Migration*, chapter 17, pages 877 – 911. North-Holland.
- Fleurbaey, M. (2019). *Manifeste pour le progrès social : une meilleure société est possible*. Cahiers libres. La Découverte, Paris, France.
- Flew, T. (2011). *The Creative Industries: Culture and Policy*. SAGE Publications.
- Flew, T. et Cunningham, S. (2010). Creative industries after the first decade of debate. *The Information Society*, 26(2) :113–123.
- Florida, R. (2019). *The Rise of the Creative Class*. Basic Books.
- Galloway, S. et Dunlop, S. (2007). A critique of definitions of the cultural and creative industries in public policy. *International journal of cultural policy*, 13(1) :17–31.
- Girard, M. (2010). Match between pre- and postmigration education among new immigrants : Determinants and payoffs. *Canadian Journal of Higher Education / La Revue canadienne d'enseignement supérieur*, 40(3) :81–99
- Greenstone, M., Hornbeck, R., and Moretti, E. (2010). Identifying agglomeration spillovers : Evidence from winners and losers of large plant openings. *Journal of Political Economy*, 118(3) :536–598.
- Guiso, Luigi, Paola Sapienza, and Luigi Zingales. 2006. "Does Culture Affect Economic Outcomes?" *Journal of Economic Perspectives*, 20 (2): 23–48. DOI: 10.1257/jep.20.2.23
- Gosselin, A. (1994). La notion de problématique en sciences sociales. *Communication. Information Médias Théories*, 15(2) :118–143.
- Hausmann, R. and Rodrik, D. (2006). *Doomed to choose : Industrial policy as predicament*. Draft, Center for International Development Blue Sky Conference Paper, Cambridge, MA.
- Harris, R. G., éditeur (2015). *Trade, Industrial Policy, and International Competition*. Carleton Library Series. McGill-Queen's University Press, second edition.
- Head, B. W. (2022). Coping with wicked problems in policy design. Dand Peters, B. G. et Fontaine, G., Éd., *Research Handbook of Policy Design, Handbooks of Research on Public Policy*, chapitre 9, pages 155–175. Edward Elgar Publishing, Cheltenham, UK.
- Head, B. W. (2018). Forty years of wicked problems literature : forging closer links to policy studies. *Policy and Society*, 38(2) :180–197.
- Head, B. W. et Alford, J. (2015). Wicked problems : Implications for public policy and management. *Administration & Society*, 47(6) :711–739.
- Head, K. and Mayer, T. (2013). What separates us ? Sources of resistance to globalization. *Canadian Journal of Economics*, 46(4) :1196–1231.
- Hori, S. and Cusack, S. (2006). Third-age education in canada and japan : Attitudes toward aging and participation in learning. *Educational Gerontology*, 32(6) :463–481.
- Hou, F., Lu, Y., and Schimmele, C. (2021). Trends in immigrant overeducation : The role of supply and demand. *International Migration*, 59(3) :192–212.

- Jenkin, M. (1983). *The challenge of diversity: Industrial policy in the Canadian federation*. Background Study 50, Science Council of Canada / Conseil des sciences du Canada, Ottawa (ON).
- Juhász, R., Lane, N. et Rodrik, D. (2024). The new economics of industrial policy. *Annual Review of Economics*, 16.
- Juhász, R. et Steinwender, C. (2024). Industrial policy and the great divergence. *Annual Review of Economics*.
- Juhász, R. (2018). Temporary protection and technology adoption : Evidence from the napoleonic blockade. *American Economic Review*, 108(11) :3339–76.
- Kissinger, H. A., Schmidt, E. et Huttenlocher, D. (2021). *The Age of AI and Our Human Future*. Back Bay Books / Little, Brown and Company, New York, NY.
- Kline, P. and Moretti, E. (2014). People, places, and public policy: Some simple welfare economics of local economic development programs. *Annual Review of Economics*, 6(1) :629–662.
- Labrègue, E. (2006). *La francophonie canadienne : enjeux, défis et pistes pour l'avenir*. Synthèse des consultations tenues à travers le pays au printemps et à l'été 2006. Rapport rédigée sous la direction du Comité de travail et de la coordinatrice nationale de la Conférence ministérielle sur la francophonie canadienne. Ottawa (ON).
- Lane, N. (2020). The new empirics of industrial policy. *Journal of Industry, Competition and Trade*, 20 :209– 234.
- Lane, T. (2017). How Canada's international trade is changing with the times. Remarks, Saskatoon Regional Economic Development Authority, Bank of Canada.
- Lazear, E. (1999). Language and culture. *Journal of Political Economy*, 107(6) :S95–S126.
- Le Conference Board du Canada (2012). *L'espace économique de la francophonie canadienne*. Préparé pour Le Regroupement des gens d'affaires de la capitale nationale et Patrimoine canadien, Ottawa (ON).
- Lee, J., Clacher, I., & Keasey, K. (2012). Industrial policy as an engine of economic growth: A framework of analysis and evidence from South Korea (1960–96). *Business History*, 54(5), 713–740. <https://doi.org/10.1080/00076791.2012.683420>
- Linda Morrice, H. S. and Sprung, A. (2017). Migration, adult education and learning. *Studies in the Education of Adults*, 49(2) :129–135.
- Liu, J. and Guo, S. (2021). Navigating transition to work : Recent immigrants' experiences of lifelong learning in Canada. *International Review of Education*, 67(6) :733–750.
- Manucha, R. (2020). Internal trade in focus : Ten ways to improve the canadian free trade agreement. Commentary 573, C.D. Howe Institute, Toronto, ON.
- Mavisakalyan, A. and Weber, C. (2018). Linguistic structures and economic outcomes. *Journal of Economic Surveys*, 32(3) :916–939.
- McFetridge, D. G. (2008). Innovation and the productivity problem : Any solutions? *IRPP Choices*, 14(3) :2–31.

- Melitz, J. (2018). English as a lingua franca: Facts, benefits and costs. *The World Economy*, 41(7) :1750–1774.
- Melitz, J. (2008). Language and foreign trade. *European Economic Review*, 52(4) :667–699.
- OCDE (2024). *Perspectives de l'OCDE sur les compétences 2023 : Les compétences au service d'une transition écologique et numérique résiliente*. Technical report, Éditions OCDE, Paris.
- Orefice, G. et Santoni, G. (2018). Exporting creative and cultural products : Birthplace diversity matters! *The World Economy*, 41(7) :1867–1887.
- Otmazgin, N. (2011). A tail that wags the dog? Cultural industry and cultural policy in Japan and South Korea. *Journal of Comparative Policy Analysis : Research and Practice*, 13(3) :307–325.
- Pack, H. and Saggi, K. (2006). Is There a Case for Industrial Policy ? A Critical Survey. *The World Bank Research Observer*, 21(2) :267–297.
- Parilla, J., Haskins, G., and Muro, M. (2022). The future of place-based economic policy : Early insights from the "build back better regional challenge". Brookings Metro, Washington, D.C.
- Park, J. H., Kim, K. A. et Lee, Y. (2023). Netflix and platform imperialism : How Netflix alters the ecology of the Korean TV drama industry. *International Journal of Communication*, 17 :72–91.
- Patrick, C., Stephens, H., and Weinstein, A. (2016). Where are all the self-employed women ? push and pull factors influencing female labor market decisions. *Small Business Economics*, 46(3) :365–390.
- PBS News Hour (2024). Transcript from "From K-pop to skin care, art exhibit explores global influence of South Korean culture". 25 juillet. <https://www.pbs.org/newshour/show/from-k-popto-skin-care-art-exhibit-explores-global-influence-of-south-korean-culture>
- ProMarket (2023). *Industrial policy*. Stigler Center for the Study of the Economy and the State, The University of Chicago Booth School of Business, Chicago, IL.
- Rittel, H. W. et Webber, M. M. (1973). Dilemmas in a general theory of planning. *Policy Sciences*, 4(2) :155–169.
- Schumpeter, J. A. (1934). The theory of economic development : An inquiry into profits, capital, credit, interest, and the business cycle, volume 55. Transaction publishers.
- Schwanen, D. (2017). Innovation policy in Canada : A holistic approach. C.D. Howe Institute, Commentary, no. 497, Toronto, ON.
- Sexton, J., Leclerc, C., et Deom, E. (1980). Politique de main d'oeuvre et politiques publiques / manpower policy and public policy. *Relations industrielles / Industrial Relations*, 35(1) :3–19.
- Shane, S. (2009). Why encouraging more people to become entrepreneurs is bad public policy. *Small business economics*, 33(2) :141–149.
- Sloane-Seale, A. and Kops, B. (2008). Older adults in lifelong learning : Participation and successful aging. *Canadian Journal of University Continuing Education*, 34(1) :37–62.
- Sloane-Seale, A. and Kops, B. (2010). Older adults' participation in education and successful aging : Implications for university continuing education in Canada. *Canadian Journal of University Continuing Education*, 36(1) :1–29.

- Slobin, D. I. (2003). Language and thought online : Cognitive consequences of linguistic relativity. In Genter, D. and Goldin-Meadow, S., editors, *Language in mind : Advances in the study of language and thought*, volume 157192, chapter 7, pages 157–192. MIT Press.
- St-Jean, É., T. Razafindrazaka, S. T. Koropogui et M. Duhamel (2024). Portrait Comparatif de l'Indice de l'Écosystème Entrepreneurial de Montréal. Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières, Qc.
- St-Jean, E. and Duhamel, M. (2020). Employee work–life balance and work satisfaction : an empirical study of entrepreneurial career transition and intention across 70 different economies. *Academia Revista Latinoamericana de Administracion*, 33(3/4) :321–335.
- St-Jean, E. et Duhamel, M. (2018). L'entrepreneuriat féminin au québec : quelques constats et enjeux. Note, Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières, Trois-Rivières (QC).
- Stromquist, N. P. and da Costa, R. B. (2017). Popular universities : An alternative vision for lifelong learning in europe. *International Review of Education*, 63(5) :725–744.
- Stam, E. (2015). Entrepreneurial ecosystems and regional policy : a sympathetic critique. *European planning studies*, 23(9) :1759–1769.
- Stiglitz, J. E. (2024). *The Road to Freedom : Economics and the Good Society*. Norton, New York, NY.
- Sulzenko, A. (2016). Canada's innovation conundrum : Five years after the jenkins report. Institute for research on public policy, Montréal (Qc), Canada.
- Tirole, J. (2016). *Économie du bien commun*. Presses Universitaires de France, Paris.
- Trefler, D. (2008). Innis lecture : Canadian policies for broad-based prosperity. *Canadian Journal of Eco- nomics/Revue canadienne d'économie*, 41(4) :1156–1184.
- Warman, C., Sweetman, A., and Goldmann, G. (2015). The portability of new immigrants' human capital : Language, education, and occupational skills. *Canadian Public Policy*, 41(Supplement 1) :S64–S79.
- Warwick, K. (2013). Beyond industrial policy : Emerging issues and new trends. OECD Science, Technology and Industry Policy Papers 2, OECD, Paris, France.
- Wilson, D. and Keil, R. (2008). The real creative class. *Social & Cultural Geography*, 9(8) :841–847.

La démographie et l'économie de la francophonie canadienne

Présentation au Conseil des ministres sur la francophonie canadienne

Statistique Canada
Le 9 août 2024



Éclairer grâce aux données, pour bâtir un Canada meilleur



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Aperçu



Un portrait démographique de la population de langue française du Canada



L'immigration de langue française au Canada



La population active de langue française et son avenir



Les propriétaires et les entreprises de langue française



Statistics
Canada

Statistique
Canada

Canada

2



Faits saillants sur la francophonie canadienne en 2021

- Capacité à soutenir une conversation en français ► 10,7 millions
- Langue maternelle (réponse unique) ► 7,2 millions
 - Première langue apprise et encore comprise
- Langue parlée de façon prédominante à la maison ► 6,9 millions
- Langue utilisée de façon prédominante au travail ► 4 millions
- Première langue officielle parlée ► 7,8 millions

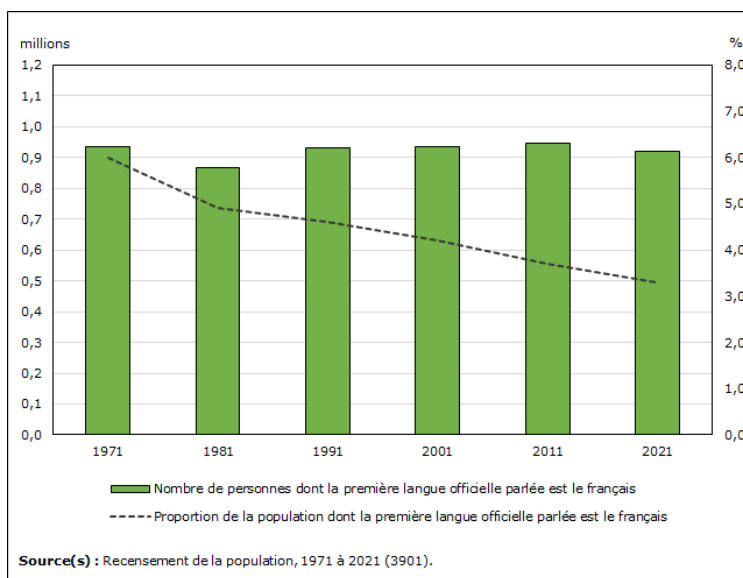
Population du
Canada en 2021

36,6 millions



À l'extérieur du Québec, la proportion de personnes dont la première langue officielle parlée est le français est en baisse

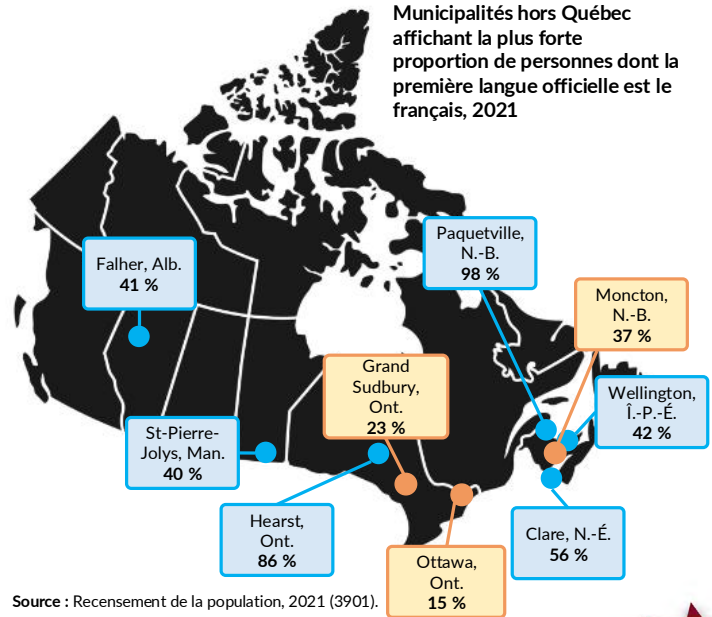
- Le nombre de personnes dont la première langue officielle parlée est le français est demeuré à peu près le même au cours des 50 dernières années.
- La proportion continue de diminuer en raison de la croissance plus rapide des autres groupes linguistiques.
- La proportion de personnes dont l'anglais est la première langue officielle parlée a continué d'augmenter au cours de la même période, en grande partie en raison de l'immigration.





Examen du français dans les municipalités du Canada hors Québec

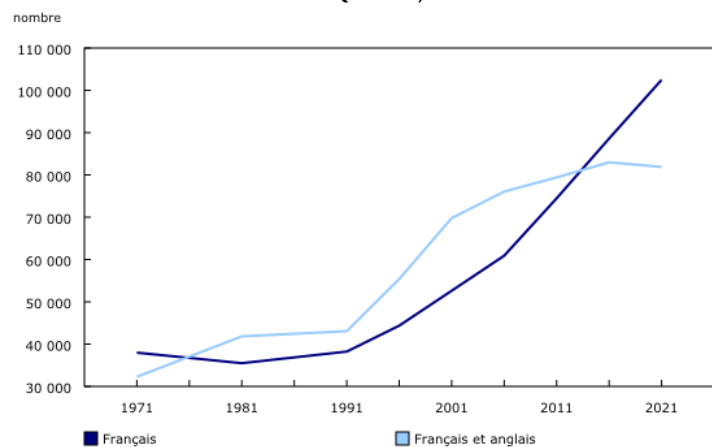
- La population de langue française se concentre dans les municipalités partout au pays, tant dans de petites communautés que dans de grands centres urbains. Cette observation diffère des moyennes provinciales.
- En 2021, la moitié des personnes dont la première langue officielle est le français vivaient en Ontario, et le quart vivaient au Nouveau-Brunswick.



Un record pour l'immigration de personnes de langue française hors Québec en 2021

- En 2021, le Canada comptait **plus de 100 000** immigrants hors Québec pour qui le français est la seule première langue officielle.
- La proportion a également augmenté au fil du temps, passant de **1,0 %** en 1991 à **1,4 %** en 2021.
- Pays de naissance les plus courants des immigrants de langue française au Canada :
 - France (30,0 %)
 - Cameroun (11,5 %)
 - Côte d'Ivoire (8,4 %)
 - Algérie (5,8 %)
 - République démocratique du Congo (5,7 %)

Première langue officielle parlée des immigrants, Canada hors Québec, 1971 à 2021





La population active du Canada ayant le français comme première langue officielle compte 4 millions de personnes

Proportion de travailleurs ayant le français comme première langue officielle parlée, selon la province et le territoire



Note(s) : Les pourcentages réfèrent aux proportions de travailleurs dont la première langue officielle parlée est le français.

Source : Recensement de la population, 2021

- Lors du Recensement de 2021, on a dénombré près de 4 millions de travailleurs ayant le français comme première langue officielle, dont environ 440 000 à l'extérieur du Québec.
- La main-d'œuvre ayant le français comme première langue officielle parlée représentait 22,0 % de l'ensemble des travailleurs au pays.
- À l'extérieur du Québec, c'est en Ontario que l'on retrouvait le plus grand nombre de ces travailleurs (229 000), tandis que le Nouveau-Brunswick affichait la plus grande proportion (29,8 %).



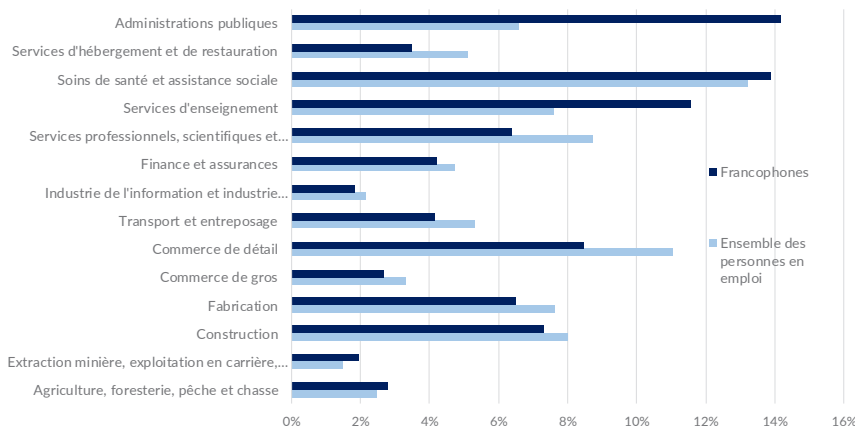
Statistics Canada
Statistique Canada

Canada



Une plus grande proportion de personnes ayant le français comme première langue officielle parlée travaillent dans les services d'enseignement et dans les administrations publiques

Répartition de la main d'œuvre ayant le français comme première langue officielle parlée, selon le secteur d'activité, Canada, à l'exception du Québec



Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021

- À l'extérieur du Québec, 14,2 % des travailleurs dont le français est la première langue officielle occupaient un emploi dans les administrations publiques, une proportion plus de deux fois supérieure à celle observée pour l'ensemble des travailleurs (6,6 %).
- On constate également une plus grande proportion de travailleurs de langue française dans les services d'enseignement (11,6 % par rapport à 7,6 %).
- À l'extérieur du Québec, la proportion de travailleurs ayant le français comme première langue officielle était moindre dans la plupart des autres secteurs.



Statistics Canada
Statistique Canada

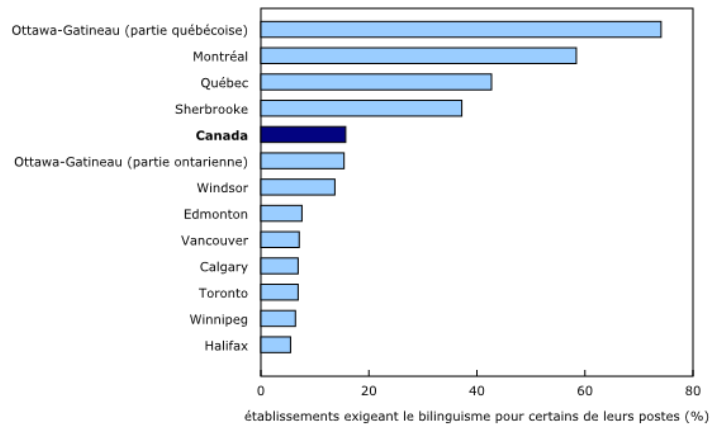
Canada



Établissements exigeant le bilinguisme au Canada

- Environ 1 million de postes du secteur privé (8 %) avaient pour exigence le bilinguisme en 2022.
- Montréal comptait le plus grand nombre absolu d'entreprises exigeant le bilinguisme, suivie de Toronto.
- Au total, 1 organisation sur 6 exigeant le bilinguisme s'attendait à avoir de la difficulté à recruter du personnel bilingue (deuxième trimestre de 2023).

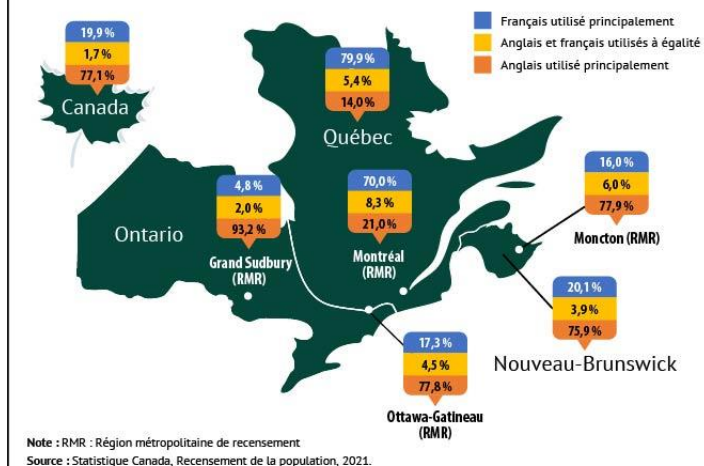
Proportion d'établissements du secteur privé exigeant le bilinguisme, grandes régions urbaines, 2023



Langues utilisées au travail

- Environ 20 % des travailleurs au Canada utilisaient principalement le français au travail; 5 % l'utilisaient régulièrement, mais pas principalement.
- La fonction publique fédérale (19 %) et le secteur de l'enseignement (8 %) affichaient les proportions les plus élevées.
- La région d'Ottawa-Gatineau et le Nouveau-Brunswick étaient près de la moyenne nationale (qui inclut le Québec).

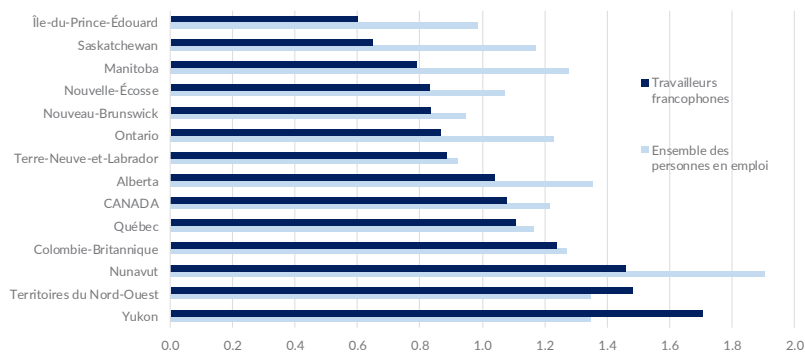
Le français et l'anglais au travail au Canada en 2021





Une proportion croissante de la population active ayant le français comme première langue officielle parlée approche de la retraite

Ratio de remplacement de la main d'œuvre, selon la province et le territoire, 2021



Note : Le ratio de remplacement est obtenu en divisant le nombre de travailleurs âgés de 25 à 34 ans par le nombre de travailleurs âgés de 55 à 64 ans. Un ratio inférieur à 1 signifie que le nombre de jeunes entrants sur le marché du travail est inférieur au nombre de travailleurs s'approchant de l'âge de la retraite.

Source : Statistique Canada, Recensement de la population, 2021

- Dans 7 provinces sur 10, le ratio de remplacement de la main-d'œuvre ayant le français comme première langue officielle était inférieur à 1, ce qui signifie qu'il y avait moins de jeunes travailleurs de langue française (25 à 34 ans) que de travailleurs approchant de la retraite (55 à 64 ans).
- Les ratios étaient les plus faibles à l'Île-du-Prince-Édouard (0,6) et en Saskatchewan (0,7), et les plus élevés dans les territoires : Yukon (1,7), Territoires du Nord-Ouest (1,5) et Nunavut (1,5).
- Des ratios plus faibles peuvent se traduire par des besoins en main-d'œuvre non comblés dans l'avenir.



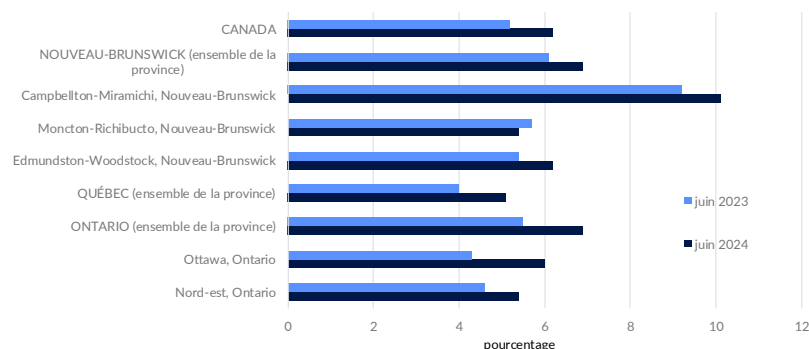
Statistics Canada
Statistique Canada

Canada



Un marché du travail difficile dans tout le Canada, et les régions à forte concentration de personnes de langue française ne font pas exception

Taux de chômage, certaines régions économiques, juin 2023 et juin 2024



Note : Les régions économiques choisies correspondent à celles dont au moins une division de recensement affichait une proportion de personnes ayant le français comme première langue officielle parlée supérieure à 20 % en 2011.

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.

- Le marché du travail a considérablement ralenti au cours de la dernière année, après avoir atteint des niveaux d'emploi et d'activité records au cours de la période suivant la pandémie.
- Le taux de chômage a augmenté partout au pays, y compris dans certaines régions affichant les plus grandes proportions de personnes dont la première langue officielle parlée est le français.
- Il a augmenté de façon marquée dans les régions économiques d'Ottawa et du Nord-est, en Ontario, et dans les régions de Campbellton-Miramichi et d'Edmundston-Woodstock, au Nouveau-Brunswick.
- Le taux de chômage a toutefois peu varié dans la région de Moncton-Richibucto.



Statistics Canada
Statistique Canada

Canada

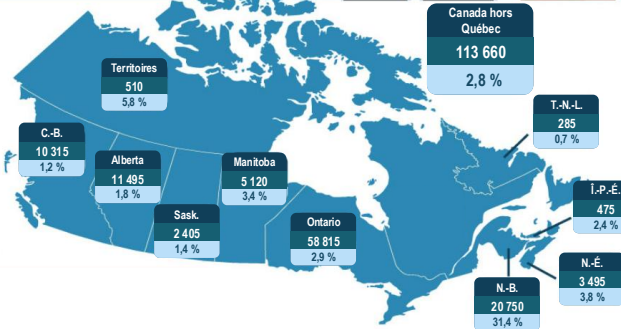


LES CARACTÉRISTIQUES DES PROPRIÉTAIRES ET DES ENTREPRISES DES MINORITÉS DE LANGUE OFFICIELLE



Entreprises dont au moins 50% des propriétaires ont la langue officielle minoritaire comme première langue officielle parlée (2021)

■ Provinces
■ Nombre d'entreprises des MLO
■ Pourcentage des entreprises dans la province



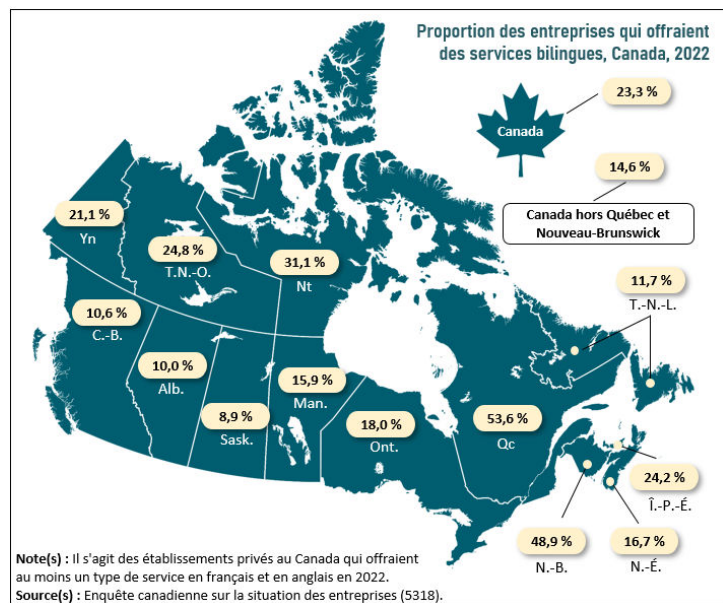
- Au total, 2,8 % des entreprises au Canada hors Québec appartenaient principalement à des personnes dont la première langue officielle est le français.
- L'Ontario comptait le plus grand nombre de ces entreprises, et le Nouveau-Brunswick affichait la proportion la plus élevée.
- La concentration industrielle variait fortement d'une région à l'autre.

13



Entreprises privées offrant des services et des activités dans les deux langues officielles

- Environ 1 entreprise privée sur 4 au Canada offrait un service ou une activité dans les deux langues officielles en 2022.
- Près de la moitié des entreprises comptant 100 employés ou plus offraient des services ou des activités dans les deux langues officielles.
- Les secteurs du commerce de gros et du commerce de détail, le secteur de l'industrie de l'information et de l'industrie culturelle, ainsi que le secteur de la finance et des assurances affichaient les proportions les plus élevées, selon le secteur.



14

Statistique Canada — Votre organisme national de statistique

Recensement de la population

- Données portant sur la langue maternelle, la langue parlée à la maison, la langue utilisée au travail, la langue d'enseignement et sur d'autres caractéristiques disponibles à divers niveaux géographiques.
- Ces données peuvent être liées à d'autres sources, telles que les données sur les entreprises.



Enquête sur la population de langue officielle en situation minoritaire

- Données détaillées portant sur l'accès aux services, le milieu du travail, l'éducation et d'autres aspects clés de la situation des personnes de langue française au Canada hors Québec, ainsi que des personnes de langue anglaise au Québec.
- Diffusion prévue à la fin de 2024.

Éclairer grâce aux données, pour bâtir un Canada meilleur

15



LE BILINGUISME: UNE COMPÉTENCE RENTABLE!

AGORA FRANCOPHONIE ÉCONOMIQUE

PIERRE-MARCEL DESJARDINS

9 AOÛT 2024

Contexte

2

- ▶ Étude sur les bénéfices économiques du bilinguisme au Nouveau-Brunswick: 2014, 2019, 2024
- ▶ Communication en économie

Le Canada: population, première langue officielle parlée

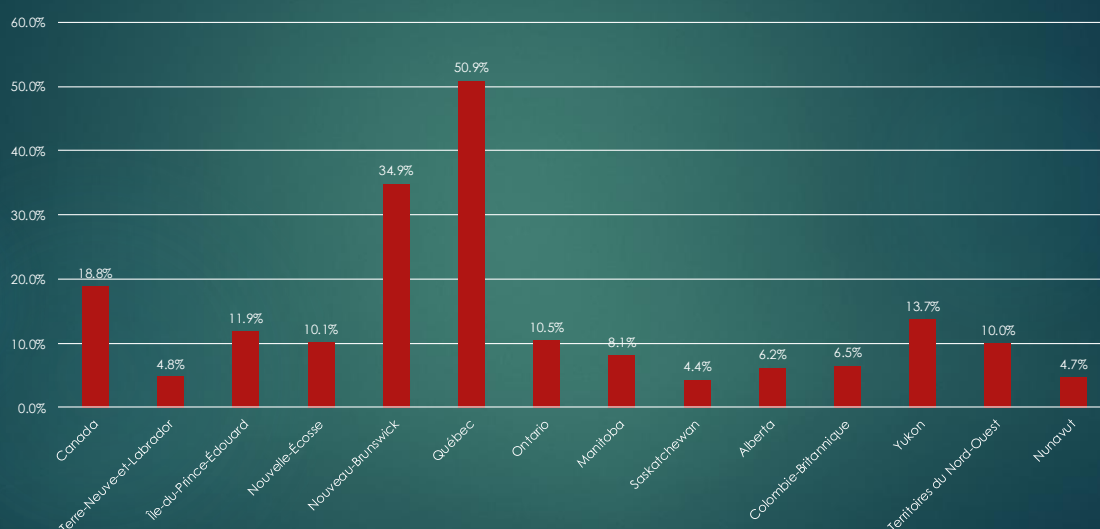
Lieu	Franco + FR/AN	Lieu	Franco + FR/AN
CND	8 208 230	MB	39 980
CND HQc	1 056 700	SK	13 230
IPÉ	4 645	AB	79 010
TNL	2 425	CB	72 875
NÉ	29 015	YU	1 945
NB	233 170	TNO	1 465
QC	7 151 530	NU	670
ON	578 270		

Le Canada: population, connaissance du français

Lieu	Franco + FR/AN	Lieu	Franco + FR/AN
CND	10 563 240	MB	111 790
CND HQc	2 776 500	SK	52 065
IPÉ	19 445	AB	260 415
TNL	26 130	CB	327 350
NÉ	99 300	YU	5 740
NB	317 825	TNO	4 440
QC	7 786 740	NU	1 450
ON	1 550 550		

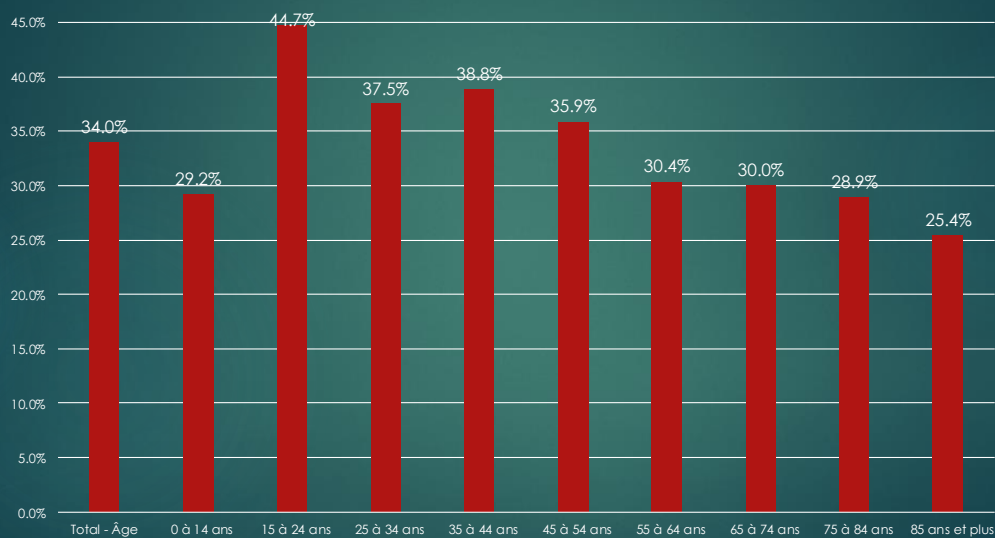
Pourcentage bilingue, population de 15 ans et plus, 2021

5



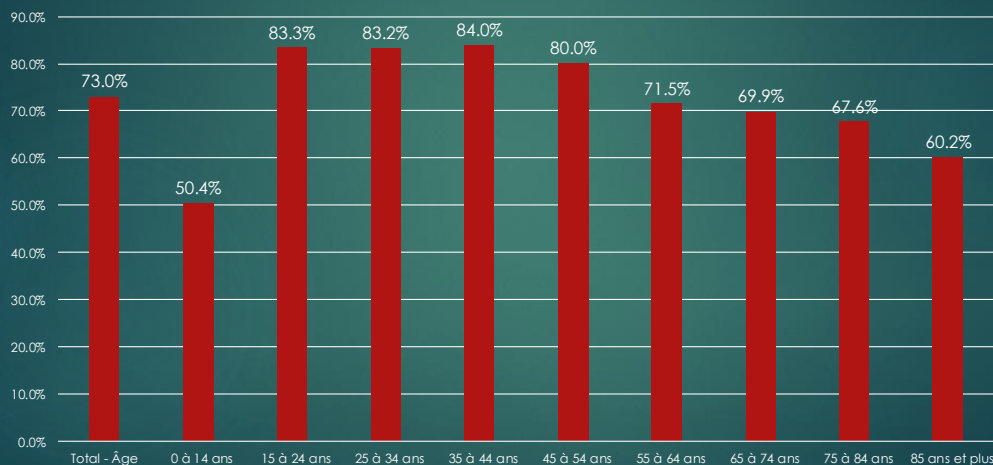
Pourcentage de la population bilingue, total selon groupes d'âge, Nouveau-Brunswick, 2021

6



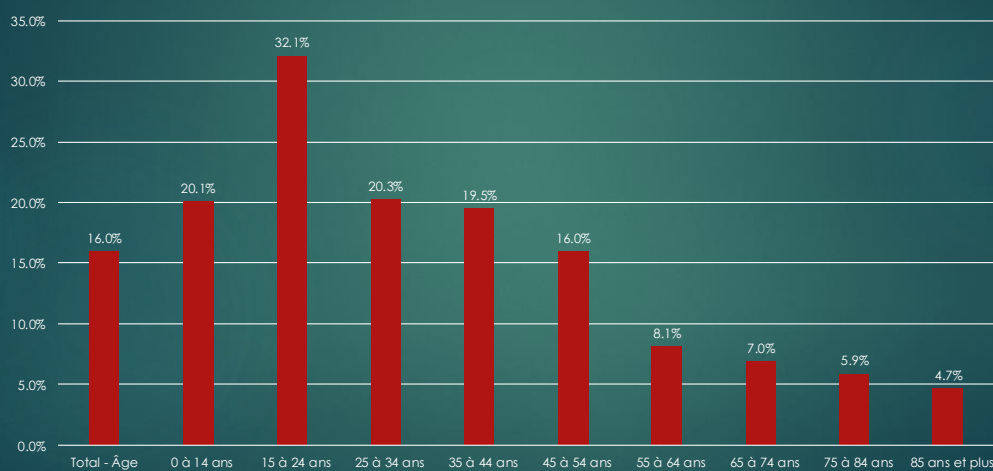
7

Pourcentage de la population bilingue, français comme langue maternelle, selon groupes d'âge, Nouveau-Brunswick, 2021



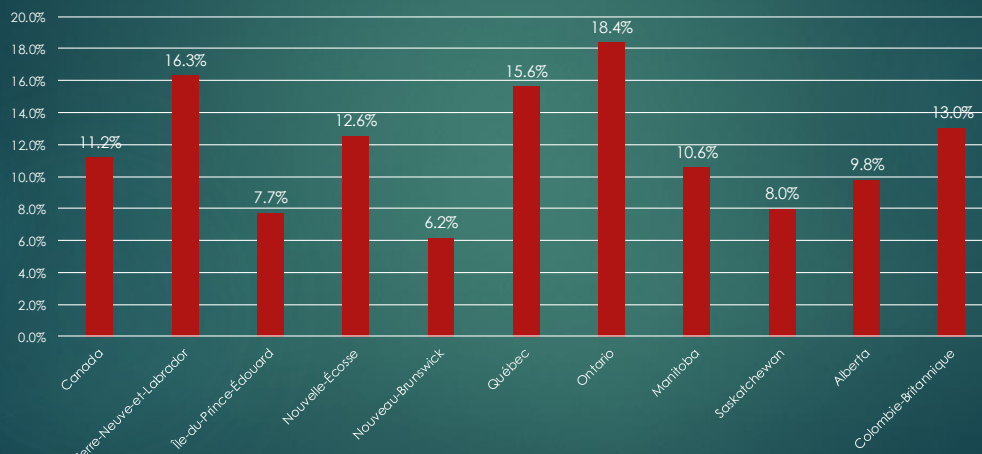
8

Pourcentage de la population bilingue, anglais comme langue maternelle, selon groupes d'âge, Nouveau-Brunswick, 2021



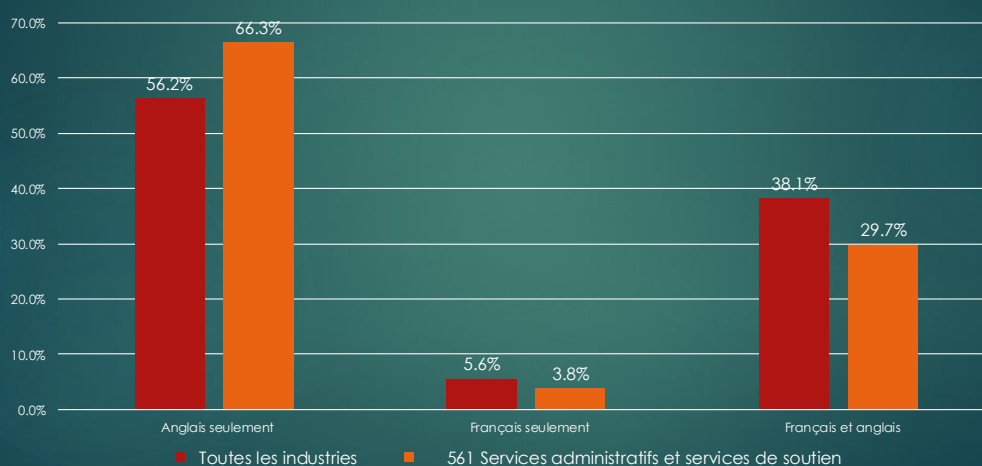
9

Revenu moyen, population bilingue vs population totale, différence, 2021



10

Emplois dans le secteur SCIAN 561 Services administratifs et services de soutien et total de tous les secteurs, en fonction de la connaissance des langues officielles, Nouveau-Brunswick, 2021



NEUF AVANTAGES ÉCONOMIQUES D'UNE MAIN-D'ŒUVRE BILINGUE AU NOUVEAU-BRUNSWICK, 2019

11

- ▶ **Avantage 1 :** Une main-d'œuvre bilingue explique en bonne partie pourquoi le Nouveau-Brunswick a été en mesure d'attirer des entreprises d'envergure comme ExxonMobil, Xerox, IBM, FedEx, UPS, RBC, TD Insurance, Unilever et SNC-Lavalin.
- ▶ **Avantage 2 :** Le bilinguisme a mené au développement d'une industrie langagière dynamique dans la province.
- ▶ **Avantage 3 :** Le bilinguisme a été un facteur clé dans le développement de liens commerciaux et des investissements sur le marché québécois.

NEUF AVANTAGES ÉCONOMIQUES D'UNE MAIN-D'ŒUVRE BILINGUE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

12

- ▶ **Avantage 4 :** Le bilinguisme explique en bonne partie pourquoi des entreprises des secteurs de la finance et de l'assurance desservent leurs clients de l'ensemble du pays à partir du Nouveau-Brunswick.
- ▶ **Avantage 5 :** Le bilinguisme a été un facteur clé dans la croissance du secteur néo-brunswickois des services professionnels sur le marché québécois.
- ▶ **Avantage 6 :** Le bilinguisme explique en bonne partie pourquoi le Nouveau-Brunswick connaît un si grand succès pour attirer les touristes québécois.

NEUF AVANTAGES ÉCONOMIQUES D'UNE MAIN-D'ŒUVRE BILINGUE AU NOUVEAU-BRUNSWICK

13

- ▶ **Avantage 7 :** Le bilinguisme est un facteur important pour expliquer la capacité de la province à attirer des étudiants de niveau postsecondaire provenant d'autres provinces ou d'autres pays.
- ▶ **Avantage 8 :** Le bilinguisme est une raison importante pour laquelle le Nouveau-Brunswick attire une proportion plus élevée d'immigrants bilingues que la plupart des autres provinces.
- ▶ **Avantage 9 :** le bilinguisme représente pour le Nouveau-Brunswick un avantage comparatif unique au Canada pour faire face aux défis démographiques

Tourism HR
Canada



RH Tourisme
Canada

Conseil des ministres
sur la francophonie
canadienne



Ministers' Council
on the Canadian
Francophonie

Le tourisme touche tout le monde et peut transformer les communautés

Le français, une langue qui voyage

9 août 2024 | Halifax, Nouvelle-Écosse

Isabelle de Bruyn
idebruyn@TourismHR.ca
TourismHR.ca

© 2024 RH TOURISME CANADA. TOUTS DROITS RÉSERVÉS

1

Le tourisme au Canada : performance et perspectives

Tourism HR
Canada



RH Tourisme
Canada



**DESTINATION
CANADA**



+14 %



+5 %



+3 %

Aperçu des résultats depuis le début de l'année - Canada

Ce tableau de bord donne un aperçu du rendement de l'industrie canadienne du tourisme depuis le début de l'année selon six indicateurs clés, jusqu'à la période disponible la plus récente, de même qu'une comparaison des résultats par rapport à la même période de l'année précédente.

Année

Cliquez sur « Supprimer toutes les sélections » pour afficher les dernières données disponibles

Dernières données disponibles



Source des données:

Arrivées de visiteurs étrangers pour des séjours d'une nuit ou plus : [Statistique Canada, Tableau 24-10-0055-01](#)

Recettes touristiques : [Statistique Canada, Indicateurs nationaux du tourisme, tableau 36-10-0230-01](#)

Entreprises touristiques en activité : [Statistique Canada, Tableau 33-10-0270-01](#)

Taux d'occupation des hôtels : [SJR](#)

Emplois attribuables au tourisme : [RH Tourisme Canada, totalisations personnalisées à partir des résultats de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada](#)

Taux de postes vacants : [Statistique Canada, Enquête sur les postes vacants et les salaires, tableau 14-10-0442-01](#)

Cumul annuel : mai-2024

Arrivées pour une nuit ou plus

5,9 M

↑ 14%

Cumul annuel : T1-2024

Recettes touristiques

23,1 G \$

↑ 5%

Cumul annuel : mars-2024

Entreprises actives (tourisme)

99,7

↑ 1,3

Cumul annuel : juin-2024

Taux d'occupation (hôtels)

62,8%

↓ 0,4

Cumul annuel : juin-2024

Emplois touristiques

2,0 M

↑ 3%

Cumul annuel : T1-2024

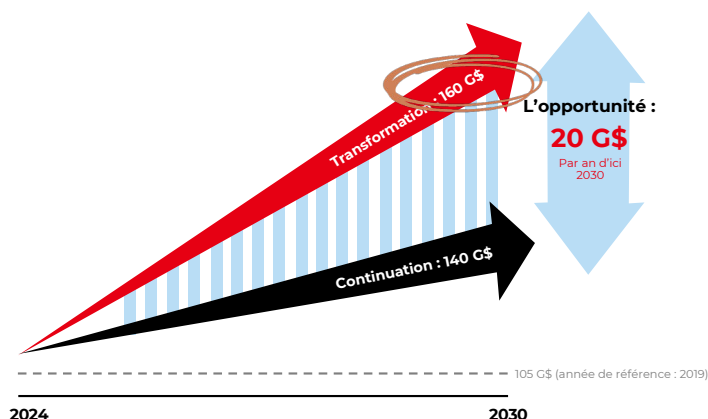
Taux de postes vacants

4,4%

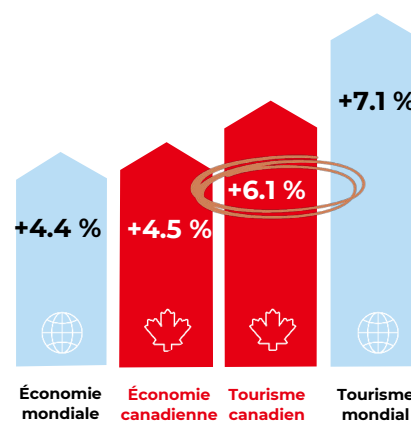
↓ 2,5



Libérer un monde de possibilités



Taux de croissance composé
2024 à 2030
CAD Nominal



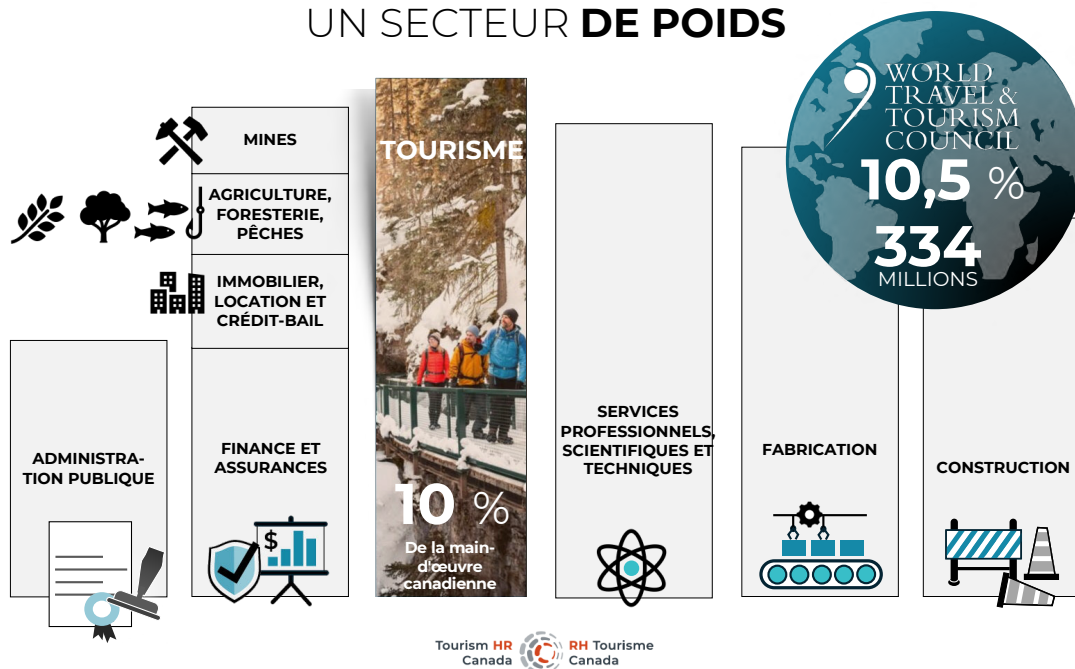
Reproduit à partir de la source : Perspectives du tourisme de l'automne 2023, Scénario de transformation, Destination Canada, Économie du tourisme (mai 2024)

2

L'emploi et le tourisme au Canada : Impact, profil de la main-d'œuvre et projections

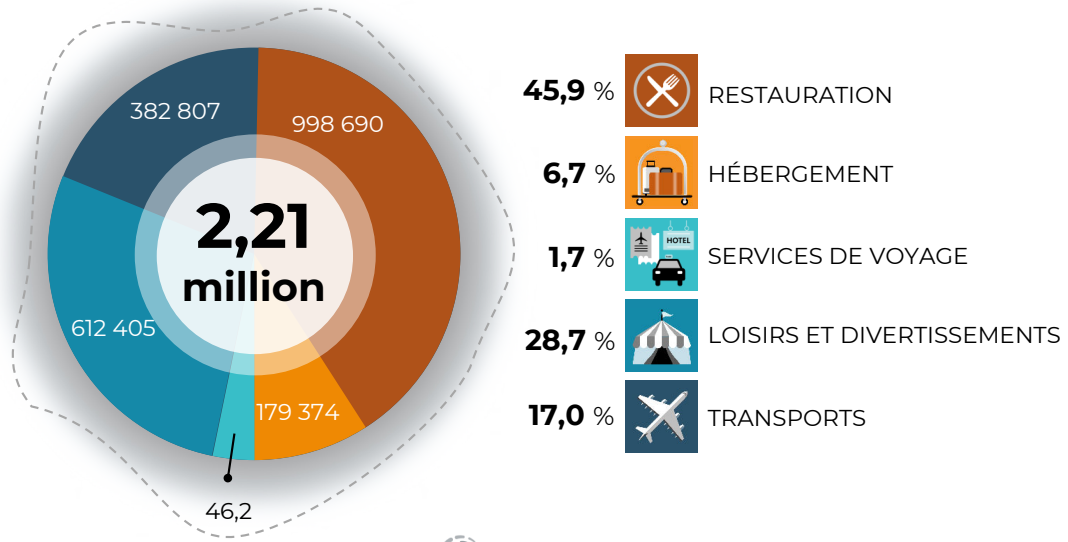


UN SECTEUR DE POIDS



Caractéristiques de la main-d'œuvre en 2023
Enquête canadienne sur la population active - RH Tourisme Canada (tourismhr.ca)

PROFIL DE LA MAIN-D'ŒUVRE (projection de l'offre¹) du secteur touristique canadien en 2024

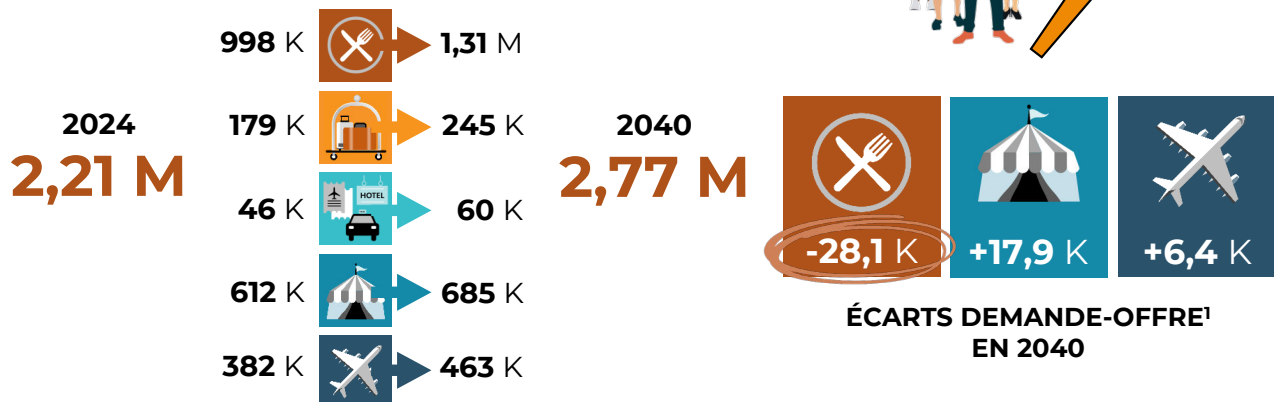


Tourism HR Canada RH Tourisme Canada

Conference Board du Canada, L'avenir du secteur du tourisme au Canada – Analyse de l'offre et de la demande de main d'œuvre (2024)
Analyse de l'offre et de la demande de main d'œuvre - RH Tourisme Canada (tourismhr.ca)

¹ Nombre de travailleurs disponibles (cumul des taux d'emploi et de chômage)

Profil de la main-d'œuvre du secteur touristique canadien : PROJECTION DE L'OFFRE¹



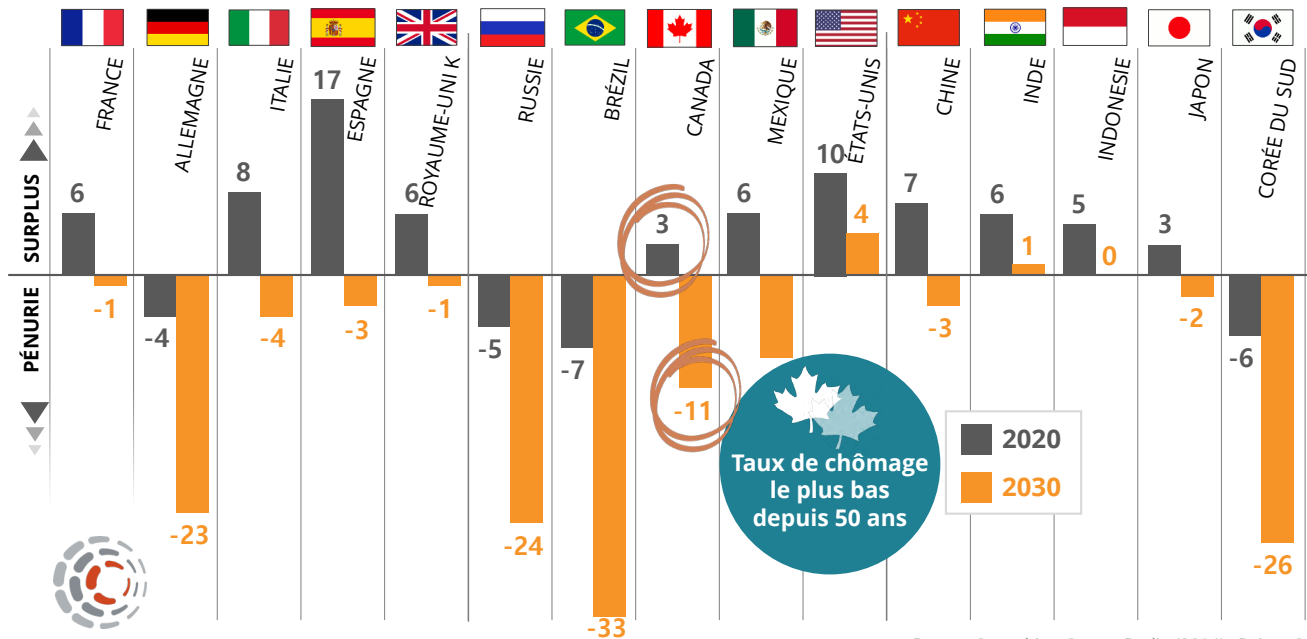
ÉCARTS DEMANDE-OFFRE¹
EN 2040

Tourism HR Canada RH Tourisme Canada

Conference Board du Canada, L'avenir du secteur du tourisme au Canada – Analyse de l'offre et de la demande de main d'œuvre (2024)
Analyse de l'offre et de la demande de main d'œuvre - RH Tourisme Canada (tourismhr.ca)

¹ Nombre de travailleurs disponibles (cumul des taux d'emploi et de chômage)

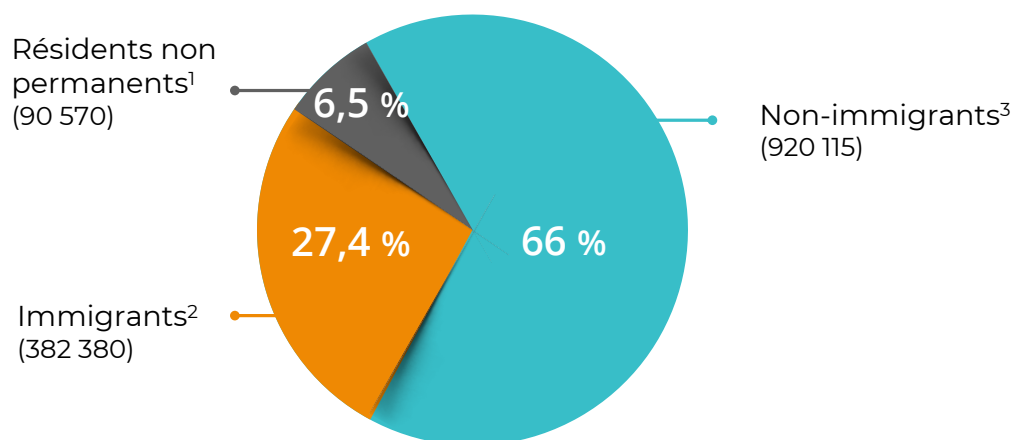
Crise globale de la main-d'œuvre › Pénuries/Surplus



Boston Consulting Group, Berlin (2014) : Rainer Strack

MAIN-D'ŒUVRE TOURISTIQUE ET IMMIGRATION – RECENSEMENT DE 2021

POPULATION ACTIVE PAR STATUT (total : 1 393 065)



Données extraites du recensement 2021

Profil démographique des employés du secteur touristique - RH Tourisme Canada (tourismhr.ca)

Pour plus d'information sur l'immigration et le tourisme :

Centre d'information sur l'immigration - RH Tourisme Canada (tourismhr.ca)

Tourism HR Canada RH Tourisme Canada

¹ « Résidents non permanents » comprend les personnes originaires d'un autre pays dont le lieu de résidence habituel est le Canada et qui sont titulaires d'un permis de travail ou d'un permis d'études ou qui ont demandé le statut de réfugié (demandeurs d'asile).

² « Immigrants » comprend les personnes qui sont, ou qui ont déjà été, des immigrants reçus ou résidents permanents.

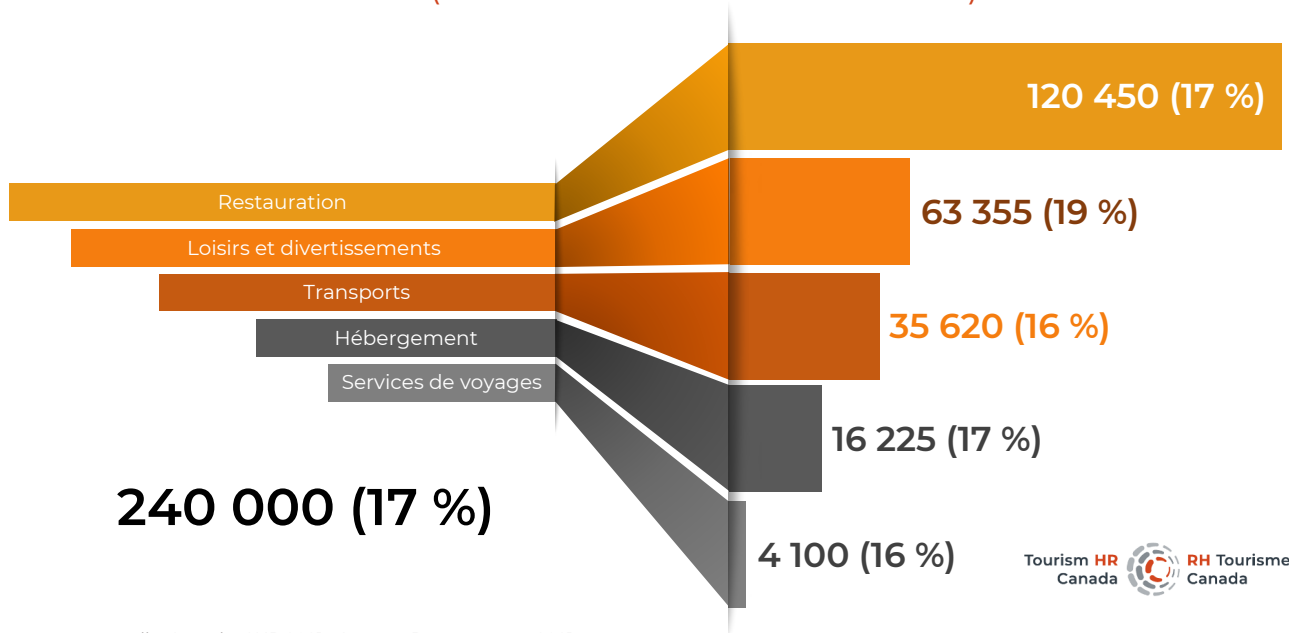
³ « Non-immigrants » comprend les personnes qui sont des citoyens canadiens de naissance.

3

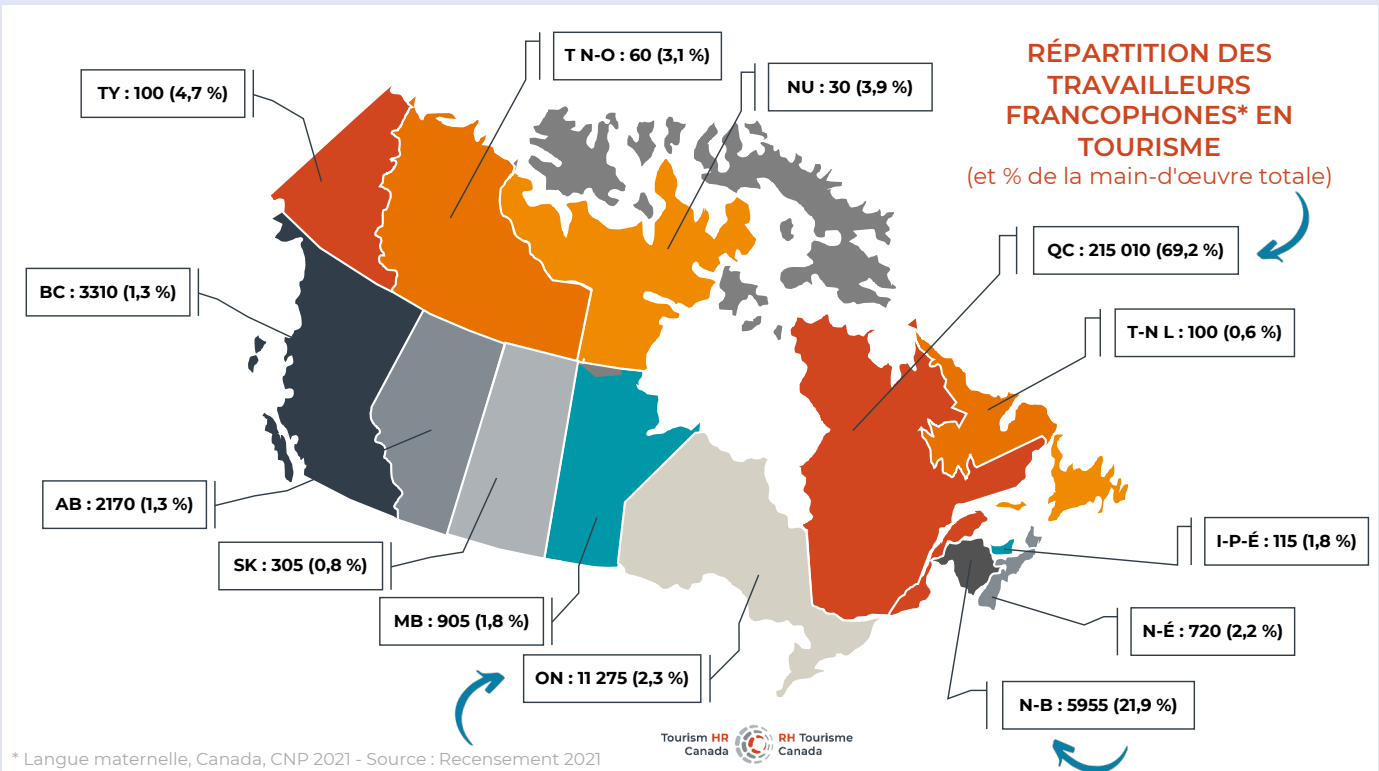
Main-d'œuvre francophone dans le tourisme : valeur ajoutée et défis



TRAVAILLEURS FRANCOPHONES* EN TOURISME (et % de la main-d'œuvre totale)



* Langue maternelle, Canada, CNP 2021 - Source : Recensement 2021



LES 10 RAISONS D'ÊTRE DU 10%

Fort potentiel de croissance de l'emploi	Contribution à la transformation des communautés en déclin	Expériences d'apprentissage riches et transférables	Avantages sociétaux : objectifs de développement social	Promotion des bénéfices environnementaux
Création d'un afflux de richesses qui contribue aux économies locales	Stimulation des investissements dans les infrastructures	Contribue à la stabilité politique, synonyme d'identité canadienne	De bons emplois et des emplois à forte valeur ajoutée	Le tourisme est partout et procure des opportunités illimitées

L'EMPLOI DANS LE TOURISME TRANSFORME LES VIES ET LES COMMUNAUTÉS

Le français, une langue qui voyage



Le français, une langue qui voyage ...au Manitoba

- Le tourisme francophone est essentiel pour le Manitoba, non seulement pour stimuler la croissance économique, mais aussi pour préserver et promouvoir notre culture française dynamique et florissante.
- Le tourisme francophone apporte une valeur ajoutée importante en présentant des expériences culturelles uniques enracinées dans le patrimoine français et Métis du Manitoba. Il enrichit notre offre touristique en la distinguant de celle des autres destinations et en attirant les personnes intéressées par l'immersion culturelle et l'exploration historique.
- Le tourisme francophone du Manitoba comprend Saint-Boniface, la plus grande communauté francophone de l'Ouest canadien, et 17 communautés francophones dans la province.









Retombées des tournées en arts de la scène au Québec - 2021-2022



Au Québec

1,5 M\$

investi par le Conseil dans 124 projets de tournées



8,1 M\$

de retombées en revenus totaux



Joue à Tom Waits, par la fanfare-folk-expérimentale l'Orchestre d'hommes-orchestres.
Photo : Bernadette Fink

Retombées des tournées en arts de la scène au Québec - 2021-2022

Au Québec

- 4,4 M\$ en rémunération de 1076 artistes, techniciens et travailleurs culturels québécois
- 337 000 \$ destinés aux frais d'agence
- 1,2 M\$ en dépenses d'hébergement et de repas
- 2 M\$ pour le transport des personnes et des marchandises, les dépenses de promotion, de publicité et autres.

9 août 2024

3

Retombées des tournées en arts de la scène à l'international - 2021-2022

À l'international

2 M\$

investis par le Conseil dans 72 projets de tournées



7 M\$

de retombées en investissements étrangers



La compagnie de cirque Les Foutoukours, a présenté sa dernière production, *GLOB*, à la 56^e édition du Festival OFF d'Avignon. Photo : André Chevrier

9 août 2024

4

À l'international

- **4,3M\$** en rémunération de 1572 artistes, techniciens et travailleurs culturels québécois
- **689 000\$** en droits d'auteur
- Plus **2,3 M\$** dépensés dans les hôtels et restaurants à l'étranger
- **5,3 M\$** en dépenses touchant le transport des personnes et des marchandises, les frais d'agence, de promotion, de publicité et autres.



Les compétences du futur et l'avantage du bilinguisme

El Iza Mohamedou

Cheffe, Centre de l'OCDE pour les Compétences

Agora sur la Francophonie Économique

📍 Halifax, Nouvelle-Écosse, 10 août 2024



Qu'entendons-nous par compétences ?

Compétences
fondamentales

Connaissances
et compétences
professionnelles
techniques et
spécialisées

Compétences
cognitives et
métacognitives
transversales

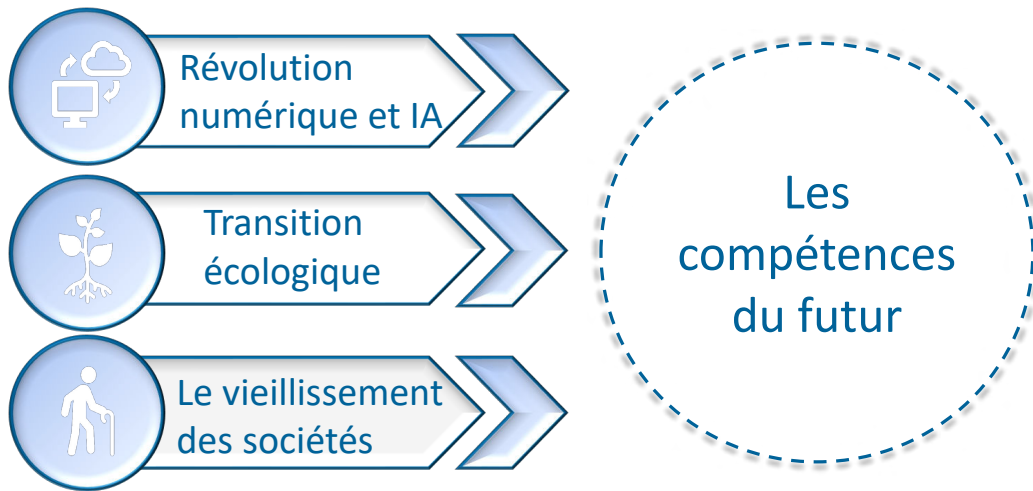
Compétences
sociales et
émotionnelles

Source: [Home | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](https://home.oecd-ilibrary.org)

1



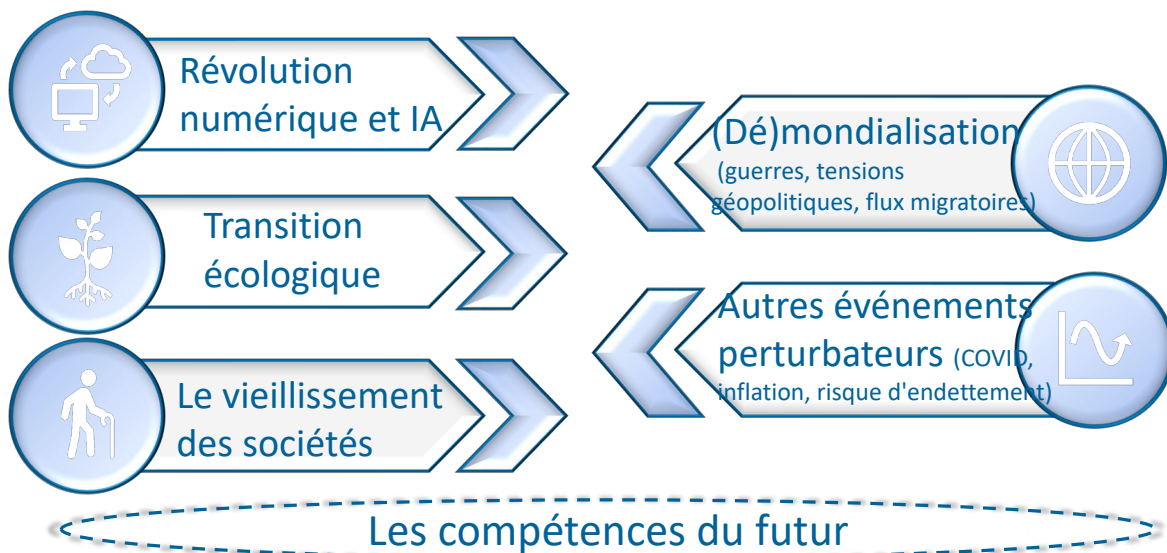
Les mégatendances façonnent les compétences de demain



2



Beyond the main societal challenges



3



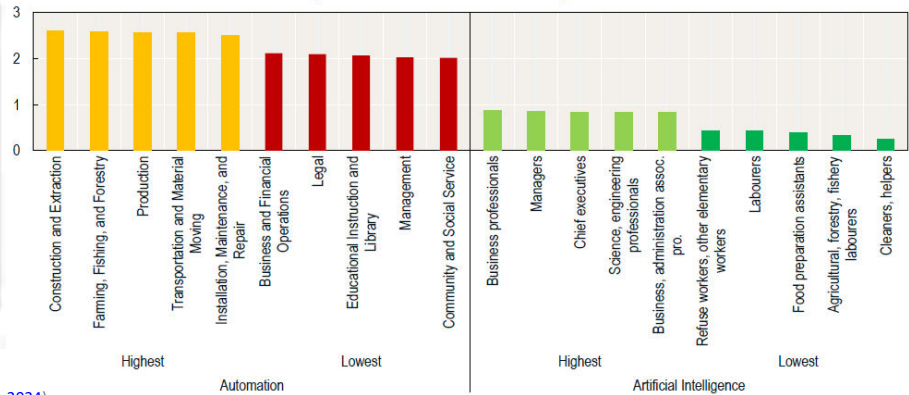
La numérisation et l'intelligence artificielle (IA) affecteront de nombreux emplois et compétences

Les professions les plus et les moins exposées à l'automatisation et à l'IA

Le risque d'automatisation des emplois est passé de **14%** à **27%** dans les pays de l'OCDE

Au Canada, les postes nécessitant des compétences en **IA**, telles que **l'informatique** et **la science des données**, ont augmenté de près de **10 %** entre 2019 et 2022

(OECD Skills Outlook 2023; OECD Employment Outlook 2024)



Source: OECD (2023), OECD Employment Outlook 2023: Artificial Intelligence and the Labour Market, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/08785bba-en>.

4



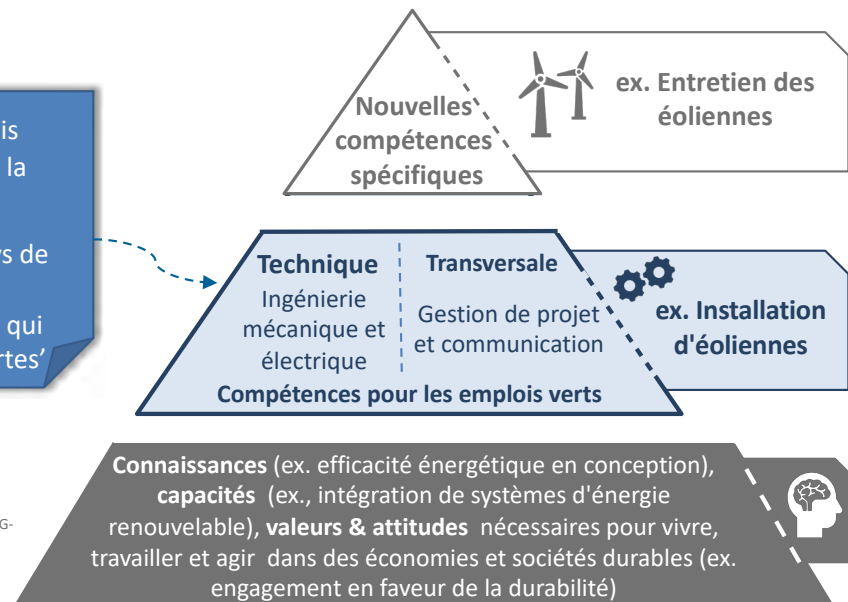
La transition écologique affecte les besoins en compétences dans divers domaines et emplois

Plus d'un quart des emplois seront fortement touchés par la transition nette zéro

20 % des travailleurs des pays de l'OCDE occupent des emplois verts - y compris des emplois qui soutiennent des activités 'vertes'

(OECD Employment Outlook 2024)

Source: Based on the definitions of the members of the IAG-TVET working group on WBL, as agreed in 2022
doi:10.2801/69991



5



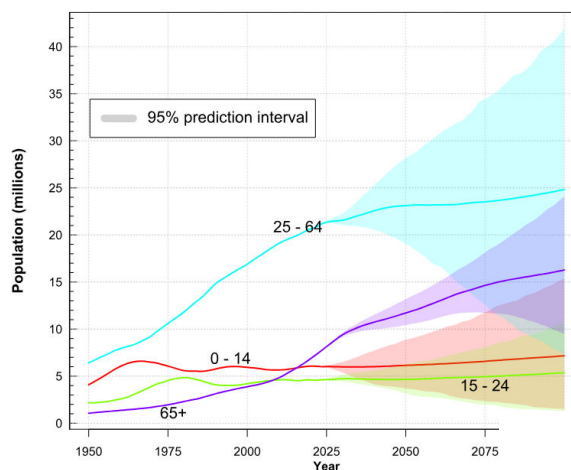
Le vieillissement des sociétés souligne l'urgence d'investir dans les compétences dans tous les secteurs

Population canadienne par grands groupes d'âge

D'ici **2080**, les personnes de **+65 ans (2,2M)** dépasseront en nombre les enfants de **< 18 ans**

Dans **une dizaine** d'années, il y aura plus de personnes de **+80 ans** que de **< 1 an**

[\(UN DESA/POP/2024\)](https://population.un.org/wpp/)



© 2024 United Nations, DESA, Population Division. Licensed under Creative Commons license CC BY 3.0 IGO. United Nations, DESA, Population Division. *World Population Prospects 2024*. <http://population.un.org/wpp/>

6



Promouvoir un ensemble complet de compétences est crucial pour l'avenir du marché du travail



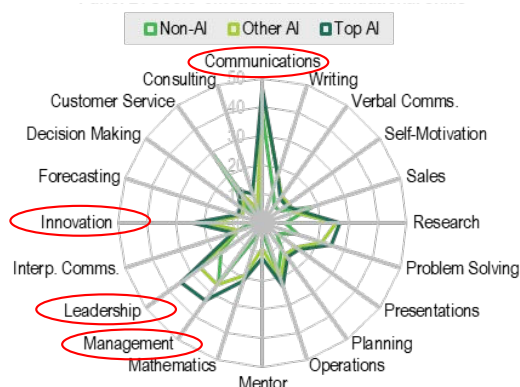
Source: [Home | OECD iLibrary \(oecd-ilibrary.org\)](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/)

7



Les nouveaux emplois exigent souvent des compétences socio-émotionnelles, de communication et de gestion

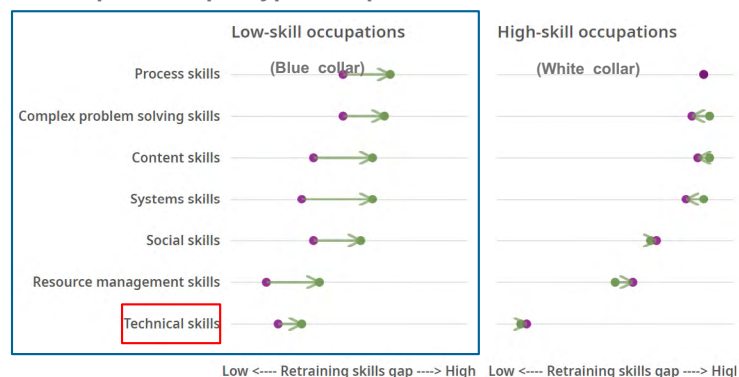
Les 20 compétences socio-émotionnelles et fondamentales dans les poste IA les plus recherchées aux États-Unis, 2022



Source: OECD (2023), OECD Skills Outlook 2023: Skills for a Resilient Green and Digital Transition, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/27452f29-en>.

Écart de reconversion entre professions à fortes émissions et les nouvelles professions écologiques

Compétences par type d'emploi, indice 0-100



Source: OECD (2024), OECD Employment Outlook 2024: The Net-Zero Transition and the Labour Market, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/ac8b3538-en>.

8



La main-d'œuvre sera-t-elle prête pour les nouveaux emplois et compétences ?



(Malgré les risques) l'IA a le potentiel de stimuler la productivité et d'avoir un effet positif sur la qualité de l'emploi

ex

Les outils d'IA ont amélioré les performances de **10% à 56%** dans le service à la clientèle, le codage, la rédaction et le conseil

L'IA annonce un avenir **du travail plus flexible, adapté, diversifié et épanouissant** pour certains travailleurs dans certains secteurs

La réalisation de ces changements dépend...

adaptabilité de la main-d'œuvre & ensemble de compétences holistiques

Accent sur les compétences socio-émotionnelles

...pour préparer les travailleurs à un marché du travail compatible avec l'IA

Filippucci, F., et al. (2024), "The impact of Artificial Intelligence on productivity, distribution and growth: Key mechanisms, initial evidence and policy challenges", OECD Artificial Intelligence Papers, No. 15, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/8d900037-en>.

Source: OECD (2024), Social and Emotional Skills for Better Lives: Findings from the OECD Survey on Social and Emotional Skills 2023, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/35ca7b7c-en>.

9

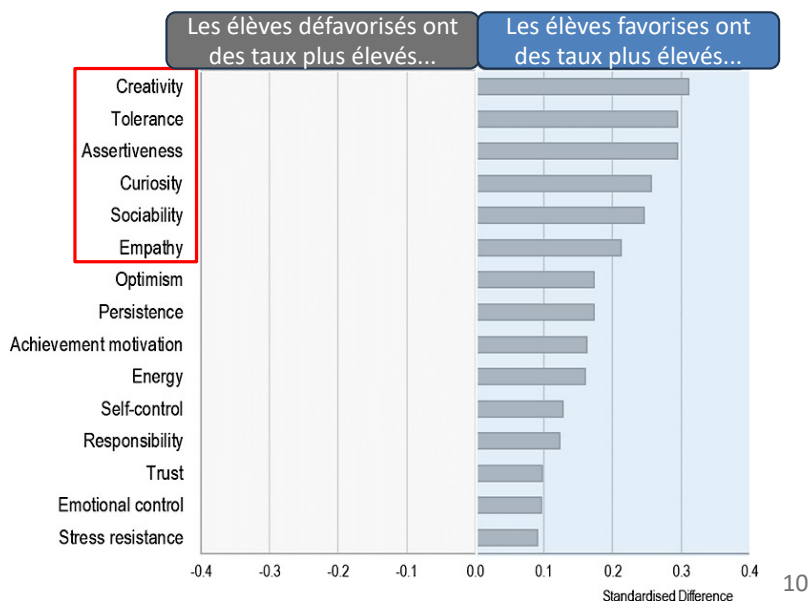


Les compétences socio-émotionnelles sont cruciales mais inégalement réparties entre les élèves

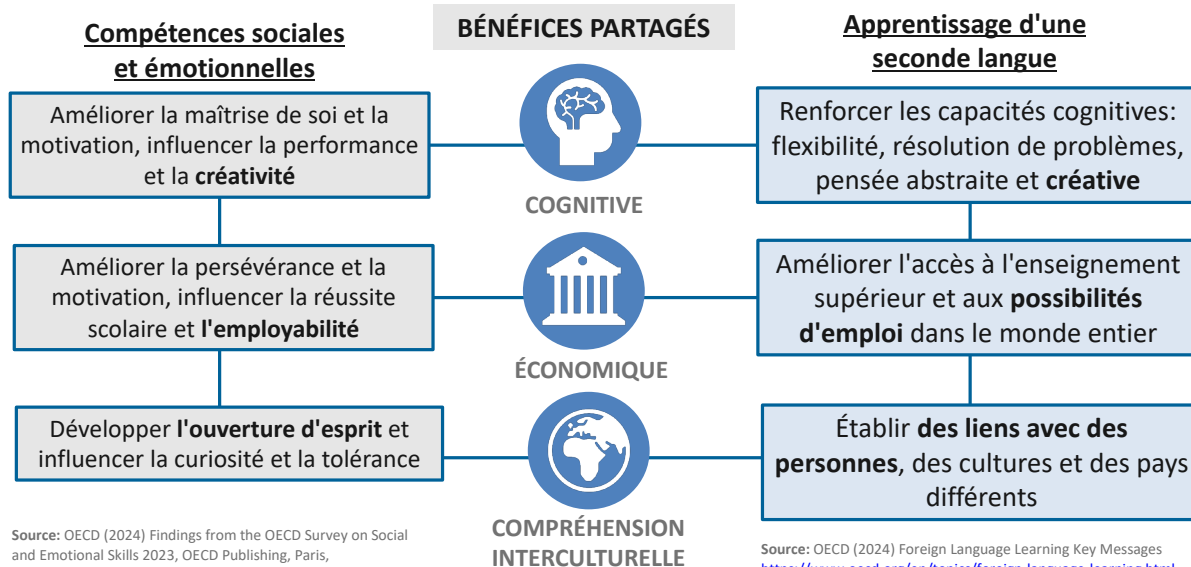
Les différences moyennes de niveaux de compétences sont les plus importantes pour les élèves défavorisés dans toutes les compétences socio-émotionnelles par rapport à leurs pairs favorisés

(OECD Survey on Social and Emotional Skills 2023)

Source: OECD (2024), Social and Emotional Skills for Better Lives: Findings from the OECD Survey on Social and Emotional Skills 2023, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/35ca7b7c-en>.



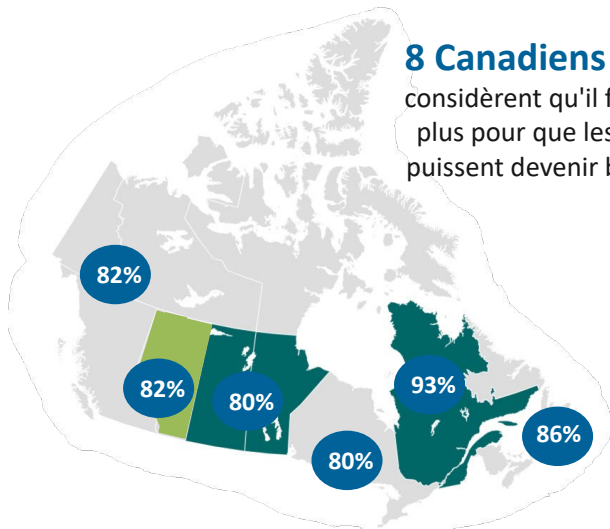
Améliorer les compétences socio-émotionnelles grâce à l'apprentissage d'une seconde langue (ou vice versa)



11



Les langues officielles sont essentielles à l'intégration sociale et professionnelle, mais...



8 Canadiens sur 10 considèrent qu'il faut faire plus pour que les jeunes puissent devenir bilingues

En général, les Canadiens bilingues et unilingues y sont favorables :

“Les gouvernements provinciaux devraient offrir davantage de places dans les programmes d'immersion.”



Source: [The Commissioner of Official Languages \(2019\) "Accessing Opportunity"](#)

14



Le bilinguisme est essentiel pour le Canada mais les individus (défavorisés) peuvent rencontrer des défis liés à l'accès

L'obstacle le plus courant à l'apprentissage d'une seconde langue officielle:
ACCÈS

1/3

des personnes qui ne sont pas parfaitement bilingues ont cité le manque d'accès à des cours de langue comme principal obstacle

Ceux qui ont appris en dehors de la salle de classe l'ont fait à travers :



Rencontres entre amis



La TV ou des films



L'utilisation au travail



Utilisation à la maison en famille



Cours privés

Source: [The Commissioner of Official Languages \(2019\) "Accessing Opportunity"](#)

15



Au-delà de l'information et de la pensée abstraite pour réduire les disparités de compétences au 21^e siècle

L'accent doit être mis sur...

1.

Améliorer l'accès à l'apprentissage des deuxièmes langues et au développement des compétences

Attaquer les disparités dans le développement de compétences et les inégalités de récompenses

[ex., *OECD Skills Outlook 2025: Equity in and through 21st Century Skills* (à venir)]

2.

Mieux comprendre les meilleures pratiques en matière d'amélioration des compétences en deuxièmes langues

Aux **Pays-Bas**, les programmes bilingues (néerlandais-anglais) aident les élèves à atteindre un niveau de compétence plus élevé

Au **Portugal**, les écoles semblent rechercher activement des opportunités pour les élèves de pratiquer l'anglais en dehors des cours

[ex., *OECD PISA 2025 Foreign Language Assessment* (à venir)]

Source: OECD (2024), *How 15-Year-Olds Learn English: Case Studies from Finland, Greece, Israel, the Netherlands and Portugal*, PISA, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/a3fcacd5-en>

16



El-Iza.MOHAMEDOU@oecd.org



@ElIzaMohamedou

Merci de votre attention



www.oecd.org/en/about/directorates/centre-for-skills.html

Ministère des Affaires francophones de l'Ontario

Stratégie de développement économique francophone de l'Ontario

Agora du CMFC

Août 2024

Ontario 

Origines de la stratégie

Genèse

La ministre Caroline Mulroney fait du développement économique francophone une de ses priorités dès son arrivée en poste en 2018.

Consultations

Organisation de tables rondes en 2018 et 2019 pour identifier les défis auxquels sont confrontées les entreprises francophones.

Rédaction

S'appuyant sur les résultats de ces tables rondes et les recommandations du Conseil consultatif ministériel de la relance économique pour les francophones suite à la COVID-19, le ministère développe une stratégie pangouvernementale en 2020.

2

Ontario 

État des lieux du paysage économique francophone

L'économie francophone de l'Ontario c'est :

- Plus de 30 150 entreprises ayant au moins un propriétaire francophone représentant :
 - 4,3 pour cent des PME de l'Ontario.
 - 50 pour cent des entreprises francophones à l'extérieur du Québec.
- Les travailleurs francophones et bilingues représentent 11 pour cent de la main-d'œuvre de la province et génèrent 12 pour cent du produit intérieur brut de l'Ontario (plus de 80 milliards de dollars).
- 63 pour cent des employés francophones et bilingues possèdent un diplôme universitaire.



3

Source : [L'économie franco-ontarienne : livre blanc](#), à partir de données de Statistique Canada, Juin 2022.

Ontario 

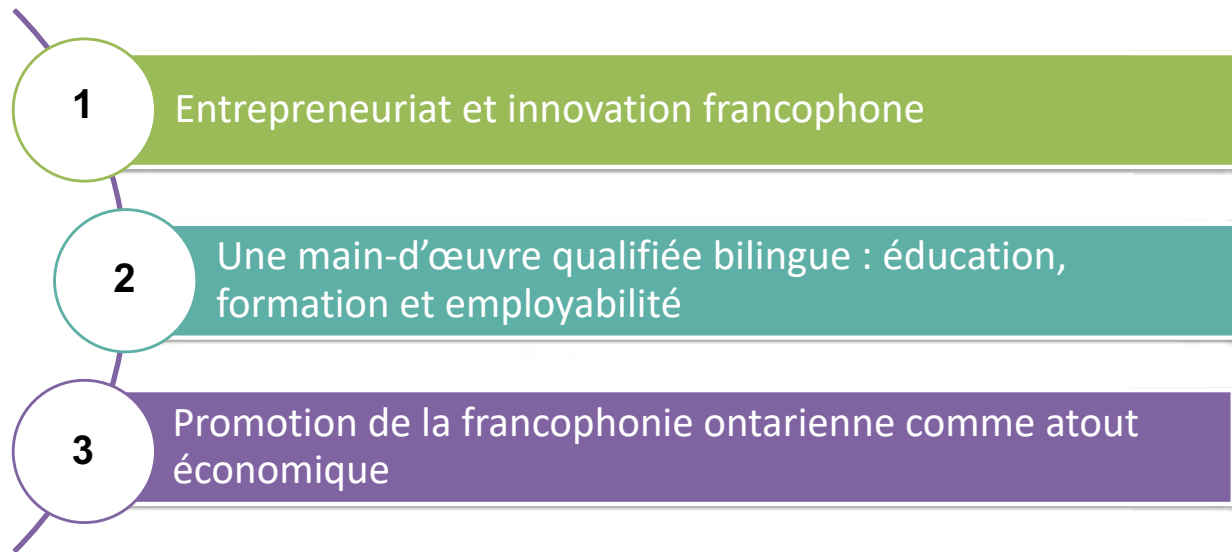
Principaux objectifs de la stratégie

1. Accroître l'empreinte économique de la francophonie
2. Améliorer l'accès à une main-d'œuvre qualifiée et bilingue
3. Créer des emplois et faciliter l'exploitation de nouveaux marchés pour les entreprises et les organismes francophones

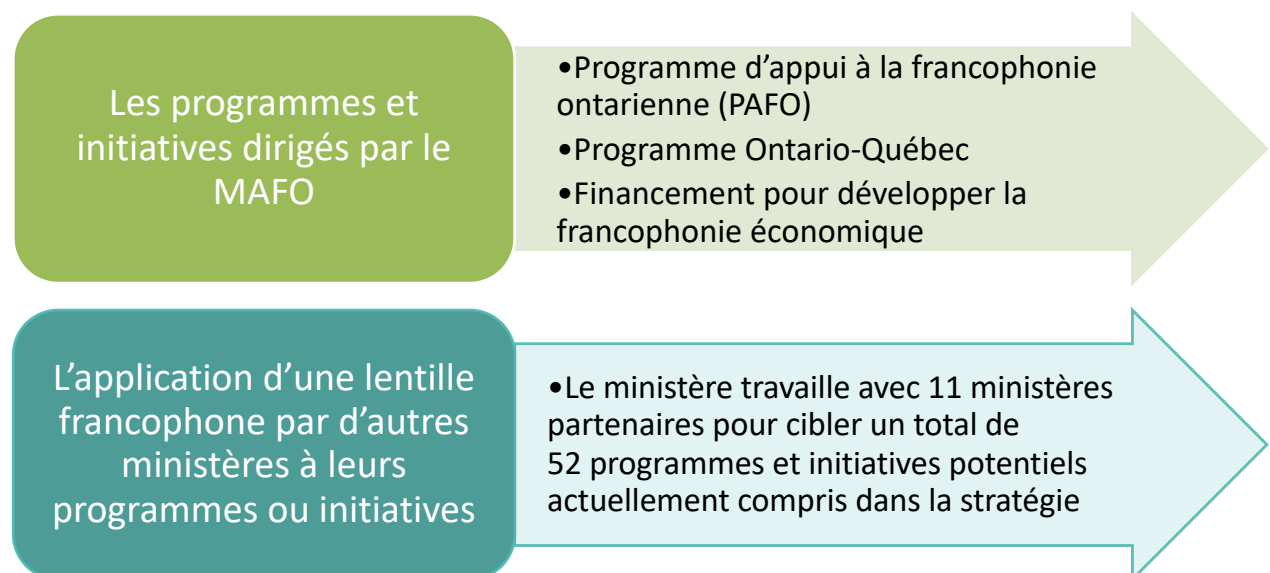
4

Ontario 

La stratégie s'appuie sur trois piliers



Pour agir, le ministère dispose de deux leviers



Quelques initiatives dirigées par le MAFO



1	Entrepreneuriat & innovation francophone	Création de la Fédération des gens d'affaires (2021) Financement de soutiens en français au développement d'entreprises
2	Main-d'œuvre bilingue qualifiée	Financement d'un projet pour l'intégration de nouveaux arrivants au sein du personnel des garderies francophones Financement d'une campagne de recrutement d'étudiants belges vers les institutions postsecondaires francophones
3	Promotion de la Francophonie comme atout économique	Financement de rapports spécialisés sur l'économie franco-ontarienne pour améliorer les données et l'analyse sur l'emploi et le marché francophones Participation à l'Organisation Internationale de la Francophonie et accords de collaboration bilatéraux

7

Ontario 

Quelques initiatives dirigées par les ministères partenaires



1	Entrepreneuriat & innovation francophone	MDECEC a financé la FGA afin qu'elle puisse proposer des services aux petites entreprises en français dans le même esprit que ceux proposés par les Centres d'encadrement des petits entrepreneurs locaux (CEPE) de la province.
2	Main-d'œuvre bilingue qualifiée	Le Conseil du trésor a lancé une initiative de recrutement bilingue au sein de la fonction publique avec le soutien du ministère des Affaires francophones. Le but étant de favoriser l'identification, le recrutement et la rétention de personnel bilingue.
3	Promotion de la Francophonie comme atout économique	Création du Prix du commerce Ontario-Québec en francophonie par le MDECEC en collaboration avec le MAFO.

8

Ontario 

Données et indicateurs de rendements

Le Ministère des Affaires francophones a établi **deux indicateurs du rendement** pour suivre l'évolution des initiatives :

- Valeur totale et proportionnalité des projets francophones financés dans le cadre du programme;
- Nombre de francophones ou de projets francophones bénéficiant du programme.

Prochaines étapes

Maintenir les trois piliers stratégiques pour cibler les efforts

Collecte continue de données pour surveiller les tendances et orienter les politiques

Mieux faire connaître les appuis et initiatives gouvernementales existantes auprès des francophones

Renforcer les partenariats avec les principaux ministères partenaires et avec les autres juridictions pour qui la Francophonie est un atout, au Canada et à l'international

Leçons apprises

- L'importance de cerner les possibilités offertes par les initiatives des ministères partenaires: il faut identifier les programmes et les promouvoir auprès des Francophones.
- L'importance de soutenir l'entrepreneuriat et reconnaître l'importance de financer la formation et l'accompagnement pour le démarrage des entreprises.
- L'importance d'un organisme fédérateur qui permet au secteur des affaires, en soit diffus, de parler d'une seule voix.
- L'importance des partenariats intergouvernementaux comme les ententes de coopération pour maintenir l'élan de la croissance en y greffant des échanges concrets

11

Ontario 

Annexes

- Annexe « A » : Le paysage économique de la francophonie canadienne

9

Le potentiel de la francophonie économique

3^e
Langue d'affaires
dans le monde

320
Millions de
locuteurs dans le
monde



En 2050

750
millions
de locuteurs dans le monde



85% seront africains

14%
Réserves mondiales
de ressources
minières
et énergétiques

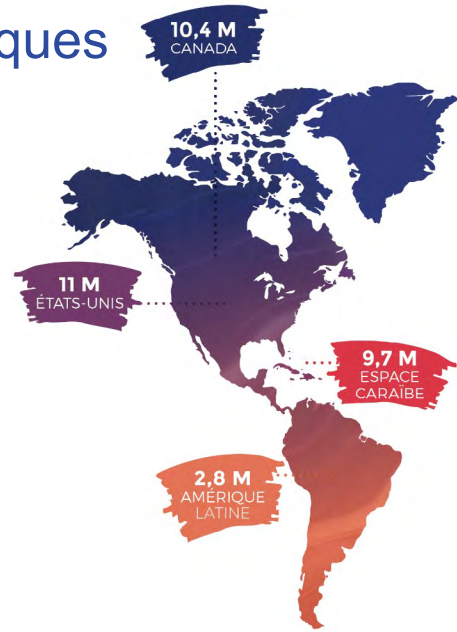
20%
Commerce de
marchandises
mondiales

16%
Produit national
brut mondial



• Francophonie des Amériques

33 millions de
francophones et de
francophiles



francophoniedesamericues.com

[f](#) [t](#) [@](#) [in](#) [v](#) @CFAmericues • #AmFr

• Aux États-Unis

Travailler et faire des affaires en français, une valeur ajoutée !

Le français est la 3^e langue étrangère la plus demandée par les employeurs

La demande pour une main-d'œuvre francophone a doublé entre 2010 et 2015

25 % des entreprises états-uniennes ont subi des pertes causées par un manque de connaissance d'une langue étrangère

Des grandes entreprises de tous les domaines recherchent des candidates et candidats maîtrisant le français



Source: *Making Languages Our Business: Addressing Foreign Language Demand Among U.S. Employers*, American Council on the Teaching of Foreign Languages

francophoniedesamericues.com

[f](#) [t](#) [@](#) [in](#) [v](#) @CFAmericues #AmFr

• 33 millions d'occasions d'affaires dans les Amériques

Bassin de main-d'œuvre qui peut rapidement s'intégrer

Marché potentiel de gens qui comprennent le français et/ou qui s'intéressent à la culture francophone

Réseau d'affaires dont **vous faites déjà partie**



francophoniedesameriques.com



@CFAmeriques • #AmFr



Francophonie économique

Août 2024 • Halifax

Conseil des ministres
sur la francophonie
canadienne



Ministers' Council
on the Canadian
Francophonie

cmfc-mccf.ca